JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
Compte cheque postal 9063 13 Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 71^e SEANCE

1^{re} Séance du Vendredi 6 Décembre 1963.

SOMMAIRE

1. — Loi de finances pour 1964. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 7688).

MM. Vallon, rapporteur de la commission mixte paritaire ; de Tinguy.

Discussion générale : MM. Pierre Didier, Charpentier, Briot, André Rey, Pierre Bas, Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Lalle, Lamps, Degraeve, Escande, Maurice Schumann, André Halbout, Emile-Pierre Halbout, Collette, Pierre Bas, Rousselot, Tourné, Rivain. — Clôture.

Suspension et reprise de la séance.

2. — Déclaration de l'urgence d'un projet de loi (p. 7701).

3. — Modalités d'accomplissement des obligations militaires. — Communication de M. le Premier ministre (p. 7701).

4. — Loi de finances pour 1964. — Suite de la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 7701).

MM. Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Lamps, Charpentier, Pieven, Boscary-Monsservin, Lalle, Schumann.

Texte proposé par la commission mixte paritaire.

Amendement n° 11 du Gouvernement à l'article 3 : Mme la présidente, MM. Palewski, président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; le ministre des finances et des affaires économiques.

Décision de réserver l'article 3 et les amendements s'y rapportant.

Amendement n° 7 du Gouvernement à l'article 4 : MM. le ministre des finances et des affaires économiques ; Vallon, rapporteur.

Demande de vote unique sur la totalité du texte en discussion, modifié par les amendements n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Réserve du vote sur l'amendement n° 7.

Amendement n° 1 de M. Pierre Bas à l'article 4 : MM. Pierre Bas, le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur, Collette. — Vote réservé.

Amendement n° 2 de M. Pierre Bas à l'article 4 : MM. Pierre Bas, de Tinguy, le rapporteur, le ministre des finances et des affaires économiques. — Vote réservé.

Amendement n° 8 du Gouvernement à l'article 5 : MM. le ministre des finances et des affaires économiques, Lepeu, le rapporteur. — Vote réservé.

Amendement n° 9 du Gouvernement à l'article 8 : MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur. — Vote réservé.

Reprise des amendements se rapportant à l'article 3.

Amendement n° 4 de M. Souchal à l'article 3 : MM. le rapporteur, Souchal. — Vote réservé.

Amendement n° 3 de M. Boisdé à l'article 3 : MM. Boisdé, de Tinguy, Soueliat, Charret. — Vote réservé.

Amendement n° 11 du Gouvernement à l'article 3 : MM. le ministre des finances et des affaires économiques, Barbet, le président de la commission des finances, Collette, Pezé. — Vote réservé.

Amendement n° 5 du Gouvernement à l'article 18: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, Tourné, le rapporteur. — Vote réservé.

Amendement n° 10 de M. l'auet à l'article 35: MM. Raulat, le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur. — Vote réservé.

Amendement n° 6 du Gouvernement à l'article 71 ter: MM. le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur. — Vote réservé.

Explications de vote: MM. de Tinguy, le ministre des finances et des affaires économiques, le rapporteur, Ebrard, Spénale, Souchal.

M. le ministre des finances et des affaires économiques.

Adoption, au scrutin, de la totalité du texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

5. — Ordre du jour (p. 7725).

PRESIDENCE DE M. JEAN MONTALAT,
vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1964

Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 (n° 707).

La parole est à M. Louis Vallon, rapporteur de la commission mixte paritaire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Louis Vallon, rapporteur. Mesdames, messieurs, la commission mixte avait pour objet de rapprocher, après la première lecture du projet de loi de finances pour 1964, les positions respectives de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui étaient, vous le savez, fort éloignées l'une de l'autre.

C'est là sa tâche constitutionnelle. Elle l'a accomplie et elle est parvenue dans une mesure très satisfaisante à rapprocher ces points de vue primitivement divergents.

Le texte du rapport de la commission mixte paritaire, que vous devez posséder puisqu'il a été mis en distribution hier matin, ne comporte que des modifications mineures par rapport aux dispositions votées en première lecture par l'Assemblée nationale.

Nous pouvons grouper ces modifications sous trois rubriques: d'abord, les modifications qui sont relatives aux crédits; ensuite, celles qui concernent les dispositions diverses et, enfin, celles qui portent sur la fiscalité immobilière.

Je rejette ces dernières vers la fin, parce que ce sont celles qui ont occasionné les débats les plus difficiles.

Le Sénat avait effectué de nombreux abatements de crédits sur divers budgets: je citerai, pour les dépenses civiles, ceux de l'agriculture, des anciens combattants, de l'éducation nationale, des charges communes, des affaires algériennes, de la santé publique. La commission mixte vous propose le retour pur et simple aux crédits votés par l'Assemblée nationale en première lecture, sauf sur deux points.

Elle a maintenu une réduction de 2.640.000 francs au titre II du budget des charges communes, afin de corriger une erreur matérielle relative au chapitre 20-31, en plein accord avec le Gouvernement, d'ailleurs.

Elle a laissé subsister une réduction de 1 million de francs au titre III du budget de la santé publique, supprimant ainsi des crédits indispensables à la réforme des services extérieurs de cette administration; la présence à son banc du ministre de la santé publique me laisse supposer que le Gouvernement déposera sur ce point un amendement qui tendra à reprendre le texte primitif voté par l'Assemblée nationale.

Pour les dépenses militaires, le Sénat avait réduit, par divers amendements, les autorisations de programme relatives aux réalisations atomiques. La commission mixte a rétabli les dotations primitives.

Lors de l'examen de l'article 32, relatif aux comptes de prêts et de consolidation du Trésor, la commission mixte a posé le problème de l'insuffisance des prêts pour les zones témoins

et M. le secrétaire d'Etat au budget, entendu sur ce point, a bien voulu prendre d'abord l'engagement d'effectuer immédiatement un transfert de 500.000 francs à l'intérieur du chapitre 80-13, titre VIII — section agriculture — au profit des zones témoins.

Il a ensuite accepté de majorer éventuellement les crédits en cours d'année dans la mesure où les dotations d'autres chapitres apparaîtraient supérieures aux besoins.

A l'article 35, relatif à la perception des taxes parafiscales, l'Assemblée nationale avait, en première lecture, supprimé la ligne 107 frappant d'une redevance les importations de rhum contingenté au profit du Comité national interprofessionnel du rhum. Le Sénat était revenu sur cette décision. Il avait d'ailleurs supprimé la ligne 123 relative à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision.

La commission mixte paritaire a maintenu la ligne 107 et rétabli la ligne 123. De plus elle a supprimé un amendement relatif à la date de mise en recouvrement de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, le secrétaire d'Etat au budget ayant bien voulu indiquer que le Gouvernement examinerait la possibilité de tenir compte, par la voie réglementaire, des préoccupations exprimées par le Sénat.

Sur les articles relatifs aux dispositions diverses, les modifications apportées sont assez nombreuses et il me paraît fastidieux de vous les rappeler dans leur détail. Je constate d'ailleurs, mes chers collègues, que vous avez tous sous les yeux le rapport de la commission mixte paritaire mis en distribution hier et que vous avez pu ainsi en prendre connaissance.

Je citerai toutefois, pour les plus oubliés, les plus importantes de ces modifications.

L'article 2 du projet de loi de finances tend à majorer les cotisations établies au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. La commission mixte paritaire, après avoir entendu le ministre des finances et le secrétaire d'Etat au budget, s'est ralliée au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture. Je n'insisterai pas sur ce point.

L'article 52 dont l'objet est d'assurer la protection des acquéreurs de logements en cours de construction, avait été supprimé par le Sénat.

Le Gouvernement ayant déposé devant la commission mixte paritaire un amendement proposant une nouvelle rédaction de l'article, qui permet aux acquéreurs de logements ou cessionnaires de parts sociales de se dégager dans tous les cas, sans exception, où le retrait de la prime ou du prêt interviendrait en raison d'un fait non imputable à l'acquéreur ou au cessionnaire, l'article 52, ainsi amendé, a été adopté par la commission mixte paritaire.

A l'article 63, relatif à la régularisation de la situation d'agents intégrés dans les cadres de l'Etat en application de la loi du 26 septembre 1951 concernant la Résistance, la commission mixte a adopté un amendement introduit par le Sénat.

Le Sénat avait également supprimé l'article 64, fixant les modalités de reclassement des personnels rapatriés d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. La commission mixte a rétabli cet article, complété par un amendement précisant que le texte avait un caractère interprétatif, le secrétaire d'Etat ayant au préalable exprimé la volonté du Gouvernement de régler en équité les cas particuliers qui pourraient ne pas être visés par les dispositions de l'article 64.

Après avoir rétabli dans le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale l'article 67, prévoyant que le financement des prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement serait assuré sur le fonds des prestations familiales, la commission mixte paritaire a adopté un article additionnel — 67 bis — proposé par le Sénat et qui tend à faire obligation à toute officine pharmaceutique, quel que soit son statut juridique, de mentionner sur les feuilles de remboursement de sécurité sociale et sur les ordonnances médicales correspondantes le montant du prix des produits délivrés et la somme effectivement payée par l'assuré.

La commission mixte paritaire a également retenu l'article additionnel 71 ter ainsi qu'un article 75 bis A, adoptés l'un et l'autre par le Sénat et sur lesquels je vous laisse le soin de trouver vous-mêmes des renseignements précis dans le rapport écrit.

Passons maintenant à l'examen des dispositions relatives à la fiscalité immobilière, qui ont donné lieu à un véritable débat, assez prolongé, au sein de la commission mixte paritaire.

La commission mixte a tout d'abord pris en considération, sur ma demande, le texte de l'article 3 voté par l'Assemblée nationale comme base de discussion. Rappelons que le Sénat avait supprimé cet article, qui assujettit à l'impôt sur le revenu des personnes physiques les plus-values sur les terrains à bâtir.

La commission mixte paritaire a ensuite adopté quatre amendements.

Le premier de ces amendements étend aux forêts les dispositions prévues pour les terrains agricoles.

Le second prévoit que les terrains supportant des cultures florales ne seront pas imposés quand leur valeur au mètre carré n'excèdera pas 25 NF.

Le troisième amendement, accepté par le Gouvernement lors du débat devant le Sénat, précise que le prix de cession ou l'indemnité d'expropriation seront déterminés en excluant la valeur correspondant aux installations, cheptel végétal et récoltes existant sur les terrains à usage agricole. Le « Larousse » ne m'a pas encore permis de savoir ce qu'était le cheptel végétal. (Sourires.)

Le quatrième amendement, présenté en première lecture devant le Sénat avec l'accord du secrétaire d'Etat au budget, a été retenu également par la commission mixte paritaire sous réserve d'une adjonction suggérée par notre collègue M. Pierre Bas. Cet amendement précise que des exemptions particulières devront être prévues par décret pris en Conseil d'Etat en faveur de certaines sociétés « dont l'activité consiste uniquement ou principalement en immeubles loués ou affectés par elles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel et qui, par leur construction ou leurs aménagements, sont spécialement adaptés à la réalisation de cet objectif ».

A l'article 4 relatif à l'imposition des profits immobiliers, la commission mixte paritaire a adopté un amendement prévoyant que le nouveau régime prévu pour les luttiseurs pourrait être appliqué dans certaines zones où le marché financier ne présente aucun caractère spéculatif.

A l'article 5, qui vise le régime d'exonération sous condition de remploi, la commission mixte paritaire a adopté un amendement qui tend à autoriser des opérations de remploi en éléments d'actif amortissables. Il m'étonnerait personnellement que le Gouvernement pût accepter cet amendement.

Les articles 6, 7 et 8, supprimés par le Sénat, ont été rétablis dans le texte de l'Assemblée nationale. Je n'y insiste pas davantage.

Telles sont donc, en bref, les principales modifications que vous soumet la commission mixte paritaire.

Je voudrais maintenant ajouter un court commentaire personnel à cet exposé fait jusqu'ici au nom de cette commission.

Ce projet de loi de finances, et singulièrement les articles qu'il consacre à la fiscalité immobilière, mérite de mon point de vue l'approbation de tous ceux qui ont à la fois un souci d'équité et un souci d'efficacité.

M. Jean-Paul Pziwski, président de la commission des finances, vice-président de la commission mixte paritaire. Très bien !

M. le rapporteur. Je n'invoquerai pas, quoiqu'on puisse le faire, Malthus ou Ricardo. Mais tous ceux qui travaillent et vivent dans la périphérie des grandes villes en cours de développement, c'est-à-dire un très grand nombre de Français, connaissent le scandale permanent que constitue dans ces zones la spéculation immobilière.

C'est une spéculation à sens unique. Le mouvement démographique garantit son succès à terme à quiconque la pratique. Elle ne nécessite aucun génie. Elle part d'un privilège initial et en multiplie les effets dans un sens néfaste à l'intérêt de la masse du peuple.

Bien plus de gens silencieux qu'on ne croit nous regardent aujourd'hui légiférer et prendre position sur cette loi salubre et juste.

Bien sûr ! ces braves gens écrivent peu, alors que les groupes d'intérêt nous inondent de lettres auxquelles, pour ma part, je ne réponds même plus.

Certes, quelques amendements de simplification seraient à mes yeux souhaitables. Peut-être pourrait-on relever le seuil de l'exonération et porter la limite de la décote à un autre niveau, du moins à partir d'une année qui pourrait être l'année 1965. Sans doute serait-il juste d'éviter la rétroactivité prévue par la loi jusqu'ici — je vous rappelle qu'elle part du 1^{er} janvier 1963 — pour les modestes et moyens vendeurs de terrain, en choisissant pour date de départ les concernant le 15 septembre ou le 1^{er} octobre, par exemple, et pour les plus-values inférieures à une certaine somme, que je laisse au ministre le soin de fixer...

M. Lionel de Tinguy. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur le rapporteur ?

M. le rapporteur. Permettez-moi d'en terminer avec mon rapport. Vous pourrez intervenir à votre guise par la suite, et fort brillamment, comme d'habitude.

M. Lionel de Tinguy. J'écoutais avec intérêt les suggestions que vous formulez à la tribune et qui sont certainement suivies très attentivement par tous nos collègues, car si j'en crois la rumeur, c'est l'écho de certaines conversations qui ont eu lieu

en dehors de cette enceinte. C'est pour cela que je m'y intéresse et que je me permets de vous demander des précisions.

M. le rapporteur. Vous demanderez ces précisions au ministre.

M. Lionel de Tinguy. Elle concernent la suggestion que vous faisiez.

M. le rapporteur. Je me fais l'écho des préoccupations que j'ai moi-même exprimées hier soir, à mon propre usage, au cours d'une soirée laborieuse.

M. Lionel de Tinguy. Pourquoi estimez-vous la rétroactivité normale à partir d'un certain chiffre et anormale au-dessous ? Si le principe de droit vaut pour tous les cas — c'est, à mon avis, la règle pour tous les principes de droit — la non-rétroactivité doit s'appliquer à tous les cas.

J'ajoute d'ailleurs que tel était le point de vue de la commission des finances que vous aviez parfaitement soutenu en première lecture. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. le rapporteur. Mon cher collègue, je vous répondrai *summum jus, summa injuria*. Je ne sais pas très bien ce que cela signifie, mais vous le savez sans doute. (Rires.)

En effet, la mesure d'ensemble reste applicable à partir de la date primitivement fixée, du moins dans mon vœu, car je ne sais pas ce que le ministre fera dans la réalité. Je n'ai pas des illuminations comme vous et je n'entends pas tous les échos.

Je proposais tout simplement qu'on fixât un seuil assez élevé — peut-être même sera-t-il fixé à un niveau trop élevé à mon gré, je l'ignore — et que pour tout ce qui est au-dessous, la loi ne soit applicable qu'à partir de la date à laquelle le projet a été connu de l'opinion.

Voilà ce que je proposais. Je n'insiste pas davantage.

Donc, s'il est juste d'éviter, pour les modestes, voire les moyens ou les assez gros vendeurs de terrain, la rétroactivité prévue, il me paraîtrait anormal que pour les collectivités locales qui sont clientes, on prenne des mesures qui ne concerneraient, en fait, que leurs vendeurs. Je ne crois pas, en effet, que ce soit essentiellement par des avantages accordés aux vendeurs de terrain qu'on puisse favoriser les collectivités locales. J'estime que, dans cet esprit, il serait plus utile de prendre des dispositions nouvelles qui seraient à inscrire dans un projet de loi dont tout le monde a entendu parler, qui pourrait être déposé par le Gouvernement au printemps prochain. Ce projet concernerait les locations construction. Nous pourrions par conséquent en discuter en avril et, très vite, les collectivités locales auraient de larges satisfactions dans ce domaine, bien plus que par des avantages concrets, qui finalement seraient consentis aux vendeurs et non aux acheteurs.

Cette loi sur la fiscalité immobilière est une sorte de filet. N'agrandissons pas trop ses mailles. Peut-être jugerez-vous convenable que le menu fretin, voire le moyen brochet, puisse échapper. Mais, de grâce, que le filet reste assez solide et serré pour que le requin de grande banlieue ne puisse, lui, échapper ! (Applaudissements.)

N'attendez pas de moi le moindre pleur sur certains terrains « gelés » dont les prix, eux, sont plutôt « chauds » quand on dégèle les terrains. (Sourires.) Ou alors, si on dégèle les terrains, qu'on dégèle les prix !

Je laisse au Gouvernement le soin de choisir la tactique qui lui paraîtra la meilleure.

D'aucuns gémissent d'un air compatissant pour nous dire que la construction va être arrêtée par l'enchérissement des terrains, qu'entraînera nécessairement l'application de la loi.

Pour ma part, je ne tenterai pas de faire ici une analyse objective. Je crois toutefois que si je la tentais, ses conclusions seraient tout autres que celles qu'on nous dit.

Je dirai simplement que le Gouvernement — singulièrement le ministre de la construction — dispose de plus de quatorze mille hectares pour construire, sans achat nouveau, tout au long de l'année 1964 et que c'est beaucoup plus qu'il n'en emploiera.

On verra bien, d'ici la fin de l'année prochaine, quels seront les effets de la loi et, d'autre part, ceux des mesures diverses de stabilisation prises par le Gouvernement, et leur action sur les prix des terrains à bâtir. Je suis persuadé que cette action sera favorable.

Certains spéculateurs de banlieue — mon ami M. Jean-Paul Palewski et moi en connaissons — un peu niais et béats, il convient de le dire, trouveront normal de s'enrichir des difficultés de logement des populations laborieuses.

Eh bien ! s'ils doivent déchanter un peu et si, les timidités du pouvoir ayant cessé à leur endroit, ils ne peuvent plus maintenant, et pour longtemps, abuser, je leur conseille, s'ils s'imaginent malheureux, de se dire que, pour une fois, leurs malheurs

sont leurs enfants légitimes, et ce n'est pas moi qui les plaindrai. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole et à M. Didier. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Pierre Didier. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 a retenu un article 67 bis, voté par le Sénat, qui, pour n'être pas surprenant, n'en est pas moins à mes yeux insolite.

Il n'est pas surprenant, puisqu'il s'inscrit dans un contexte, qu'il a été préparé par une campagne de communiqués ministériels visant la mutualité et suivi de réactions de la part des intéressés.

Il est insolite, parce que nous n'étions pas habitués jusqu'à présent à voir le Gouvernement utiliser la Haute Assemblée pour exprimer sa volonté.

Ainsi donc se justifient les craintes de la mutualité française qui connaissait les projets prêtés au ministère du travail, lequel préparait des décrets relatifs aux pharmacies et aux centres d'optique mutualistes.

Il a été prévu l'institution de quatre règlements types concernant respectivement, d'une part, les pharmacies et centres d'optique, en tant qu'établissements et, d'autre part, les services financiers pharmaceutiques et d'optique.

Des dispositions prévues doivent résulter les principales conséquences ci-après :

Premièrement, les opérations des pharmacies et centres d'optique en tant qu'établissements feraient l'objet de comptes séparés, simplement annexés en fin d'exercice à la comptabilité du groupement gestionnaire, et non pas intégrés dans celle-ci, comme il est prévu normalement.

Deuxièmement, les œuvres en cause devraient obligatoirement recevoir, en contrepartie de chaque délivrance de produits, le prix public de ces produits. C'est l'objet de l'article 67 bis.

Troisièmement, elles ne pourraient plus accorder aucune prestation sur leurs économies de gestion.

Quatrièmement, leurs ressources ne pourraient plus être utilisées pour participer aux charges courantes de fonctionnement des autres œuvres sociales ayant le caractère d'établissements de soins.

Cinquièmement, leurs excédents devraient être versés obligatoirement à un compte de réserves propre à l'œuvre, ne pouvant être affecté qu'à l'amélioration de celle-ci ou à la création et à l'amélioration d'autres œuvres sociales.

Sixièmement, le tiers payant complet serait interdit, les mutualistes devant dans tous les cas verser une participation égale au moins à 20 p. 100 du prix public, cette participation pouvant cependant être ultérieurement remboursée par le service financier.

Septièmement, le service financier constituerait l'organisme assureur garantissant les prestations mutualistes pharmaceutiques ou d'optique, mais son équilibre financier devrait être assuré exclusivement grâce à des cotisations spéciales déterminées en fonction des avantages accordés.

Ces cotisations devraient donc être d'un taux égal à celui qui est nécessaire pour rembourser les médicaments ou les fournitures d'optique délivrés par un pharmacien ou un opticien public, c'est-à-dire comprendre, en fait, le bénéfice de ces derniers.

Huitièmement, il est à signaler en outre que les centres d'optique se verraient interdire, d'une part, de recevoir les assurés sociaux non mutualistes, d'autre part, de délivrer des articles ne figurant pas à la nomenclature du tarif interministériel des prestations sanitaires.

La mutualité, outre les objections d'ordre juridique qu'appellent ces projets, insiste sur le fait que leur application entraînerait fatalement la disparition de ses pharmacies et centres d'optique qui ne présenteraient plus aucune sorte d'intérêt pour les mutualistes.

En effet, ceux-ci seraient contraints de verser les mêmes cotisations que celles qu'ils verseraient s'il n'existait pas d'œuvre sociale, dont le but essentiel est pourtant d'économiser aux cotisants les sommes correspondant aux bénéfices commerciaux.

Par ailleurs, la mutualité n'a cessé de souligner qu'il est absolument impossible d'envisager la distinction proposée entre la gestion de l'œuvre et les opérations de prévoyance, cette distinction conduisant à transformer ces œuvres en exploitations commerciales; que ne peuvent être admises la spécialisation obligatoire des cotisations mutualistes par nature de prestations et l'interdiction d'une compensation des ressources à l'intérieur d'une même organisation, laquelle est une des manifestations normales de la solidarité mutualiste; que les pharmacies et centres d'optique mutualistes ne sauraient être plus mal traités que les établissements commerciaux qui peuvent conclure des

accords de tiers payant complet, sécurité sociale et mutualité; qu'il serait inadmissible d'exiger des mutualistes des cotisations inutiles; qu'il n'est pas douteux que les mesures envisagées à l'encontre du tiers payant s'étendraient rapidement à l'ensemble des services mutualistes, alors que des milliers de mutualistes sont attachés à cette formule de garantie à laquelle ils doivent une protection efficace.

Une délégation de la mutualité française a été reçue par M. le ministre du travail auquel elle a fourni toutes les explications utiles sur les conséquences de ces textes au regard des conditions réelles de fonctionnement des organismes.

Aucun apaisement n'a cependant pu être obtenu de la part du ministre, qui s'en est tenu à ses projets, sous réserve d'une seule concession éventuelle: ne pas maintenir l'interdiction prévue pour les centres d'optique de délivrer des produits de qualité supérieure à celle figurant à la nomenclature officielle.

Bien plus, au cours de la discussion, le ministre a fait allusion à d'autres mesures qui pourraient, selon lui, s'avérer nécessaires pour réduire les dépenses de l'assurance maladie, notamment dans le domaine de la couverture mutualiste du ticket modérateur.

Aussi est-il facile de comprendre l'émotion des mutualistes en général — vous me permettrez d'ajouter les mutualistes drômois en particulier — devant ces perspectives qui ne visent rien moins qu'à mettre en cause l'existence de la mutualité, émotion d'autant plus grande que ces mêmes mutualistes ont conservé le souvenir des paroles prononcées le 7 juin 1963 par M. Grandval lui-même lors de l'inauguration de l'immeuble fédéral de la mutualité française, au cours de laquelle j'avais l'honneur d'être à ses côtés.

« Je suis parfaitement conscient, disait-il, des mérites et des services énormes que rend la mutualité et l'idée ne me viendrait pas de lui porter atteinte. »

Il ajoutait: « Comment en effet ne pas reconnaître les énormes services que vous rendez, vous mutualistes, à tous vos membres et comment ne pas reconnaître que la sécurité sociale serait privée d'un élément très important de son activité si, du jour au lendemain, à la suite de je ne sais quel cataclysme, elle se trouvait privée du concours efficace, constant et dévoué de la mutualité française ? »

Les mutualistes drômois qui constituent la moitié de la population du département que j'ai l'honneur de représenter ne comprennent pas pourquoi les groupements mutualistes risquent d'être atteints profondément, dans leur essence même, par des mesures visant la réduction du déficit de la sécurité sociale, déficit dans lequel les assurés sociaux mutualistes ne se reconnaissent aucunement.

Au contraire, des résultats obtenus par les services mutualistes drômois on peut tirer des conclusions extrêmement satisfaisantes. Tous les chiffres que je tiens à votre disposition, monsieur le ministre, mes chers collègues, montrent que les garanties cumulées — sécurité sociale plus services mutualistes — ne favorisent pas la consommation puisque, dans tous les domaines — maladie, gros risques maladie, chirurgie, stomatologie — les pourcentages de bénéficiaires de prestations sont moins importants chez les assurés sociaux que chez les non assurés sociaux.

Ainsi conviendrait-il de ne pas confondre les causes et les effets. Ne serait-il pas plus opportun de rechercher les causes de la consommation pharmaceutique et de s'intéresser ainsi à la limitation de la durée de la prescription médicale ou encore au conditionnement des produits pharmaceutiques, à ces emballages luxueux dont le malade n'a que faire ?

Bien loin de contribuer au déficit de la sécurité sociale, les services mutualistes font tout ce qui est en leur pouvoir pour « moraliser le risque ».

Qui dira l'influence, le plus souvent méconnue, des médecins conseils des services mutualistes sur les coefficients d'actes opératoires, sur les durées d'hospitalisation, sur les prises en charge d'actes de stomatologie ?

En ce domaine aussi, la durée moyenne de séjour est moins importante chez l'assuré social que chez le non assuré social et elle a diminué en 1962 par rapport à l'exercice précédent.

Au terme de cet exposé, je me permets d'affirmer que la mutualité n'est en rien l'une des causes du déficit de la sécurité sociale et qu'au contraire elle fait tout son possible pour limiter les dépenses, comme l'exige d'ailleurs sa gestion, assurée exclusivement par les cotisations volontaires des mutualistes.

Toute mesure tendant à limiter la liberté des mutualistes de se couvrir de leurs dépenses par un geste de prévoyance dont ils sont les seuls juges serait vivement combattue par la mutualité, car elle irait à l'encontre du principe même de la liberté et mettrait en péril une institution qui a fait les preuves de son efficacité et à l'esprit de laquelle ils sont fermement attachés.

Ces dispositions, me dira-t-on, font partie des mesures anti-inflationnistes. Il faut sauver le franc, oui; mais il faut sauver tout d'abord les Français. Le rationnement par l'argent m'a

toujours paru détestable ; dans le domaine de la santé publique, je pense qu'il est odieux.

Il a été dit que les problèmes de sécurité sociale ne devaient pas être traités les uns après les autres, mais qu'ils devaient faire l'objet d'une étude d'ensemble. Je vous adjure, messieurs les ministres, de demander au Gouvernement, les problèmes de mutualité étant connexes, de surseoir, en attendant les études, à toute mesure les concernant et je formule le souhait que la représentation nationale soit très intimement associée à ces études et aux décisions qui les suivront. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Charpentier.

M. René Charpentier. Mes chers collègues, je me bornerai à poser trois questions au Gouvernement.

Premièrement, le Gouvernement entend-il maintenir, à mon avis anormalement et injustement, la taxe de résorption sur le blé et sur la betterave ?

Deuxièmement, est-il exact qu'il va mettre à la charge des producteurs de betteraves la perte sur le sucre qu'il entend prendre en charge — de cela, je ne l'en blâme pas — en consentant un prix avantageux aux pays africains ?

La troisième question est, à mon avis, capitale. Parmi les propositions présentées par le président Mansholt figure celle d'établir, dès la récolte prochaine, un prix commun des céréales pour les six pays, ce qui permettrait pratiquement d'assurer d'une façon certaine et rapide une politique agricole commune. Le Gouvernement sera-t-il favorable à une telle proposition ? (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Briot.

M. Louis Briot. Monsieur le ministre, si dans le digest qui nous est proposé à la place du projet de loi de finances on traite de sujets fort intéressants, vous me permettrez toutefois d'en aborder d'autres qui présentent, aux yeux de nombreux parlementaires, une importance considérable.

Il se trouve que ces problèmes concernent plusieurs ministères. Lorsqu'on intervient sur une question lors de l'examen du budget du ministère des finances, on nous répond : cela est du ressort du ministère de l'agriculture. Si l'on pose la question lors de l'examen du budget du ministère de l'agriculture, on nous dit : non, cela dépend des finances. Et si on la pose à l'occasion du budget des affaires économiques, on nous répond : non, cela ressort du ministère des finances et du ministère de l'agriculture.

C'est pourquoi je profite de cette discussion générale pour évoquer certains points d'actualité et je voudrais que vous me répondiez en tenant compte de l'ensemble de mes observations.

Au demeurant, si je ne m'étais pas fait inscrire, j'aurais néanmoins demandé la parole ce matin et voici pourquoi. Il s'agit de votre ministère. Vous n'êtes nullement en cause, monsieur le ministre, pas plus que le fonctionnaire qui m'a adressé ce matin une lettre fort aimable en réponse à une de mes lettres datée du 4 octobre 1961 et pour laquelle je sollicitais une réponse urgente. Il m'a donc fallu attendre trois ans et deux mois. Plutôt que d'écrire à votre ministère, il vaut donc mieux que je m'adresse à vous du haut de cette tribune.

Je désire vous entretenir d'abord des lois sociales en agriculture. L'un de ses auteurs, à qui j'en ai parlé, m'y a encouragé. En effet, quand intervenir, sinon en ce moment ?

C'est là un problème important. Certes, depuis trois ans un gros effort a été accompli en faveur de l'agriculture et jamais dans le passé on n'en avait connu de semblable. Seulement, voyez-vous, monsieur le ministre, si l'agriculture compte beaucoup de prestataires, elle a peu de cotisants. Les cotisations sont maintenant telles qu'elles deviennent insupportables ; si vous additionnez toutes les cotisations directes, elles atteignent, dans des exploitations modernisées, plus de 60 p. 100 des salaires payés à taux élevés, et cela précisément au moment où vous plafonnez les prix des produits pour assurer le succès de votre plan de stabilisation, que j'approuve d'ailleurs.

L'année dernière, lors de l'examen d'une loi de finances complémentaire, le Parlement a voté une taxe sur les oléagineux ; or, cette disposition n'a jamais été appliquée. Certains ont dit qu'elle était bonne, d'autres qu'elle était mauvaise. Je n'entrerais pas dans cette querelle. D'autre part, vous avez institué une taxe sur le revenu cadastral. Elle est proprement insupportable ; elle l'est tellement que je vous demande d'être attentif aux chiffres que je vais donner par la suite. Je tiens à apporter ces précisions, car si des troubles se produisent dans quelques mois, vous saurez pourquoi et vous pourrez en instruire le conseil des ministres ; jusqu'à présent, en effet, personne n'a jamais rien dit.

Savez-vous, monsieur le ministre, que les agriculteurs perçoivent, pour la vente de leurs céréales, moins d'argent qu'il y a douze ans ? Savez-vous que, pour son blé, il touche à l'heure actuelle entre 33 francs et 35 francs par quintal ? Or, en 1951, lorsqu'une certaine loi a été votée dans cette enceinte, l'agriculteur encaissait, à l'époque, 36 francs net.

Puisqu'il ne touche plus que 33 à 35 francs au lieu de 36 francs, il n'est pas étonnant qu'il soit gêné sans sa trésorerie.

D'autre part, quel est le prix payé par l'utilisateur, c'est-à-dire le transformateur ? Il est de 16 francs supérieur au prix payé au producteur. Aujourd'hui, il approche 52 francs.

Je dois citer ces chiffres puisque vous êtes, monsieur le ministre des finances, chargé des circuits commerciaux. J'ajoute qu'il n'existe, dans ce cas, qu'un seul point de passage dans un organisme quelconque.

Si le bénéfice est modeste, le nombre et la valeur des taxes sont tels qu'elles représentent la moitié de la valeur du produit. Monsieur le ministre, vous êtes fort bien placé pour intervenir, car il s'agit là, en l'espèce, d'un chevauchement entre le ministère des finances et le ministère de l'agriculture et jamais il n'y a eu accord complet sur le point de départ et sur le point d'arrivée. Je vais le prouver immédiatement.

L'année dernière, en application des décisions de la commission exécutive de Bruxelles, il a été retenu un prix moyen, en faveur des agriculteurs, prétendait-on, de 45 francs 50 pour les régions excédentaires. De ce prix doivent être déduites un certain nombre de taxes.

Il s'agit, en premier lieu, d'une taxe de 0 franc 65 qui permet au Gouvernement de combler la différence entre le prix de fin de campagne, qui est élevé, et le prix de nouvelle campagne, qui est bas. Or, il s'agit de l'équilibre entre les prix et le revenu des personnes et ce sont les agriculteurs qui en font les frais.

Il existe, d'autre part, une prime au profit de l'organisme stockeur, soit 1 franc 80. En outre, est perçue une taxe statistique de 0 franc 33 qui sert à couvrir la gestion de l'O. N. I. C. A ce propos, je rappelle qu'un amendement que j'avais déposé lors de la discussion de la loi d'orientation agricole en 1960 avait été voté par le Parlement. Le Gouvernement d'alors avait marqué son accord. Cet amendement concernait le dépôt d'un projet de réforme de l'O. N. I. C., et non sa suppression, bien entendu. Ce projet n'a jamais été établi, mais je précise encore que vous n'êtes pas en cause, monsieur le ministre.

Il y a encore une taxe pour la vulgarisation. Là, je ne comprends plus ! On nous dit qu'il y a trop de blé et l'on fait payer une taxe de 1 franc 50 et de 2 francs 56, selon les quantités livrées, pour sa vulgarisation et, naturellement, en outre, les taxes de résorption.

Compte tenu de l'ensemble des taxes, on arrive ainsi à un prix de 40 francs, et même inférieur cette année en raison des conditions détestables dans lesquelles la récolte a été faite. Or, je le répète, l'agriculteur perçoit de 33 francs à 35 francs seulement, c'est-à-dire moins qu'il y a dix ans.

Que se passe-t-il à la vente ? Une taxe de 0 franc 65 est perçue, toujours pour le même objet de changement de campagne. Puis, il y a une taxe sociale, prélevée au titre du budget annexe des prestations sociales agricoles ; son taux est de 3 francs 52, c'est-à-dire de 10 p. 100 du prix du blé payé au producteur. Le blé est le seul produit qui supporte une telle charge sociale. Or, aujourd'hui, vous augmentez la contribution cadastrale, ce qui constitue une injustice insupportable.

Monsieur le ministre, je comprends vos soucis et vos difficultés ; mais je tenais à souligner ces faits.

Compte tenu d'une prime mensuelle, on arrive finalement, au départ de l'organisme stockeur, c'est-à-dire non compris les frais de transport et avant l'arrivée au moulin ou chez l'utilisateur, au chiffre de 51,75 francs. Et aussi bizarre que cela puisse paraître, ce chiffre est, à quelques centimes près, le prix fixé dans les propositions Mansholt en discussion à Bruxelles où se trouve actuellement notre ministre de l'agriculture. En effet, les propositions Mansholt retenaient le chiffre moyen de 425 Deutschmarks. Au cours de 1,23 franc le Deutschmark, on arrive bien au prix de 52,27 francs ; je dis : 52,27 francs.

Un tel prix n'affecte donc pas, monsieur le ministre, votre plan de stabilisation. Mais il n'assure pas, contrairement à ce que l'on dit, une augmentation de 8 p. 100 du prix du blé que l'on paierait aux agriculteurs.

De même, si l'on considère le prix du blé prévu sur la place de Rotterdam, 106 dollars, soit, à près de 5 francs le dollar, on aboutit à un chiffre voisin.

Voilà donc démontrée la malfaisance d'un tel circuit commercial.

Vous dites : « Nous avons fait beaucoup pour les agriculteurs... » — c'est vrai ! — « mais pourquoi crient-ils ? » Ils crient, monsieur le ministre, parce qu'ils ne reçoivent que cela. Et je suis persuadé que je vous apprends là quelque chose.

Si vous voulez des chiffres précis, ils sont dans une circulaire publiée par l'O. N. I. C. et dont je tiens la référence à votre disposition. Tout ce que j'ai dit y est contenu et personne ne l'a jamais contesté.

Ce qui est dramatique, monsieur le ministre, c'est que l'O. N. I. C. ignore ce que fait votre administration des contributions indirectes — vous aussi d'ailleurs — parce qu'elle agit de son propre chef.

Que fait-elle ? Elle poursuit l'agriculteur qui vend ses déchets et, également, considère l'acheteur en état d'infraction. Elle le frappe directement, immédiatement, et le pénalise.

J'ai cherché partout la preuve de ce que j'avance. J'ai seulement rencontré un brave homme qui a bien voulu subir un procès en ne transigeant pas avec l'administration. J'ai donc maintenant une preuve à vous apporter.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que l'organisme stockeur offre, pour prix des déchets, 25 francs par quintal, alors que les mercuriales indiquent que ces brisures peuvent être vendues 40 francs. En d'autres termes, on fait supporter dans ce circuit direct producteur-utilisateur, des charges et des taxes qui ne sont pas supportées par l'organisme stockeur.

Alors je pose la question : à qui cela profite-t-il et quels sont les intérêts en jeu ? Je vous demande de veiller à cette situation. Je vous apporterai les preuves quand vous voudrez. Si je vous avais écrit, je n'aurais eu la réponse que dans trois ans ; c'est pourquoi je viens vous le dire ici.

Où est l'intérêt de telles mesures ? Il y a ce qu'on appelle la dénaturation. Dans le blé dénaturé, on met les brisures et on les vend 50 francs. Mais, par ailleurs, vous accordez une subvention de 10 francs, monsieur le ministre. Il faut croire que cela profite à beaucoup de gens. Je les ai présents à l'esprit.

Je vous demande de faire la lumière dans cette affaire. Cela me paraît singulièrement utile. Au moment où l'on demande que règne la clarté dans le prix des céréales sur le marché européen, il faudrait que la lumière fût d'abord faite chez nous.

Il est un deuxième point, monsieur le ministre, sur lequel je désire appeler votre attention, celui de la vente des semences.

Dans le texte promulgué par l'O. N. I. C., il n'y a pas de taxe de résorption. Mais le producteur agricole livre des semences à son voisin, supporte la taxe de résorption. Je vous demande de me dire où est la justice dans cette affaire.

Il est un autre point sur lequel je voudrais que vous me donniez votre opinion, car je suis dans l'incapacité absolue d'expliquer à ceux qui m'en parlent la logique du raisonnement qui vous incite à agir ainsi que vous le faites.

Je rappelle, pour la clarté du raisonnement — car on pourrait me répondre autre chose — qu'il s'agit du sucre. La question a été évoquée tout à l'heure, mais je veux citer des chiffres.

La production métropolitaine et d'outre-mer s'élève, cette année, à 2.360.000 tonnes. Les besoins traditionnels de la France et de l'outre-mer se montent à 1.950.000 tonnes. Nous pouvons donc exporter 410.000 tonnes. Il a été vendu, au 30 octobre, 306.000 tonnes. Il existe donc un reliquat de 104.000 tonnes. Le prix français est de 70 francs, le prix européen de 80 francs et le prix mondial de 128 francs actuellement.

On dit aux agriculteurs : vous allez payer une cotisation de résorption. J'avais toujours pensé qu'une cotisation de résorption servait à résorber. Or, le Gouvernement vient de vendre 110.000 tonnes de sucre avec un bénéfice de 30 francs par kilogramme. Comment puis-je expliquer à des cultivateurs qu'ils doivent cotiser pour qu'on exporte ? Car enfin, le Gouvernement a réalisé un bénéfice de plus de 40 millions de francs sur cette exportation ! C'est quelque chose d'incroyable !

M. André Chérasse. Très bien !

M. Louis Briot. Vous comprenez qu'il y a quelque chose d'anormal et qu'il faut remédier à cette situation. Et après, on s'étonne que dans des réunions d'agriculteurs le Premier ministre soit l'objet de « mouvements divers », comme on à l'habitude de dire.

Le Premier ministre est parfaitement de bonne foi lorsqu'il dit ce que le Gouvernement a fait. Mais ce qu'il ne sait pas, c'est le prix que perçoit l'agriculteur.

Alors, de grâce, messieurs les ministres, qu'on n'augmente pas sans cesse les charges après avoir bloqué le prix ! Si vous montez le plancher en bloquant le plafond, il n'est pas besoin de vous dire ce qui peut se produire. (Applaudissements.)

J'arrive à un sujet très passionnel : je voudrais parler de ces distillateurs qu'on appelle les bouilleurs de cru. (Mouvements divers.)

J'ai remarqué, à ce propos, le talent qu'avait montré le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre lorsqu'il a répondu au Sénat sur cette question. Il a été si remarquable que je ne peux pas résister au plaisir de vous citer ce qu'il a dit.

« Conformément à l'article 38 de la Constitution, qui prévoit que les ordonnances prises en application de cet article doivent faire l'objet d'un projet de loi de ratification — et la loi du 30 juillet 1960 l'a rappelé — le projet de loi portant ratification des ordonnances a été déposé avant le 15 décembre 1960. Il n'est pas venu en discussion avant le changement

de législature intervenu au cours de l'année dernière et en conséquence le Gouvernement peut considérer qu'il avait rempli ses engagements et qu'il s'en trouve libéré. »

C'est vraiment remarquable ! Le Gouvernement a rempli ses obligations en déposant les ordonnances aux fins de ratifications. Mais comme il est le maître de l'ordre du jour de l'Assemblée, il n'a jamais voulu les y inscrire. Convenez que tout cela n'est pas sérieux.

M. André Chérasse. Très bien !

M. Louis Briot. Le secrétaire d'Etat poursuivait :

« J'ajoute que cela n'exclut pas qu'en ce moment même le Gouvernement soit en train d'étudier, pour tel ou tel cas d'espèce, les accommodements et les aménagements dont l'utilité peut apparaître à l'expérience. »

D'autre part, le Premier ministre m'a écrit une lettre, que j'ai sous les yeux, et dans laquelle il m'informe qu'il soumettait les ordonnances à ratification. Mais il n'y a pas eu de suite.

Qui donne les directives au ministère des finances ? Personne ! Les grands patrons, ce sont les directeurs et inspecteurs des contributions indirectes locaux et les mesures qu'ils arrêtent prennent toujours l'allure de brimades.

On compte maintenant autant de réglementations que de provinces, sans parler de l'Alsace où l'on applique encore des règles qui datent d'avant le retour de cette province à la France, en 1919. C'est dire à quelle harmonie on en est arrivé !

Comment, dans ces conditions, pouvons-nous expliquer à tous ces braves gens que sont les paysans et les ouvriers ce qui se passe, quand on pense que le Gouvernement prétend lutter contre l'alcoolisme alors qu'il suffit d'avoir un portefeuille bien garni pour acheter toutes les quantités d'alcool que l'on veut. Les magasins regorgent de bouteilles d'alcool de toutes les marques françaises et étrangères ; on y trouve toutes les sortes de whisky que l'on veut. Je ne le déplore pas, je constate.

Et on vient de dire à ces gens-là qu'on lutte contre l'alcoolisme, alors que c'est leur récolte qui est en cause. Cet argument n'est pas soutenable.

Le Gouvernement s'honorerait en mettant un terme à cette discussion qui n'en est pas une. (Très bien ! très bien !)

A combien de reprises suis-je déjà intervenu à ce sujet ? Mais je voudrais attacher mon nom à bien autre chose qu'à tout ce que vous considérez comme des détails. Ce sont peut-être des détails pour vous, mais c'est très important pour d'autres, car tous les Français ne sont pas riches malheureusement et beaucoup ont besoin pour vivre du produit de leur récolte. Or, on ne fait rien.

De grâce, je vous demande de vous pencher sur les sujets que j'ai évoqués et vous ferez un effort dans le sens de la justice et de l'équité. Si vous ne le faisiez pas, vous en subiriez le choc en retour, car ce mécontentement sur des détails aurait des répercussions sur les grandes choses. En effet, c'est la somme des détails qui vous permet ici même de poursuivre une telle politique.

C'est un avertissement solennel que je lance au Gouvernement. Ce n'est pas moi qui démontrerais l'exactitude de ce que j'avance, c'est la rue et il est préférable que vous ayez entre la rue et vous-même les parlementaires pour vous prévenir de ce qui risque de s'y passer. (Applaudissements sur plusieurs bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des indépendants.)

M. Édouard Schloesing. Est-ce là la position officielle de votre groupe, monsieur Briot ?

M. le président. Demandez la parole si vous désirez intervenir, monsieur Schloesing !

La parole est à M. André Rey.

M. André Rey. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le groupe socialiste a estimé devoir présenter un certain nombre d'observations dans la reprise d'un dialogue qui, pour nous comme pour tous les orateurs de la minorité, apparaît comme un dialogue de sourds.

En effet, nous avons entendu, au cours du débat du 6 novembre, tous les députés critiquer la doctrine et l'économie du budget de l'éducation nationale.

Les rapporteurs eux-mêmes, avec leurs observations, ont présenté leurs suggestions. Mais ensuite, dans le scrutin clôturant le débat, ce même budget si critiqué était adopté à une large majorité, seule une minorité socialiste et communiste ayant fait front en votant contre.

Cela, mesdames, messieurs, pourrait apparaître comme un banal et négligeable incident du jeu parlementaire si de telles attitudes n'avaient provoqué dans l'opinion publique une certaine réaction, plus particulièrement parmi les étudiants et parmi les professeurs.

M. Pierre Bas. Quelle erreur !

M. André Rey. C'est ainsi que l'organe du syndicat national des chercheurs scientifiques a pu écrire ce qui suit, dans son numéro 56 de novembre 1963, rendant compte du débat et du scrutin de clôture :

« Que conclure de cette revue des propos nous concernant de près ou de plus loin que l'on a tenus au cours du débat de l'Assemblée nationale ? C'est sans doute que le sérieux, la compétence et l'intelligence de ceux qui nous défendent au Parlement sont des articles auxquels le pouvoir accorde peu de poids, puisqu'ils n'ont pas changé un iota à son projet de budget voté — faut-il le rappeler ? — à une confortable majorité, et que, dans ce cas, c'est à nous de nous défendre en attaquant fort chaque fois que nous pourrions le faire, en pratiquant cette démocratie directe si chère à la V^e République ? »

Puisque, sur le plan législatif de la discussion budgétaire, aucune amélioration et modification ne sont apportées aux propositions que présentent le Gouvernement et le ministre de l'éducation nationale, puisque aucun des amendements soumis à la commission ne sont retenus, et que, par le procédé du vote bloqué, toute discussion apparaît parfaitement vaine, comment s'étonner, dès lors, que surgisse une autre forme d'action directe, celle que professeurs et étudiants manifestent par la grève, les chahuts, les défilés de protestation ?

M. Pierre Bas. Qui groupent un centième des étudiants !

M. André Rey. Vous me direz qu'à toutes les époques la jeunesse estudiantine a ainsi manifesté, chahuté pour des motifs plus ou moins sérieux, plus ou moins valables.

Certes, notre jeunesse est faite de ces souvenirs, mais, aujourd'hui, la situation de l'Université, dont nous nous refusons à dissocier professeurs et étudiants, est arrivée à un point critique.

Nous manquons de tout, l'avenir même de la jeunesse est menacé et, avec elle, l'avenir du pays. Vous me permettez, à cette occasion, de regretter le caractère maladroit, souvent inopportun, de l'appareil de répression mis en place, de son importance massive, de cette mobilisation policière qui a paralysé des quartiers entiers cependant éloignés du lieu de la manifestation.

L'ordre a donc été maintenu, mais le désordre dans les esprits est grand en cette jeunesse qui demande les moyens de vivre et de travailler.

Dans ces circonstances regrettables, le groupe socialiste entend se solidariser et assurer la défense de cette jeunesse ardente et fiévreuse qui veut — c'est son droit — assurer son destin par le travail.

Nous entendons protester solennellement, une fois de plus, contre la suppression du bénéfice de la cogestion des œuvres universitaires, qui constituait l'une des grandes conquêtes du syndicalisme étudiant, parce que cette décision nous apparaît comme un nouveau pas vers la mise en tutelle de l'université, parce qu'elle consacre la disparition de toute cogestion véritable, reposant sur le respect et l'indépendance du partenaire et de l'autonomie de l'organisme.

Nous entendons solennellement protester contre le rattachement au ministère de la santé publique et de la population des services de santé et d'hygiène scolaire, dès le 1^{er} janvier 1964.

Notre argument le plus solide en la matière est certainement la déclaration de M. le ministre de la santé publique et de la population qui, le 24 octobre dernier, à l'Assemblée nationale, a essayé de justifier ce transfert en disant :

« Cette réforme était absolument nécessaire et le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics a eu raison de la prôner. On constatait, en effet, une certaine sclérose dans les services extérieurs du ministère de la santé publique. »

Ainsi, parce que les services extérieurs du ministère de la santé publique sont sclérosés, on veut leur confier le service de la santé scolaire pour qu'ils le sclérosent à son tour !

Comment ! Le ministère de l'éducation nationale avait créé un service dynamique, en 1943, à Alger — parce que, entre 1930 et 1940, le ministère de la santé publique n'avait pu réussir à l'organiser, de même qu'il n'a pas réussi depuis à organiser la protection sanitaire dans les écoles maternelles dont il a toujours mission — et l'on veut transférer ce service à un ministère qui n'a pas été capable de dominer ses propres problèmes, de l'avoir même de son propre ministre !

Médecine scolaire et enseignement nécessitent des rapports de plus en plus étroits. C'est le moment qu'on choisit pour rompre une unité qui avait fait ses preuves.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention la réponse de M. le ministre de l'éducation nationale aux orateurs, lors de la discussion budgétaire, le 6 novembre dernier. Au cours de cette intervention, le ministre a annoncé la mise en chantier, pour 1963-1964, avec financement assuré, de vingt-sept mille chambres. C'est une première étape, mais elle est encore très insuffisante

pour rattraper le retard et elle modifiera peu le problème du logement des étudiants.

Il apparaît en effet que le logement en sous-location meublée ne peut rien donner. Toutes les chambres susceptibles d'être louées, tant en province qu'à Paris, sont déjà occupées et les constructions neuves sont dépourvues de chambres pouvant être mises à la disposition des étudiants. L'Etat seul peut donc apporter à ce problème une solution, soit par la construction de chambres en cités universitaires, soit par le moyen de l'allocation loyer.

Je reprendrai les arguments que notre collègue M. Delorme exposait au ministre de l'éducation nationale vendredi dernier à cette même tribune. Actuellement, les 300.000 étudiants inscrits dans les facultés et dans les grandes écoles ne disposent que de 21.300 chambres. C'est dire que 7 p. 100 seulement de l'effectif total étudiant se trouve ainsi logé.

Le IV^e Plan et le plan Le Gorgeu prévoient une moyenne de 20 p. 100 d'étudiants à loger. Ce pourcentage devait être porté à 30 p. 100 en 1967, année où 575.000 étudiants au moins seront inscrits dans nos facultés. Il faut donc accélérer le rythme de la construction et pour cela augmenter les crédits.

Or le ministre de l'éducation nationale déclarait le 6 novembre dernier :

« Bien sûr, on peut toujours réclamer davantage de crédits pour les constructions scolaires et universitaires. Le Gouvernement n'hésiterait pas à en accorder. Mais la situation du bâtiment est telle qu'en y jetant davantage d'argent, on n'arriverait qu'à faire monter les prix. Pour construire, l'argent ne suffit pas. Il faut aussi des ouvriers, des machines, des matériaux, des entreprises capables de transformer les crédits en bâtiments. »

Reprenant l'observation de M. Delorme et en réponse à cette affirmation de M. le ministre de l'éducation nationale, nous déclarons à notre tour :

En ce qui concerne certaines régions, le Sud-Est et le Sud-Ouest de la France notamment, cette déclaration du ministre n'est pas valable. La fédération du bâtiment, consultée, se déclare en effet prête à relever le défi qui lui est ainsi lancé et se dit en mesure de faire face à un accroissement de son activité.

Nous estimons indispensable, monsieur le ministre, que les services spécialisés du ministère de l'éducation nationale procèdent à une enquête sincère, prennent contact avec la fédération du bâtiment et ne s'enferment plus dans des limites strictement cloisonnées et des vues étrangement étroites.

Le second moyen préconisé par notre collègue M. Delorme est l'allocation loyer. Le ministre de l'éducation nationale a déclaré qu'une commission spéciale examinait ce problème. Ce travail est vaste et urgent. Cette commission devra établir des règles d'attribution aux éventuels bénéficiaires, organiser et contrôler le marché de la sous-location et la création d'un service unique du logement dans chaque ville universitaire. Vous pouvez, monsieur le ministre, par décret, instituer cette allocation loyer en faveur des étudiants comme ont été réglées par décret les modalités de l'allocation logement pour les vieillards.

Selon les prévisions, une dépense de 40 millions de francs serait nécessaire. Est-ce trop demander pour la jeunesse studieuse de notre pays qui doit assurer son avenir ? Et avec les étudiants ce sont les professeurs, les parents qui sont dans l'inquiétude de cet avenir incertain.

Le conseil général de la Haute-Garonne, auquel j'appartiens, avait pris l'initiative d'un projet de construction d'un immeuble à usage de logements pour étudiants sur un terrain de la cité universitaire de Toulouse et, dans cette intention, avait inscrit au budget de 1963 un crédit prévisionnel de 200 millions d'anciens francs à obtenir par emprunt.

Lorsque fut réglée la question de la cession du terrain au département par le service des œuvres universitaires, on ne put, contrairement aux promesses faites au préfet, réaliser l'emprunt auprès du Crédit foncier. Cet organisme, par une lettre datant d'un mois, a fait connaître, revenant sur sa première décision, que l'emprunt ne pouvait être réalisé. C'est donc l'arrêt brutal de notre projet — peut-être l'avait-on souhaité — et d'une initiative que nous espérons voir reprendre par les assemblées départementales et l'académie de Toulouse.

J'ai déjà eu l'occasion de reconnaître les difficultés de toutes sortes qui assaillent le ministre de l'éducation nationale. Mais c'est bien le manque de crédits qui affecte le plus son administration. Le ministre actuel est le septième titulaire du poste depuis 1958. Certains de ses prédécesseurs n'ont fait que passer et sont partis parce que, sur le plan budgétaire, ils n'obtenaient pas satisfaction. En effet, il faut remarquer qu'il suffit d'un an pour construire une école, de deux ans pour construire un collège, de trois ans pour bâtir un lycée, de quatre ans pour construire des bâtiments universitaires. La cascade de ministres de l'éducation nationale a dangereusement compromis la construction scolaire et universitaire en

général. Quand on prône la stabilité, ce n'est pas à ce ministre qu'il faut faire allusion !

M. le président. Monsieur André Rey, permettez-vous à M. Pierre Bas de vous interrompre ?

M. André Rey. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Pierre Bas, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Pierre Bas. Mon cher collègue, vous nous reprochez de prôner la stabilité. Oui, nous la prônons et j'estime que nous avons raison. Je suis consterné quand j'entends un député qui a appartenu à la majorité à une certaine époque, qui sait donc ce que sont les problèmes de gouvernement, faire l'apologie de la grève des professeurs, du trouble dans la rue et des manifestations interdites.

Mon cher collègue, il est inadmissible que vous ayez fait l'éloge de manifestations qui furent d'ailleurs partielles, médiocrement suivies, spasmodiques, et qui ne représentent pas la masse des étudiants.

Je suis un élu du quartier latin, ce que vous n'êtes pas. Il est incroyable que l'apologie de ces manifestations puisse être faite à la tribune de l'Assemblée nationale.

M. Henri Chaze. Il faut aller dire cela aux étudiants !

M. Pierre Bas. J'y suis allé, mon cher collègue.

J'étais au quartier latin l'après-midi de la manifestation et je puis vous dire que cette manifestation n'a pas eu le caractère que vous dites. Il y avait, certes, vos troupes et vos hommes, mais peu nombreux étaient les étudiants, et moins nombreux encore les étudiants sérieux.

On y voyait surtout vos habitués spécialistes de ce genre de manifestation, vos hommes de main qui sont bien connus, mais qui ne sont pas des étudiants.

Je répète qu'il n'est pas tolérable que soit prononcée à la tribune de l'Assemblée nationale l'apologie de telles manifestations, dès lors qu'elles ne sont pas légalement autorisées.

Peut-être, monsieur André Rey, voulez-vous vous rapprocher de ceux qui sont à votre gauche. Mais je vous assure que vous n'avez pas raison. Ce n'est pas par le désordre et l'agitation qu'on donnera aux jeunes Français les moyens d'être demain dignes de constituer l'élite de notre pays.

Je connais de nombreux étudiants ; j'organise avec eux de fréquentes et amicales réunions. Je puis vous dire que les étudiants sérieux sont, à Paris, très nombreux, qu'ils sont l'écrasante majorité et qu'ils savent lire un budget. Ils se rendent parfaitement compte de l'immense détresse où nous étions il y a cinq ans, de l'immense retard que vous nous avez légué, alors qu'ils étaient eux, déjà nés depuis quinze ans, et que les besoins étaient donc connus. Ils se rendent compte de la situation catastrophique qui était la vôtre, en matière de construction scolaire, comme elle était la vôtre dans le domaine financier et dans le domaine de la politique étrangère. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.*)

Ils se rendent compte des efforts que nous faisons pour nous en sortir. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

Ils nous soutiendront dans nos efforts, et je puis vous assurer que ce que vous avez dit est excessif ! (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. André Tourné. Et que pensez-vous des brutalités policières ?

M. André Rey. Monsieur Pierre Bas, je regrette de vous avoir scandalisé !

Mais je répéterai que nous comprenons fort bien la réaction qui s'est manifestée parmi les étudiants devant les promesses faites et les propos tenus par le ministre de l'éducation nationale lui-même, promesses qui ne sont pas suivies d'effet et de réalisation.

M. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances. Lesquelles ?

M. André Rey. Je voudrais, plus sérieusement, retenant une de vos observations, vous rappeler que le budget de l'éducation nationale qui s'élevait à 430 millions en 1953, a été porté à 800 millions en 1955 et à 1.300 millions en 1956, progression normale pour faire face aux besoins du moment. (*Mouvements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Cette progression manifeste au cours de ces années n'a pas été maintenue par les gouvernements en place de 1958 à 1960 et le budget d'équipement de l'éducation nationale au cours de ces années est resté voisin du chiffre de 1956.

Je ne vois pas en quoi les budgets passés pourraient être la cause de la situation actuelle puisque, je le répète, en un an vous construisez une école de trois classes avec deux logements, en deux ans, vous pouvez construire un collège, en

trois ans un lycée et en moins de cinq ans des établissements et installations universitaires.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur Rey, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. André Rey. Volontiers. Je suis vraiment comblé.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques avec la permission de l'orateur.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Nous sommes loin de la discussion du rapport de la commission mixte paritaire.

Vous avez cité tout à l'heure, monsieur Rey, le nombre de chambres d'étudiants qui seront construites en 1964 et qui est de 27.000.

Puis-je vous demander d'indiquer combien de chambres d'étudiants ont été construites en 1956 ?

M. André Rey. Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, monsieur le ministre, mais je peux vous indiquer qu'à cette époque où les besoins en chambres d'étudiants étaient moins grands qu'aujourd'hui, il en était construit environ 12.000.

M. Pierre-Charles Krieg. Vous auriez pu être plus prévoyants.

M. André Rey. Reprenant maintenant mon propos au point où il a été interrompu par notre collègue M. Bas, je me reporterai — ce qui va peut-être vous étonner — à de bonnes sources et me référerai à de bons auteurs.

Dans un article intitulé « Décrépitude et candeur universitaire », où était analysé avec une grande finesse et une précise psychologie le cas de conscience du professeur devant la grève, l'auteur concluait en ces termes :

« Et puis, je vais vous avouer une bonne fois : oui, j'ai honte. J'ai honte d'avoir parlé argent à propos de notre métier, j'ai honte d'avoir écrit cet article. « Epargnez aux hommes la honte », criait jadis le ministre des affaires culturelles. C'est une honte que M. le ministre de l'éducation nationale avait le devoir d'épargner aux siens, à supposer qu'il soit nôtre, et dont je le tiens comptable. »

L'auteur est M. Maurice Clavel et l'article a paru dans l'hebdomadaire *Notre République* du vendredi 18 octobre 1963, journal que vous connaissez bien, monsieur le ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du rassemblement démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Lalle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. Albert Lalle. Monsieur le ministre des finances, au nom de mes amis, je désire vous présenter un certain nombre d'observations.

J'évoquerai tout d'abord un problème délicat et surtout cruel sur le plan humain : la situation des agriculteurs français d'Algérie spoliés par les décisions de nationalisation du gouvernement algérien de mars et surtout d'octobre dernier.

A ce moment du débat, mon intervention sera brève ; elle sera aussi dénuée de tout caractère politique.

En effet, dans le passé nous avons toujours soutenu la position du Gouvernement à l'égard du problème algérien, toujours partagé son souci d'édifier la paix et manifesté notre croyance en la nécessité et la possibilité d'une coopération franco-algérienne mais nous ne pouvons aujourd'hui garder le silence devant le drame qu'affrontent les agriculteurs français dépossédés de leurs biens.

Mes chers collègues, il faut avoir vécu la vie des hommes de la terre, avoir créé soi-même sa propre exploitation, connaître ce qu'une telle création peut représenter de soucis, de difficultés de toutes sortes, savoir quelle persévérance dans l'effort est nécessaire afin de réussir et maintenir une telle création, pour imaginer quel déchirement peut ressentir celui qui se trouve dans l'obligation de tout abandonner du jour au lendemain, terre, récoltes, cheptel, matériel, meubles et, parfois même, affaires et souvenirs personnels.

Si n'importe qui peut comprendre la peine qu'une telle situation peut causer, il faut être soi-même du métier pour comprendre vraiment, pleinement et presque partager le découragement de nos amis agriculteurs français évincés de leur exploitation.

Evidemment, on a souvent évoqué la situation de gros colons qui continuent, malgré les mesures qui les frappent, à disposer de possibilités financières importantes. Mais, face à quelques individualités, combien y avait-il de petits agriculteurs parmi ceux qui détenaient les 20.000 exploitations françaises en Algérie ?

Toute cette masse de petits agriculteurs qui s'étaient fait lentement et difficilement une situation, que deviendra-t-elle ? Les fonctionnaires ont pu être reclassés dans l'administration métropolitaine.

Les salariés ont pu, dans leur grande majorité, retrouver un emploi.

Certains commerçants et artisans ont pu retrouver une activité. Les retraités continuent à toucher leur pension.

Mais comment redonner la possibilité d'exploiter à des agriculteurs jetés sur le pavé quand on connaît l'étroitesse du marché des exploitations en France et les difficultés que rencontrent nos jeunes pour s'installer ?

Ce n'est que dans une infime proportion que ces exploitants ont pu trouver des exploitations vacantes, le plus souvent de qualité modeste, soit en France, soit dans les départements d'outre-mer. Quelques-uns se sont résolus à chercher dans un autre métier des possibilités de travail mais, dans leur grande majorité, ils demeurent sans occupation, sans moyens d'existence et leur situation doit être rapidement réglée.

Or tous ces gens, attachés à la terre, ont cru comme nous à la coopération franco-algérienne.

L'article 12 des accords d'Evian disposait :

« L'Algérie assurera, sans aucune discrimination, une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination. Nul ne sera privé de ces droits sans une indemnité équitable préalablement fixée. »

L'article 13 des mêmes accords était plus net encore, puisqu'il prévoyait une aide spécifique de la France en vue du rachat des terres dans le cadre de la réforme agraire.

Les accords d'application, signés en 1962, puis en janvier 1963, paraissaient leur garantir la libre disposition de leurs récoltes et, en cas d'éviction, les couvrir notamment des frais engagés par eux pour la campagne 1962-1963.

M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes — et sa sincérité n'est nullement en cause — ne précisait-il pas, fin janvier dernier :

« Les agriculteurs français demeurés en Algérie doivent s'y maintenir. Nous leur donnerons tous les concours et toutes les garanties nécessaires ? »

Ils ont cru tout cela et les voilà maintenant dépossédés.

Je ne voudrais pas reprendre ici tous les arguments politiques ou juridiques qui ont pu être cités à cette tribune ou à celle du Sénat, notamment par M. Pleven et par M. Blondelle. Je n'en ai ni les moyens, ni le temps, ni même le désir.

Je voudrais seulement rappeler que, après les premières nationalisations de mars 1963, de nouveaux accords furent signés disposant notamment que, « si l'indemnisation du fonds devait faire l'objet d'un contentieux, celle des frais culturaux ou des stocks devait être rapide ».

Une commission devait être désignée afin d'en fixer forfaitairement le montant. Or celle-ci n'a jamais été réunie. Elle doit l'être rapidement, car les estimations basées sur les prêts de la caisse de crédit agricole ne correspondent pas à la réalité des faits.

En dehors des dommages immobiliers causés avant la proclamation de l'indépendance et non encore réglés, l'estimation globale concernant les frais culturaux et les stocks intéressant les spoliés de mars 1963 peut être chiffrée à environ huit milliards d'anciens francs. Par ailleurs, les frais concernant les expropriés d'octobre s'élèvent à environ cinq à six milliards d'anciens francs et intéressent notamment les producteurs d'agrumes et les maraîchers, les viticulteurs conservant jusqu'à nouvel ordre la libre disposition de leur récolte de vin. Mais, hélas ! comment ce vin sera-t-il conservé ? comment sera-t-il commercialisé ? et comment, finalement, les viticulteurs pourront-ils percevoir le montant des ventes ?

Je voudrais rappeler que, pour le règlement de ces frais culturaux et de ces stocks, le Gouvernement français avait décidé de bloquer une somme de 20 milliards d'anciens francs sur l'aide à l'Algérie.

Où en est l'application de cette promesse ?

Des acomptes provisoires ont été versés depuis peu de temps, mais ils sont de très faible importance.

M. de Broglie a dit, au Sénat, qu'il espérait régler ces dossiers dans les mois à venir. Il a rappelé, en outre, que, selon des accords passés en juin, des garanties formelles devaient permettre d'assurer, en tout état de cause, la libre commercialisation des récoltes de 1963 et le libre rapatriement du mobilier et des biens personnels. Il ajoutait : « Si survenait je ne sais quel incident imprévu, la France prendrait sur l'aide à l'Algérie les moyens nécessaires pour régler ces récoltes et indemniser les biens abandonnés. »

Il n'existe, en effet, aucune autre formule.

Mais ce n'est pas tout !

En effet, retrouver une exploitation en France, se réinstaller, repartir dans une nouvelle vie, attendre de nouvelles récoltes, tout cela exige des disponibilités financières importantes.

Seule l'indemnisation, au moins partielle, à titre provisoire, de biens immobiliers spoliés permettrait aux intéressés d'obtenir les moyens financiers nécessaires à leur reclassement.

Cette indemnisation fera, dit-on, l'objet d'un contentieux. Je ne saurais trop insister sur la nécessité, pour le Gouvernement français, de tout mettre en œuvre pour que ce contentieux soit rapidement réglé. Pour cela, il est indispensable de prélever également, sur les crédits d'aide à l'Algérie, les sommes nécessaires pour verser ces acomptes, le règlement définitif devant, sous certaines conditions, s'étaler sur plusieurs années.

Il faut, monsieur le ministre, mettre un terme à la douloureuse situation de ceux qui, confiants en la parole de la France et en une possible coopération franco-algérienne, ont perdu, en un jour, le fruit du travail de toute leur vie ou de plusieurs générations.

Devant la mauvaise foi manifestée par nos partenaires d'Evian, la plus grande partie des crédits affectés à l'Algérie doit être, en priorité, réservée à nos amis rapatriés. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur divers bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

J'aimerais également, monsieur le ministre, attirer votre attention sur un autre problème.

Le Gouvernement envisagerait, paraît-il, de faire bénéficier les Etats francophones d'Afrique noire, pour leurs achats de sucre, d'une aide de 1.500 anciens francs par quintal.

M. Louis Briot. Très bien !

M. Albert Lalle. Cette charge devrait être supportée par la caisse d'exportation des sucres, c'est-à-dire en partie par les producteurs français.

Nous comprenons parfaitement, monsieur le ministre que, pour des raisons d'ordre politique et peut-être aussi d'ordre social, vous preniez une telle décision, mais nous pensons que le financement ne devrait en aucune façon être assuré par les producteurs métropolitains mais supporté en totalité par le budget général.

En effet, les bénéfices réalisés actuellement sur les exportations de sucre sur le marché mondial ne sont pas ristournés aux producteurs mais tombent dans une caisse qui devrait venir à leur secours en cas de baisse, si des prélèvements inadmissibles ne venaient pas en tarir les fonds.

Si, par ce sacrifice, on avait au moins l'assurance de conserver des débouchés pour les années difficiles, notre position serait peut-être différente. Mais, sur ce point, aucune garantie certaine ne peut être apportée. Le jour où le cours mondial du sucre tombera au-dessous du cours français, aucune faveur, aucune priorité ne nous sera réservée.

C'est pourquoi, sans méconnaître l'intérêt de cette décision d'ordre politique, nous ne pouvons admettre que cette subvention soit supportée par les agriculteurs français.

Monsieur le ministre des finances, nous désirerions également que le décret du 29 décembre 1962, qui prévoit que les résultats de la première révision quinquennale des évaluations des propriétés non bâties seraient utilisés pour l'établissement des impositions de 1963, ne soit pas appliquée dès 1964.

L'application immédiate de ce texte aurait en effet de graves répercussions, notamment en ce qui concerne les propriétaires exploitants et les propriétaires de bois. Les présidents de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture et de la fédération des exploitants vous ont alerté à ce sujet, monsieur le ministre des finances. Je crois que les charges financières nouvelles qui résultent de ce décret sont lourdes de conséquences pour la période actuelle et c'est la raison pour laquelle nous estimons que son application doit être ajournée.

S'il vous manquait quelques ressources, monsieur le ministre, vous pourriez toujours percevoir la taxe qui frappe certains corps gras, qui est inscrite en recettes dans le budget des prestations sociales, et qui n'a pas été perçue en 1963.

En terminant, je veux à mon tour vous rappeler que l'article 32 de la loi de finances rectificative votée en juillet dernier oblige le Gouvernement à soumettre effectivement à la ratification du Parlement les ordonnances issues de la loi du 30 juillet 1960.

Or les projets financiers en discussion ne font aucune mention de ces ordonnances. Et ce n'est pas le vote du texte du Sénat supprimant une augmentation de crédits au comité d'information sur l'alcoolisme qui modifiera le régime de ces ordonnances. Cette situation ne peut durer. Nous aimerions savoir si ces ordonnances seront un jour soumises à la ratification du Parlement, conformément à la loi.

M. Louis Briot. Très bien !

M. Albert Lalle. Telles sont, monsieur le ministre des finances, les quelques questions sur lesquelles mes amis et moi-même aimerions obtenir une réponse satisfaisante. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur divers bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. Mesdames, messieurs, je voudrais formuler au nom du groupe communiste quelques remarques à propos

du texte proposé par la commission mixte paritaire. Ces remarques rejoindront d'ailleurs celles que j'avais présentées lors de la discussion en première lecture.

Mes observations porteront d'abord sur les recettes.

Nous constatons que le projet qui nous est soumis aggrave l'injustice fiscale que nous n'avons cessé de dénoncer. Alors que les sociétés capitalistes et les détenteurs de capitaux continueront à bénéficier d'un régime de faveur, il n'en est pas de même pour des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont les salariés constituent le plus grand nombre. Notons d'abord que le maintien partiel du demi-décime ne révèle pas un excès d'imagination mais, surtout le maintien des tranches d'imposition à leur niveau antérieur fait que de nombreux salariés seront imposés en 1964 alors qu'ils ne l'étaient pas précédemment et que les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques verront leurs impôts augmenter.

Lors de la discussion en première lecture, j'ai démontré qu'en 1964 les salariés supporteraient, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une charge supérieure de 30 p. 100 à celle qui leur a été imposée en 1963. J'ai rappelé également que l'article 15 de la loi du 28 décembre 1959 fait obligation au Gouvernement de saisir le Parlement de propositions relatives au taux et à l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en vue d'y apporter les modifications désirables au cas où, d'une année sur l'autre, intervient une hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti supérieure à 5 p. 100. Chacun sait que, pour insuffisante qu'elle soit, la hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti est d'environ 15 p. 100 depuis 1960 puisque le S. M. I. G., dans la zone sans abattement, était de 1,63 franc au 1^{er} janvier 1960 et qu'il est de 1,88 franc depuis le 1^{er} juillet 1963.

Or le Gouvernement affirme — et M. le ministre des finances vient de renouveler son affirmation en réponse à une question écrite de mon ami Robert Ballanger — que la situation financière ne lui permet pas d'envisager un allègement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Cependant, il semble que les impératifs financiers ne soient pas évoqués lorsqu'il s'agit d'appliquer un régime de faveur à certains contribuables.

A cet égard, je voudrais demander à M. le ministre des finances s'il est exact que la remise des droits de mutation par décès ait été accordée en France à Michel de Grèce, neveu du comte de Paris, sur les successions : 1^o de la princesse d'Orléans, sa mère; sœur du comte de Paris, décédée en 1953; 2^o de la duchesse de Guise, née d'Orléans, sa grand-mère et mère du comte de Paris, décédée en 1961.

Les sommes dues au Trésor par le prince Michel de Grèce au titre des droits de succession, intérêts moratoires et pénalités s'élèveraient à plus de 340.000 nouveaux francs, soit plus de 34 millions d'anciens francs.

Si, effectivement, cette remise a été accordée, je demande à M. le ministre des finances quelle est l'autorité qui l'a décidée et quelle peine elle encourt.

Je rappelle, en effet, que l'article 1^{er} de toutes les lois de finances dispose notamment :

« Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat. »

Je rappelle, en outre, que l'article 1702 du code général des impôts dispose également : « Aucune autorité publique ni la régie ni ses préposés ne peuvent accorder de remise ou de modération des droits d'enregistrement et des peines encourues ni suspendre ou faire suspendre le recouvrement sans en devenir personnellement responsables ».

Si M. le ministre des finances ne répondait pas à ma première question, je serais en droit de considérer que son silence équivaut à un aveu et, dans ce cas, je lui demanderais de bien vouloir faire connaître à l'Assemblée quelle autorité publique et, plus précisément, quelle personnalité siégeant au conseil des ministres sera personnellement et pécuniairement responsable des sommes dues par le prince Michel de Grèce et dont la remise a été accordée en violation de la loi.

Le projet qui nous est soumis appelle une deuxième remarque, qui concerne les dépenses.

Lors de la discussion en première lecture, nous avons montré que tout était subordonné à la réalisation de la force nucléaire, stratégie dont M. le secrétaire d'Etat au budget a bien voulu indiquer lui-même qu'elle constituait le secteur prioritaire.

Un choix est donc fait qui sacrifie les intérêts les plus vitaux de la population. Manque de classes et d'amphithéâtres, pénurie de personnel enseignant à tous les niveaux — auxquels

les mesures policières scandaleuses encore prises récemment ne changent rien — recherches orientées en partie vers l'utilisation militaire, indigence de logements, familles entassées dans des locaux insuffisants, manque d'hôpitaux en sont les manifestations les plus cruellement apparentes.

Dans le département de la Somme, par exemple, qui occupe un des tout derniers rangs sur la liste des taux de scolarisation, et dont le sous-équipement technique est notoire, on ne trouve, au titre de l'enseignement technique, que des crédits pour la poursuite d'une opération en cours.

La construction du lycée technique d'Amiens, pourtant promise par le ministère, n'a été inscrite au plan qu'au titre des opérations de substitution; aucun crédit ne figure donc pour cette opération dans le budget pour 1964. Cet exemple pourrait être multiplié dans l'ensemble du pays.

Le choix opéré par le Gouvernement se traduit également par le sous-équipement de nos campagnes, de nos routes, et par la liquidation de nos richesses nationales, de nos mines considérées comme non rentables, le drame qui se déroule actuellement chez les mineurs de fer de Trioux en étant la triste illustration.

Les crédits pour les anciens combattants sont insuffisants. Ceux-ci ne profitent d'aucun rattrapage sur ce qui leur a été enlevé par les décrets du 26 mai 1962. Ils réclament également l'application correcte du rapport constant.

Les agents de la fonction publique et des services publics bénéficient de mesures bien insuffisantes.

Les retraités, à qui on a fait des promesses en ce qui concerne l'abattement du sixième, n'ont pas encore l'assurance que ces promesses seront tenues et, naturellement, aucun crédit n'est prévu à leur intention pour l'intégration, dans le traitement soumis à retenue pour pension, de l'indemnité de résidence de la zone de plus fort abattement.

Les vieux travailleurs, enfin, ne recevront pas en 1964 les deux cents francs par mois qui leur seraient pourtant nécessaires pour assurer leur dignité, selon l'expression de M. le Premier ministre.

Ce projet de loi de finances sacrifie donc les légitimes revendications des masses laborieuses à la réalisation d'une force de frappe aussi inutile que dangereuse.

Le plan de stabilisation, nouveau slogan gouvernemental, apparaît en définitive dirigé principalement contre les travailleurs.

Le groupe communiste votera donc contre le projet. Ce faisant, il traduira l'opinion de tous ceux qui, dans le pays, se dressent et se dresseront toujours plus nombreux contre la politique du pouvoir gaulliste. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

(M. le président. La parole est à M. Degraeve. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Jean Degraeve. Les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant le budget des postes et télécommunications ont été adoptés par le Sénat. L'article 75 ter, qui apportait une amélioration certaine au service des chèques postaux, n'a pas été retenu par la commission mixte paritaire. Aussi, en accord avec le syndicat C. F. T. C. du personnel des P. T. T. de la Marne et avec mon collègue M. Taittinger, député-maire de Reims, j'appelle l'attention du Gouvernement sur le budget des postes et télécommunications.

Il est permis de se demander si la formule du budget annexe est encore adaptée à notre époque. Les services des finances, dans un souci d'équilibre budgétaire, passent au laminoir tous les crédits des P. T. T., même s'ils sont d'investissement, et, dans le même temps, ils se refusent à payer à leur juste valeur les services rendus, notamment par les chèques postaux, dont les prêts, qui atteignent un volume considérable, devraient être assortis d'un taux d'intérêt plus élevé. Ils se refusent également à compenser le déficit découlant des tarifs de presse.

Quoi qu'on en dise dans le beau livre sur la modernisation et l'équipement des P. T. T. que nous avons reçu, tout ne va pas pour le mieux dans cette entreprise. Malgré les efforts du ministre, et faute de crédits, les services rendus au public, dans beaucoup de régions, ne sont plus ce qu'ils devraient être, et il est à craindre que, dans un proche avenir, la situation ne devienne catastrophique, spécialement en matière de télécommunications.

Jusqu'à 1962, la région de l'Est était restée privilégiée, notamment pour l'écoulement du trafic téléphonique et pour la modernisation du réseau de câbles souterrains. Au début de 1962, la situation est apparue déficiente.

Des circuits font défaut sur Rouen, Lille, Orléans, Rennes, Dijon, Clermont-Ferrand et Lyon. Un accroissement de 15 p. 100 du trafic est à prévoir pour 1964. Il en résultera une plus longue attente et une diminution notable de la qualité du service offert.

En 1965, la situation sera encore aggravée puisque l'extension des circuits ne peut être escomptée. Des restrictions deviendront

nécessaires ce qui, indiscutablement, constituera un frein à l'expansion. Or ne dit-on pas que les télécommunications — le téléphone en particulier — sont le système nerveux de l'économie ?

Comment attirer en secteur rural des usines qui seront isolées téléphoniquement ? C'est déjà le cas à Bar-sur-Seine, où une entreprise qui vient de s'installer ne peut pas téléphoner à sa guise.

Ce manque de circuits a des répercussions sur les besoins en personnel. Trois ou quatre tentatives, parfois plus, sont nécessaires pour obtenir une communication. Le rendement réel est donc très faible si on le calcule en fonction des communications effectivement établies. Les effectifs étant fonction des communications réelles et non des tentatives, un manque de personnel s'ensuit. Les usagers mécontents s'en prennent aux téléphonistes qui n'en peuvent mais. Tout contribue à la dégradation des conditions de travail.

On parle d'une réduction des horaires, mais le personnel est déjà insuffisant en nombre pour écouler le trafic actuel. C'est ainsi que, dans la Marne, pour ramener à quarante heures la durée du travail hebdomadaire des téléphonistes, il faudrait soixante-dix employés supplémentaires pour la seule région de Châlons-sur-Marne.

Les prévisions du IV^e plan ont été assises sur un accroissement de 7 p. 100 du trafic, alors que l'accroissement réel a été de plus de 15 p. 100.

Les équipements sont chers, il faut donc des crédits d'investissement. Le nouveau central de Troyes coûtera dix millions de francs, celui d'Épernay, de trois à quatre millions ; cent kilomètre de câble interurbain coûtent quinze millions de francs.

Dans beaucoup de cas, les locaux sont insuffisamment grands ou ne sont pas assez nombreux.

Les travailleurs des P. T. T. demandent pour leur entreprise un nouvel effort du Gouvernement, sous forme d'un plan complémentaire ou d'un plan spécial. Pourquoi le Gouvernement ne le ferait-il pas financer par un emprunt ?

De tout temps les postiers ont eu à cœur d'appartenir à une entreprise au fonctionnement irréprochable. Aussi éprouvent-ils une déception amère en constatant que leur administration ne satisfait plus qu'à demi le public et qu'eux-mêmes sont incapables de faire mieux.

La situation des nouveaux abonnés n'est pas meilleure, du fait du manque de locaux, d'équipement dans les centraux et de câbles dans les villes. Dans de nombreuses régions, des problèmes sont à résoudre. Ainsi, à Châlons-sur-Marne, le central, pourtant neuf, est saturé. Quarante abonnés attendent leur raccordement. Le programme pour 1964 ne comprend que 1.700 lignes, qui seront installées seulement à la fin de 1966. D'ici là, les raccordements pour les nouveaux abonnés ne seront pas possibles.

A Reims, le central est saturé, de même que le réseau de certains quartiers. L'extension en cours sera elle-même insuffisante en 1965. Une nouvelle extension sera alors demandée, mais il n'en subsistera par moins un retard de deux ans.

A Épernay, le central automatique est neuf, mais les locaux sont également saturés.

A Sainte-Menheould, les locaux sont suffisants, mais l'automatique ne sera pas installé avant trois ans au moins, même si les crédits sont accordés.

A Vitry-le-François, les locaux sont insuffisants et il est nécessaire de construire des bâtiments.

J'ai cité le cas du département de la Marne, que j'ai l'honneur de représenter, mais cet exemple est sans doute valable pour toute la France. A en juger par la situation préoccupante d'un seul département, qui doit se répéter dans l'ensemble de la France, on peut dire qu'un important effort doit être accompli dans tous les domaines.

L'article 75 ter adopté par le Sénat paraissait satisfaisant. Toute augmentation de recettes permettrait certes d'accroître la réalisation d'investissement nouveaux. Mais il ne faut pas pour autant oublier les revendications du personnel des P. T. T. A ce point de vue, le projet de budget pour 1964 ne répond pas à ses espérances.

Monsieur le ministre des finances, c'est en collaboration avec le syndicat C. F. T. C. que je formule, en vue de vous alerter à nouveau, ces remarques qui me semblent justifiées.

Les postiers, qui, au prix d'un dur labeur, font l'impossible pour assurer la bonne marche de ce service public, méritent que leurs efforts ne soient pas découragés.

J'espère que le Gouvernement prêtera une oreille attentive à leurs réclamations en vue de leur donner rapidement satisfaction. La bonne marche de l'entreprise que constituent les P. T. T. est, ne l'oublions pas, une des conditions essentielles de la poursuite de l'expansion et de la décentralisation industrielle. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Escande.

M. Louis Escande. Je n'évoquerai qu'un problème, mais très important, celui de la radiodiffusion-télévision française.

Les journaux en ont parlé. La Cour des comptes y a consacré un important rapport. Le Sénat s'en est dernièrement saisi pour la critiquer.

Le ministre de l'information avait promis de nous soumettre très rapidement un plan d'assainissement financier de cet organisme. On ne saurait, en effet, présenter chaque année au Parlement un budget de la R. T. F. en déséquilibre. Or, pour 1964, le déficit s'élève à 145 millions de francs.

Le groupe socialiste avait demandé la constitution d'une commission d'enquête sur les conditions d'administration et de gestion de cet établissement. Nous demandons au Gouvernement ce qu'il entend faire à cet égard, et au Parlement de se prononcer.

Ma deuxième observation portera sur un point très important. Depuis le début de cette législature, le Gouvernement promet à l'Assemblée de lui soumettre un projet de statut de la R. T. F., indispensable à la fois pour contrôler sa gestion, pour organiser son administration et pour assurer l'objectivité de l'information.

Or, en dépit de ces promesses, le Gouvernement, à la fin de cette session, n'a pas encore déposé ce projet de statut. C'est un véritable scandale. Nous élevons une vigoureuse protestation et nous demandons au Gouvernement ce qu'il entend faire dans ce domaine. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Maurice Schumann.

M. Maurice Schumann. L'article 113, paragraphe 2, de notre règlement dispose : « Lorsque l'Assemblée est saisie du texte élaboré par la commission mixte paritaire, les amendements déposés sont soumis au Gouvernement avant leur distribution et ne sont distribués que s'ils ont recueilli son accord ».

Ma brève intervention n'a d'autre objet que d'inviter le Gouvernement à accepter l'amendement que MM. Collette, Arthur Moulin, Vendroux, ainsi que près de vingt-cinq collègues et moi-même, nous avons déposé en vue d'obtenir l'insertion, après l'article 45 de la loi de finances, d'un article additionnel ainsi conçu :

« A titre transitoire et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du projet de loi prévu à l'article 9 de la loi du 25 janvier 1961, le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à 30 francs ».

Mon ami M. Collette soutiendra au fond cet amendement, qu'il avait déjà proposé en première lecture et qui avait été adopté par le Sénat.

Il est incontestable que le revenu cadastral servant de base au calcul des cotisations sociales agricoles conduit à de graves injustices. Il est, en outre, aisément démontrable que la valeur locative sur laquelle le revenu cadastral est assis est excessive, précisément dans les régions de petites propriétés, tant il est vrai qu'il ne saurait servir de base à une contribution d'exploitant qui devrait être plutôt en rapport avec les bénéfices agricoles.

Enfin, il est clair que le revenu cadastral est élevé là où une pression démographique intense entraîne une demande de terres considérable, d'où résulte une élévation du fermage, laquelle se traduit automatiquement dans le revenu cadastral.

Mais il y a plus grave. C'est, monsieur le secrétaire d'État au budget, la déclaration que vous avez faite au Sénat et qui m'incite — pour la première fois depuis le début de votre carrière ministérielle — à vous marquer, provisoirement je l'espère, un étonnement un peu attristé.

En effet, selon le *Journal officiel*, débats du Sénat, séance du 25 novembre 1963, page 2784, vous avez déclaré :

« Une commission qui comprenait des représentants de la profession a été réunie par le ministre de l'agriculture et cette commission interprofessionnelle a conclu que le revenu cadastral devait être maintenu comme assiette des cotisations en l'état actuel des choses. »

Puis-je me permettre de vous renvoyer non seulement à l'esprit mais à la lettre de la loi relative à l'assurance maladie des exploitants agricoles ?

Lors de la discussion de cette loi, le Parlement a adopté, à l'article 9, l'alinéa suivant :

« Avant le 1^{er} avril 1962, le Gouvernement déposera un projet de loi substituant au revenu cadastral un autre mode d'assiette des cotisations des régimes sociaux agricoles. »

Il est grave, certes — mais je n'en ignore pas les raisons — que cet engagement n'ait pas été tenu depuis vingt mois. Mais il serait beaucoup plus grave que vous considériez cet engagement comme caduc à cause tout bonnement des délibérations d'une commission interprofessionnelle dont les conclusions ne sont pas opposables à la loi.

Avez-vous voulu dire, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'une commission interprofessionnelle pouvait aller à l'encontre de la loi, annuler ses dispositions et les rendre caduques? Cette hypothèse serait, permettez-moi de vous le dire, injurieuse pour nous, qui avons voté la loi, et pour vous, qui êtes chargé de l'appliquer.

Nous vous offrons le seul moyen de l'écartier. Lavez-vous du soupçon en acceptant notre amendement! (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. André Halbout.

M. André Halbout. Mesdames, messieurs, je voudrais, brièvement moi aussi, intervenir au sujet du budget des prestations sociales agricoles, pour souligner combien le revenu cadastral est impropre à servir de base aux cotisations des assujettis.

La commission mixte paritaire n'a pas retenu l'article additionnel qui avait été adopté par le Sénat après l'article 45. Elle n'a pas non plus repris l'amendement que M. Collette avait présenté à l'Assemblée nationale. Je le regrette.

Je n'ai pas besoin de rappeler que le revenu cadastral est plus la mesure de la valeur locative des terres que celle de leur valeur économique de production.

Les conséquences d'une telle mesure sont très lourdes pour les régions à forte démographie, qui se trouvent ainsi lésées par rapport aux autres.

Le revenu cadastral moyen y est beaucoup plus élevé à égalité de valeur agricole des terres. De ce fait, les charges sociales y sont plus lourdes que dans d'autres régions, et ce phénomène est d'autant plus sensible que ces charges se sont accrues considérablement depuis quelques années, pour une protection sociale d'ailleurs plus efficace.

Lors d'un précédent débat, M. le ministre de l'agriculture s'est associé à cette critique du revenu cadastral, mais il a déclaré que c'était la notion d'une autre assiette qui faisait défaut.

Je sais que, tant dans les services du ministère qu'à la mutualité sociale agricole et dans les organisations professionnelles, on s'est souvent préoccupé de ce problème depuis dix ans, mais sans pouvoir parvenir à une solution acceptable.

Personnellement, j'aurais souhaité que la valeur de la production agricole de chaque département fût prise pour base de la première répartition, c'est-à-dire de la répartition entre les départements du produit total des estimations fixée par le budget, la répartition à l'intérieur du département restant déterminée selon le revenu cadastral. Un tel système avait d'ailleurs été envisagé en 1955 pour le financement du fonds de garantie mutuelle.

Mais l'imprécision actuelle des statistiques, ou leur insuffisance, pour ne pas dire leur absence dans certains cas, rend pratiquement impossible l'adoption de cette référence pour laquelle il aurait fallu aussi déterminer des modalités précises d'application afin d'éviter au maximum la répercussion, sur le taux des charges sociales, des variations de production d'une année à l'autre.

Force nous est donc d'en rester, cette année encore, au revenu cadastral compte tenu du fait qu'en application de la loi du 25 janvier 1961 sur l'assurance maladie des exploitants des correctifs d'adaptation ont été appliqués pour atténuer la disparité du prix de location des terres de productivité semblable.

En fait, pour 1963 et pour six départements, Calvados, Manche, Nord, Pas-de-Calais, Seine-Maritime et Vaucluse, un abattement de 75 p. 100 a été apporté à la partie du revenu cadastral supérieure à 30 francs, alors que cet abattement n'était que de 50 p. 100 en 1962. Ainsi, la base retenue pour le calcul des cotisations sociales est de 32 francs pour le Calvados, de 32 francs 67 pour la Manche, de 34 francs 95 pour le Nord, de 31 francs 47 pour le Pas-de-Calais, de 30 francs 77 pour la Seine-Maritime, de 30 francs 42 pour le Vaucluse.

Il serait éminemment souhaitable que cet abattement de 75 p. 100 fût porté à 100 p. 100 dès l'année 1964. Tel était l'objet de l'article additionnel adopté par le Sénat après l'article 45. Cet article additionnel, auquel je me serais rallié volontiers, avait une portée moindre que l'amendement proposé à notre Assemblée par M. Collette qui demandait un plafond de 25 francs pour le revenu cadastral. J'espère donc que M. le ministre voudra accepter le nouvel amendement que déposera M. Collette dans un instant et qui reprend l'amendement du Sénat, ainsi que vient de l'indiquer M. Schumann.

Je suggérerais enfin à M. le ministre des finances que la prochaine révision quinquennale tienne davantage compte de la valeur économique de production des terres. Déjà, un effort a été consenti dans ce sens lors de la dernière révision, mais d'une façon insuffisante et surtout sans généralisation. La collaboration existant entre les services du cadastre et les commissions communales et départementales des impôts devrait permettre d'établir avec une certaine précision cette valeur écono-

mique. Il serait bon que le revenu cadastral reflêtât à la fin cette valeur économique et la valeur locative des terres et l'on pourrait penser que ces deux composants devraient intervenir chacun pour moitié dans la détermination du niveau du revenu cadastral. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Emile-Pierre Halbout.

M. Emile-Pierre Halbout. Mesdames, messieurs, je ne voudrais pas trop retarder votre désir légitime de voir terminé ce débat, mais la présence de M. le ministre des finances m'incite à rappeler une préoccupation que j'ai exprimée au cours de la première lecture, celle de nos moyens de lutte anti-sous-marine.

M. le ministre des armées a indiqué — page 6777 du *Journal officiel* — que pour les liaisons entre les îles du Pacifique, il serait amené à passer une commande de Super-Frelons immédiatement après la réalisation de la commande de présérie actuellement en cours. Or il ne semble pas qu'apparaissent dans le budget de 1964 ou, ce qui eût été mieux encore, dans le dernier collectif de 1963, les crédits de programme indispensables. Je vous demande donc instamment, monsieur le ministre des finances, de faire en sorte que ces crédits de programme soient accordés le plus tôt possible.

Mais cela n'est qu'un aspect de la question. Revenant à mon propos de la troisième séance du 7 novembre, j'insiste aussi en faveur d'une décision positive pour la totalité des Super-Frelons demandés par la marine. D'ici là interviendra, me direz-vous, la nouvelle loi de programme militaire que le Gouvernement déposera à notre prochaine session. Mais dès que cette loi aura été votée, à la fin du premier semestre 1964, il sera nécessaire de prévoir les crédits de programme indispensables pour les approvisionnements. Nous n'aurons jamais trop tôt des moyens accrus de défense anti-sous-marine. Ils sont un élément important dans la dissuasion: c'est la sécurité de notre potentiel marine. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Collette. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Henri Collette. « Avant le 1^{er} avril 1962, le Gouvernement déposera un projet de loi substituant au revenu cadastral un autre mode d'assiette des cotisations des régimes sociaux agricoles. »

Telle était, mes chers collègues, la disposition insérée au deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 25 janvier 1961. Or, nous en sommes toujours, en 1963, et nous en serons encore, en 1964, au revenu cadastral pour fixer les cotisations dues par les agriculteurs au titre des charges sociales.

Je sais bien que le 1^{er} avril n'est généralement pas considéré comme une date sérieuse, mais il s'agissait là d'un rendez-vous fixé par une loi! Si ce texte s'avère inutile, allons-nous déposer un projet demandant son abrogation? Pourquoi, en effet, continuer à imprimer des textes si ceux-ci ne servent à rien? Jusqu'à ce jour, le Gouvernement semble donc admettre que persiste ce scandale permanent de la fixation des charges sociales agricoles en fonction du revenu cadastral.

Nous avions déposé en première lecture un amendement tendant à inclure dans ce projet de loi de finances un article additionnel 45 bis ainsi rédigé: « A titre transitoire et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du projet de loi prévu à l'article 9 de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à 25 francs. »

De quoi s'agissait-il? Il s'agissait, monsieur le ministre, mes chers collègues, de corriger provisoirement, par un plafonnement du revenu cadastral, les injustices créées par l'emploi de ce revenu cadastral moyen pour la répartition des charges sociales agricoles.

La façon de procéder dans ce domaine est archaïque et anarchique. Le Gouvernement, en la personne de son ministre de l'agriculture, s'est plu à le reconnaître souvent ici.

Bien mieux, lorsque fut votée la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961, il fut admis, pour l'établissement des cotisations qui seraient dues par les agriculteurs au titre de l'assurance maladie des exploitants agricoles, qu'une décote serait instaurée en faveur des exploitants exerçant dans les départements à fort revenu cadastral. C'est cette décote, c'est ce ticket modérateur que nous vous demandons d'accepter, monsieur le ministre.

Votre décision ne concernera, d'ailleurs, que les charges sociales qui seront dues au titre de l'année 1964 puisque, aussi bien, pour les années suivantes, le revenu cadastral qui sera utilisé sera le nouveau revenu cadastral déterminé lors de la dernière révision quinquennale.

Ainsi, lors du vote de la loi sur l'assurance maladie des exploitants agricoles, le Gouvernement a prévu un abattement pour les régions à fort revenu cadastral. Bien mieux, tout dernièrement, à l'occasion de décrets pris pour le fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles, il a été décidé que la rente viagère de départ qui serait servie aux

exploitants de ces mêmes régions, ne serait pas calculée dans les mêmes conditions que dans celles à faible revenu cadastral.

Un abattement est donc appliqué; il réduit la rente viagère versée par le F. A. S. A. S. A. à l'exploitant qui cesse son activité lorsque l'exploitation est située dans une région à fort revenu cadastral.

Par conséquent, l'état actuel des textes nous place devant la situation suivante: pour les cotisations, sauf en ce qui concerne l'assurance maladie des exploitants agricoles, pas d'abattement, pas de décote, pas de ticket modérateur; pour la distribution de certains avantages, par contre, il y a discrimination, réduction et abattement à la base.

Ce scandale ne peut durer! Les hommes du Nord et les Normands sont traditionnellement calmes, monsieur le ministre. Ils payent leurs impôts! C'est vrai! et vos percepteurs n'ont pas à les poursuivre. Est-ce une raison pour maintenir dans une région comme celle que je représente le régime que je viens d'exposer?

Je me vois contraint de réfuter, à mon grand regret, l'argumentation développée devant le Sénat par M. le secrétaire d'Etat au budget qui a cru devoir expliquer que si mon amendement, qui avait été repris par M. Bajeux, sénateur, et plusieurs de ses collègues, était voté, les petits exploitants seraient surchargés et les gros dégrévés. C'est malheureusement inexact. C'est précisément pour soulager un nombre considérable de petits exploitants des régions à fort revenu que nous agissons.

Ces cotisations dues au titre des charges sociales agricoles sont établies en partie en fonction du revenu cadastral, en fonction du nombre d'hectares exploités par le cultivateur, mais comprennent aussi des cotisations individuelles, comme je viens de vous le dire. Par conséquent, c'est en fonction du nombre d'hectares qu'est déterminée la part principale des cotisations. Mais un gros exploitant paiera la même cotisation individuelle que le petit exploitant. En définitive, celui-ci doit régler une cotisation beaucoup plus élevée que le gros exploitant.

C'est pourquoi toute baisse opérée sur la part déterminée en fonction du revenu cadastral soulagera assurément tous les cultivateurs mais fera baisser sensiblement les cotisations dues par nos petits exploitants familiaux qui sont les plus lourdement frappés.

Mon amendement, repris au Sénat par M. Bajeux et certains de ses collègues, n'a été modifié qu'en ce qui concerne le plafonnement du revenu cadastral qui a été fixé à 30 francs au lieu de 25 francs et finalement a été voté. Que s'est-il passé à la commission mixte paritaire? Je l'ignore. Mais je ne retrouve plus de proposition concernant cet article 45 bis, dans le texte qui nous est proposé, et je le déplore.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous demande d'accepter l'amendement que je vais déposer en mon nom, au nom de plusieurs de mes collègues et, probablement, au nom d'un très grand nombre de membres de cette Assemblée, en vue de rétablir l'article 45 bis voté par le Sénat.

Il faut mettre un terme au scandale que je viens de vous signaler. Vous y refuserait vouloir qu'il persiste. Je vous rappelle que lors de la discussion en première lecture du budget annexe des prestations sociales agricoles, M. le ministre de l'Agriculture avait reconnu le bien-fondé de notre amendement, que M. le rapporteur Paquet avait abondé dans notre sens. Si notre texte n'a pas été voté alors c'est sans doute parce qu'il était quatre heures trente du matin et que nos collègues présents étaient bien fatigués.

Je sais que depuis longtemps des études ont été faites pour rechercher un autre mode d'assiette que le revenu cadastral. Je sais bien que des « tables rondes » ont été tenues au ministère de l'Agriculture pour traiter de cette affaire. Des difficultés insurmontables surgiraient, paraît-il, si l'on abandonnait le revenu cadastral comme base de recouvrement des cotisations sociales agricoles.

Alors que reste-t-il pour apporter un correctif nécessaire à ces cotisations? Il ne reste que le plafonnement à un certain chiffre. C'est une solution efficace et pratique. Serait-elle trop simple?

Le plafonnement, comme je vous l'ai dit, constituerait un ticket modérateur, une décote. Votre Gouvernement a déjà admis ce procédé deux fois, une fois pour l'assurance maladie des exploitants agricoles, une autre fois, mais dans le sens contraire, pour le F. A. S. A. S. A. puisque vous refusez de donner aux exploitants qui partent une rente viagère correspondant à celle qui est accordée aux cultivateurs abandonnant des régions au revenu cadastral inférieur au nôtre.

Réparez donc, monsieur le ministre, l'injustice que vous connaissez maintenant. Rien ne doit vous empêcher de permettre à cette Assemblée de se prononcer une nouvelle fois sur un tel amendement. Je vous signale que la commission mixte paritaire, qui, dit-on, l'a repoussé, ne l'aurait fait que par sept voix contre

sept. Par conséquent, je vous demande encore une fois, instamment, d'accepter que l'amendement que je dépose maintenant soit de nouveau soumis à cette Assemblée. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

M. le président. La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Mesdames, messieurs, j'interviens sur l'article 3.

Le 23 octobre, au cours de la première lecture du projet de loi de finances, en soutenant le sous-amendement n° 75 que j'avais déposé à l'article 5, relatif aux emplois faits dans un but charitable, social, éducatif ou culturel, j'avais défini dans quel esprit ce sous-amendement avait été rédigé et signé par un certain nombre de nos collègues. Vous aviez bien voulu me promettre alors, monsieur le ministre, que les opérations qui nous préoccupaient figureraient sur la liste qui serait dressée par le décret d'application. Votre parole me suffit amplement; je vous fais entière confiance et je vous remercie de ce que vous avez bien voulu me promettre.

Je me suis permis d'interpréter votre acceptation et l'esprit dans lequel vous la faisiez. J'ai pensé, puisque les circonstances législatives étaient les mêmes, que le décret prévu au paragraphe VII de l'article 3 serait vraisemblablement inspiré par les mêmes considérations d'équité et de bon sens que le décret prévu par l'article 5.

Au cours de l'étude à laquelle j'ai procédé avec certains de nos collègues de Paris, en particulier MM. Hubert Germain et Jacques Mer, qui suivent ces problèmes complexes avec tant de dévouement et de compétence, il nous a semblé que, si vous le vouliez bien, de façon à éviter toute ambiguïté et toute difficulté dans l'avenir, nous pourrions apporter des précisions dans le texte même de l'article 3.

L'extension aux terrains bâtis des dispositions applicables à des terrains à bâtir se révèle en effet, pour certaines sociétés immobilières, peu équitable et même dangereuse. Il s'agit des sociétés immobilières dont l'actif ne se compose que de bâtiments scolaires, de locaux d'œuvres, notamment d'œuvres de jeunesse, de locaux de colonies de vacances ou encore de locaux occupés par des associations ou communautés religieuses, qu'elles soient contemplatives, enseignantes, hospitalières ou charitables.

Dans la plupart de ces cas, en effet, la nature même des établissements exige qu'une part minime seulement des terrains soit couverte de bâtiments, en raison de la nécessité où l'on se trouve, soit par la règle religieuse, soit par la nature des choses, de posséder soit des cloîtres et jardins, soit encore des cours ou des parcs de récréation aussi vastes que possible.

Or, ces sociétés, dont beaucoup existent depuis de nombreuses années, ne recherchent pas la réalisation de bénéfices et ne poursuivent aucun but de spéculation, les organismes qui utilisent les locaux étant en général hors d'état de payer un loyer correspondant à l'importance réelle de ces locaux. Il est fréquent que leurs statuts excluent formellement de l'objet social toute spéculation immobilière et que, pour assurer la continuité certaine et le respect du but poursuivi dès l'origine, la cession des actions soit soumise à des restrictions statutaires et à l'exercice éventuel d'un droit de préemption dont le montant est généralement très minime, sans aucune proportion avec la valeur qui découlerait de celle de l'actif social.

Il était donc normal que les sociétés rentrant dans les catégories qui viennent d'être indiquées soient exclues de l'application des dispositions du paragraphe VI de l'article 3 du projet de loi de finances.

L'amendement que j'ai repris avant-hier devant la commission mixte paritaire dont je suis membre, et qui a été accepté sans aucune objection, permet de préciser efficacement la loi, et je serais heureux de vous entendre dire, monsieur le ministre, que vous voulez bien l'accepter. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Rousselot.

M. René Rousselot. Monsieur le ministre, j'ai l'honneur de vous poser deux questions.

Première question: pour quelles raisons la taxe instituée par l'article 8 de la loi de finances pour 1963 sur les corps gras alimentaires n'a-t-elle jamais été appliquée? Le Gouvernement a, de trimestre en trimestre, retardé la mise en recouvrement de cette taxe. La dernière décision ministérielle porte le n° 595 du 24 septembre 1963. J'ajoute que le produit de cette taxe est destiné au budget annexe des prestations familiales agricoles.

Deuxième question: est-il vrai que les droits sur les huiles de palmier pourraient être ramenés de 7 p. 100 à 3 p. 100?

Ai-je besoin de vous dire, monsieur le ministre, toute l'importance que les producteurs de lait français attachent aux réponses que vous voudrez bien donner à ces deux questions? (Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. On ne comprendrait pas que la discussion générale du budget en deuxième lecture s'achève sans que soit évoquée la situation des anciens combattants et des victimes de la guerre.

Le Sénat, pour exprimer son légitime mécontentement, a rejeté en totalité le budget des anciens combattants en raison du peu de mesures nouvelles qu'il comportait.

La commission mixte a rétabli les dotations qu'avait rejetées le Sénat. A cette occasion, nous voudrions demander à M. le secrétaire d'Etat au budget si lui et son Gouvernement ont tenu compte des multiples observations qui ont été formulées au sujet de ce budget au cours de la discussion en première lecture ainsi que des observations, des critiques et des propositions qui ont été exposées devant le Sénat.

Quand on relit le rapport de M. Vallon, il ne semble pas que le Gouvernement ait tenu compte des protestations et des suggestions émises tant devant cette Assemblée que devant le Sénat. Il ne semble pas non plus avoir tenu compte des protestations émanant des associations, de toutes les associations, d'anciens combattants et victimes de guerre de France.

Une puissante manifestation s'est déroulée le 12 octobre dernier de la place de l'Opéra à la rue Royale. Si les grands invalides, les amputés, les aveugles les plus atteints se sont déplacés à cette occasion, c'est parce qu'ils avaient, d'une part, des griefs à formuler à l'encontre de la politique gouvernementale et, d'autre part, des droits à faire valoir. Puisque nous les députés, nous sommes privés du droit de déposer des amendements, c'est donc au Gouvernement que nous devons demander d'agir. Lui seul en a à présent les moyens !

Monsieur le ministre, êtes-vous enfin décidé à effacer les conséquences du décret du 26 mai 1962 qui, comme vous le savez, ont aggravé la situation des pensionnés de guerre du fait de la non-application loyale et correcte de la loi sur le rapport constant ? A plusieurs reprises, il a été question de réaliser un rattrapage sinon en totalité du moins par étapes, pour essayer de combler le fossé créé par les fameux décrets du 26 mai 1962. Sur ce point, êtes-vous prêt, monsieur le ministre, à revenir à l'état de choses antérieur, c'est-à-dire à abroger les dispositions de ces décrets ?

L'application loyale et correcte du rapport constant supposerait, vous le savez, monsieur le secrétaire d'Etat, l'alignement des pensions d'invalidité sur le traitement d'activité des fonctionnaires qui sont à l'indice 210 brut. Sur ce point encore, êtes-vous décidé à régler le problème dans ce sens, conformément au vœu de tous les anciens combattants et victimes de guerre ?

Je rappellerai qu'en 1961, a été voté dans cet hémicycle un article 55 qui devait figurer dans la loi de finances de 1963. Mais vous vous y êtes opposé, après que l'Assemblée se fut souverainement prononcée sur ce point. Cet article prévoyait encore l'établissement d'un nouveau plan quadriennal et la fin de la disparité entre les taux de retraite du combattant, les combattants de la guerre 1914-1918 bénéficiant d'un taux, tandis que ceux de la guerre 1939-1945 se voient appliquer un taux uniforme, vraiment de misère, de 35 francs par an.

L'article 55 prévoyait également l'attribution d'un pécule aux poilus prisonniers de la guerre 1914-1918. Nous avons obtenu satisfaction sur ce point.

Une fois de plus, je vous demanderai, monsieur le secrétaire d'Etat, si vous êtes décidé à réintroduire dans la loi de finances l'article 55 adopté à deux reprises par l'Assemblée nationale, et, en conséquence, à payer le pécule aux prisonniers de la guerre 1914-1918 qui ne disposent, je crois, que d'un délai de trois semaines pour déposer leur demande.

Certains de ces hommes se trouvent dans des hospices ou dans des maisons de retraite. En tout cas, la plupart sont âgés de soixante-quinze à quatre-vingt-cinq ans. Vous ne pouvez limiter ce délai à trois semaines. N'opposez aucune difficulté à ceux qui risquent de présenter leur demande avec quelque retard.

Je voudrais aussi que vous fixiez les droits des veuves de prisonniers de la guerre de 1914-1918. Cinquante francs — cinq mille anciens francs — ont été accordés à ces hommes. Ne réglez pas cette affaire dans un esprit de braderie ! Messieurs agissez ! Vous le pouvez sans difficulté puisque, ainsi que nous l'avons démontré en première lecture, du fait de la mort d'une masse de parties prenantes, vous disposez dans l'actuel budget de plusieurs dizaines de millions d'anciens francs qui ne seront pas utilisés.

A plusieurs reprises, des hommes de la majorité comme des ministres ont exprimé leur opinion sur la grave injustice que constitue le maintien des forclusions.

Oui, mesdames, messieurs, seuls les anciens combattants sont victimes d'une législation aussi rigoureuse. S'ils n'ont pas déposé dans les délais voulus leur demande pour faire valoir des droits cependant reconnus par la loi, on leur répond : « Vous êtes frappés de forclusion, vous ne pouvez plus invoquer tel droit cependant accordé par la loi ».

Des veuves, des ascendants, des familles de fusillés sent victimes d'une telle injustice, parce qu'ils n'ont pas déposé en temps opportun les demandes nécessaires pour faire homologuer les états de services de leurs proches arrêtés, torturés ou fusillés.

Il conviendrait, mesdames, messieurs, de réaliser l'unanimité sur le plan des forclusions.

Que craignez-vous ?

Certains prétendent : « Si les forclusions sont levées, le nombre des demandes déposées sera trop grand ». Cela revient à reconnaître implicitement l'ampleur de l'injustice actuellement commise.

D'autres estiment : « La suppression des délais de forclusion permettra à certains d'invoquer des droits contestables ». Cela revient à soutenir que l'on doit obligatoirement donner satisfaction à toute demande déposée. Il n'en est pas question. Le dépôt d'une demande n'implique pas qu'elle sera nécessairement satisfaite.

En tout cas, dans cette affaire, ce sont les combattants de la Résistance, c'est-à-dire ceux qui comptèrent parmi les meilleurs, qui se trouvent le plus cruellement frappés.

Pour conclure, je rappellerai le grand nombre d'injustices intolérables que l'on constate également lors du paiement des indemnités dues par le gouvernement fédéral allemand.

Il s'agit des indemnités versées aux victimes, ayants droit et ayants cause du national-socialisme ou nazisme. Etant donné qu'il s'agit de sommes que l'Allemagne est obligée de verser, le Gouvernement français doit appliquer la législation dans un esprit d'humanité. D'autant plus qu'il n'en coûte rien aux finances de l'Etat français.

Des hommes d'origine étrangère, notamment originaires d'Espagne, se sont engagés dans les rangs de la Résistance. Ils ont été déportés. Ils sont morts, après avoir fait preuve d'un esprit de dévouement total à la cause de leur deuxième patrie, la France.

Certains d'entre eux — et j'en connais plus d'un — ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur à titre posthume. D'autres se sont vu décerner la croix de guerre.

Du fait que la nationalité française leur est contestée, leurs familles se voient exclues du bénéfice des indemnités allouées par le gouvernement allemand.

Tout volontaire au service de la France, victime de la bestialité nazie, quelle que soit sa nationalité d'origine, devrait sans réserves bénéficier des indemnités allemandes.

Ce sont, monsieur le secrétaire d'Etat, autant de problèmes que nous ne pouvons pas développer maintenant, mais qu'il était nécessaire d'évoquer.

Nous espérons que vous aurez à cœur de régler le contentieux des anciens combattants qui demeure ainsi posé, car vous n'avez pas le droit de continuer à fermer les yeux sur l'essentiel de ce contentieux. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste et sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Rivain, dernier orateur inscrit.

M. Philippe Rivain. Mes chers collègues, dans l'état où il va être soumis à l'Assemblée nationale, l'article 3 n'est pas une improvisation.

Il est l'aboutissement d'une longue suite de démarches concertées dans le cadre des deux commissions des finances, des deux Assemblées en séance publique et de la commission mixte paritaire, successivement saisies de l'article 3 du projet de loi de finances.

Lorsqu'il a déposé son projet d'assujettissement des plus-values immobilières à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le Gouvernement devait bien se douter qu'il allait soulever une tempête. Trop d'intermédiaires intéressés, trop de groupements disposant de puissants moyens pour alerter l'opinion avaient intérêt à créer l'affolement, à crier au scandale et à la spoliation.

Mes collègues de tous les groupes voudront bien me concéder que les vagues de cette tempête ne les ont pas épargnés. Mais ce sera l'honneur du Parlement d'avoir fait preuve d'un sang-froid exemplaire.

Si je porte cette appréciation, ce n'est pas seulement pour rendre hommage à l'Assemblée nationale qui, après sa commission des finances, a adopté l'article 3 en première lecture à une forte majorité. Je veux aussi remercier M. Denvers — que je regrette de ne pas voir à son banc en cet instant pour lui adresser mon compliment — de nous avoir si clairement exposé son projet de municipalisation du sol qui se présente sans doute comme le point le plus élaboré du programme de l'opposition.

Il a ainsi rendu un service éminent en faisant comprendre que, faute du remède encore modéré proposé par le Gouvernement, on en serait réduit un jour à une opération chirurgicale.

Nos collègues sénateurs, membres de la commission mixte paritaire, nous ont, de leur côté, procuré la surprise agréable de reconnaître sans réserve la légitimité et le bien-fondé de nos intentions. Ils ont accepté sans hésitation — et à l'unanimité — de prendre en considération l'article 3 tel qu'il fut voté en première lecture par notre Assemblée. Il n'est pas jusqu'au représentant du groupe socialiste qui, passant outre aux préventions répandues dans le corps notarial auquel il appartient, n'ait souscrit sans réserve au principe de cette prise en considération.

Est-ce à dire qu'à ce stade de son examen le projet gouvernemental était parfait en tout point ? Le souci légitime d'atteindre la spéculation abusive — et les exemples qui nous ont été donnés pour certaines régions ne permettent pas de douter qu'elle soit souvent honteusement abusive — ne risque-t-il pas d'aboutir à frapper d'honnêtes gens, purs de toute arrière-pensée, de freiner sans discernement toutes les opérations indispensables à la poursuite des programmes de construction ?

Cette préoccupation, la commission des finances l'avait déjà traduite dans une série d'amendements qui tendaient à faire échapper aux conséquences de la loi les opérations qui ne pouvaient être équitablement qualifiées de spéculatives.

En votant l'article 3 en première lecture, l'Assemblée nationale l'avait assorti des réserves que vous connaissez et qui, en dépit de campagnes assez vives, auraient dû permettre de rassurer nombre de personnes de bonne foi qui s'imaginaient, à tort, tomber sous le coup de la loi.

Permettez-moi de dire qu'on a peut-être eu tort de ne pas fournir à l'opinion des exemples concrets de calcul de la plus-value imposable, car beaucoup d'inquiets s'en seraient trouvés rassurés.

Mais il est un secteur qui nous préoccupait spécialement, c'était celui de ces nombreuses provinces françaises où la construction de logements sociaux est si nécessaire pour l'œuvre de décentralisation et devrait pouvoir être menée dans des conditions assez économiques.

La spéculation, quand elle s'y produit, n'y est que modérée ; elle est en tout cas sans commune mesure avec celle des régions bien connues où le prix des terrains a subi depuis quelques années une hausse vraiment vertigineuse sans qu'il en coûtât aucune peine à leurs propriétaires.

Pour tenir compte de cette diversité française qui rend si souvent difficile une législation uniforme, la commission des finances avait adopté un amendement que j'avais eu l'honneur de lui soumettre, d'accord avec mon collègue Antoniaz, et qui excluait du champ d'application de la loi les plus-values réalisées lorsque le prix de cession du terrain serait inférieur à 8 francs le mètre carré.

En séance publique, M. le ministre des finances nous a opposé l'article 40 de la Constitution et je me suis permis de le déplorer à l'époque. Mais la commission mixte paritaire a exprimé, à son tour, la même préoccupation que nous. Nos collègues sénateurs nous ont proposé un amendement que nous avons accepté parce qu'il reprenait, bien que sous une autre forme, l'idée qui nous inspirait. Ce texte prévoit qu'un règlement d'administration publique devra définir les zones dans lesquelles l'article 3 ne sera pas appliqué.

L'intention commune de votre commission des finances et de nos collègues sénateurs, membres de la commission mixte paritaire, sera, je l'espère, comprise par le Gouvernement. S'il accepte, en effet, certaines suggestions de députés de la commission mixte paritaire, tendant à augmenter le montant de la franchise de base, il répondra à notre vœu et rendra sans objet les amendements auxquels nous attachions une grande importance.

Les ventes de terrains à un prix raisonnable et les opérations immobilières dans le milieu rural et dans les régions sous-développées de France s'en trouveront exonérées et, pour la première fois peut-être, pour reprendre la si belle image de notre rapporteur général, la poursuite des gros requins ne se traduira pas pour les honnêtes gens par des traces injustifiées.

Le mouvement de rétention des terrains pourra en outre prendre fin immédiatement dans une vaste partie du territoire français et nous ne pourrions que nous en féliciter. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

La suite du débat est renvoyée à quinze heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures trente-cinq minutes, est reprise à quinze heures, sous la présidence de Mme Jacqueline Thome-Patenotre, vice-présidente.)

PRESIDENCE DE Mme JACQUELINE THOME-PATENOTRE,
vice-présidente.

Mme la présidente. La séance est reprise.

— 2 —

DECLARATION DE L'URGENCE D'UN PROJET DE LOI

Mme la présidente. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 6 décembre 1963.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de l'article 45 de la Constitution le Gouvernement déclare l'urgence du projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Georges POMPIDOU. »

Acte est donné de cette communication.

— 3 —

**MODALITES D'ACCOMPLISSEMENT
DES OBLIGATIONS MILITAIRES**

Communication de M. le Premier ministre.

Mme la présidente. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 6 décembre 1963.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale dans sa séance du 3 décembre 1963 et qui a fait l'objet d'un vote de rejet par le Sénat dans sa séance du 5 décembre 1963.

« Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir statuer définitivement.

« Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Georges POMPIDOU. »

Je rappelle à l'Assemblée que la dernière lecture de ce projet de loi est inscrite à l'ordre du jour du mercredi 11 décembre.

— 4 —

LOI DE FINANCES POUR 1964

Suite de la discussion des conclusions
du rapport de la commission mixte paritaire.

Mme la présidente. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 (n° 707).

Ce matin, l'Assemblée a terminé la discussion générale.

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. Veléry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. Mesdames, messieurs, je répondrai brièvement à certaines des questions qui ont été posées par les orateurs au cours de la discussion générale.

Tout d'abord, en l'absence de M. Charpentier, je répondrai aux questions posées par M. Briot et par M. Lalle.

M. Briot s'était préoccupé du poids des cotisations cadastrales agricoles et il avait demandé que le Gouvernement procède à un examen très attentif de ce problème. En effet, il n'est pas douteux que le poids de ces cotisations cadastrales agricoles est très sensible. J'indiquerai simplement à M. Briot, sans méconnaître l'étendue de ce problème, que dans le budget annexe des prestations sociales agricoles pour 1964 qui vous a été proposé, la part de la profession est, en fait, inférieure à la proportion du tiers qui avait été communément admise. Il n'est donc pas demandé dans ce budget un effort accru à l'agriculture. Au contraire, cet effort, par rapport à la proportion normale, s'inscrit en léger retrait.

M. Briot m'avait aussi posé la question des cotisations de réorption payées par les producteurs de betteraves, question qui a été reprise par M. Lalle. Sur ce point, j'apporterai deux précisions.

sions à l'Assemblée. La première, c'est que la cotisation de résorption qui avait été fixée à 5,72 francs par quintal sera réduite par un arrêté qui est actuellement en cours de signature par mon collègue de l'agriculture et par moi-même. La réduction ramènera cette cotisation de résorption de 5,72 francs à 3 francs et, en même temps, les dates d'appel seront étalées.

La première tranche de perception était de 1,50 franc au 31 décembre; elle est maintenue. La deuxième tranche était de 1,50 franc au 31 janvier; la perception de cette tranche sera reportée au 31 mars. La troisième tranche était de 2,72 francs au 31 mars; elle est supprimée.

Avant le 31 mars 1964, le Gouvernement procédera à un nouvel examen de la question pour tenir compte de l'évolution des prix auxquels aura été écoulée, dans l'intervalle, la production française de sucre.

M. Lalle m'avait posé certaines questions concernant la situation des agriculteurs français d'Algérie et la manière dont seraient remboursés leurs frais culturaux. En fait, une instruction ministérielle du 5 juillet 1963 a fixé les conditions et les modalités de ce remboursement dont la mise en œuvre a été confiée à l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés.

Peuvent bénéficier de ces remboursements les agriculteurs français en Algérie qui ont supporté des dépenses au titre de la campagne 1962-1963 et qui ont été privés des fruits de leur exploitation agricole par suite d'une mesure des autorités algériennes prise entre le 1^{er} janvier et le 2 mai 1963.

Le remboursement effectué est calculé forfaitairement d'après un barème qui tient compte, d'une part, de la nature des cultures et, d'autre part, de la date à laquelle est intervenue, au cours de la campagne, leur cessation d'activité. Les intéressés doivent apporter à l'appui de leur demande une déclaration accompagnée de certaines pièces justificatives. En attendant la liquidation définitive de leurs droits, les exploitants peuvent percevoir une avance à valoir sur ces droits, qui représente, en fonction d'un barème simplifié, environ 25 p. 100 de ce à quoi ils peuvent prétendre.

Enfin sont également désormais reçues et étudiées les déclarations des exploitants qui ont cessé leur activité agricole par suite de mesures des autorités algériennes postérieures au 2 mai 1963.

Jusqu'à présent l'agence a reçu au total 780 déclarations pour une superficie de 210.000 hectares. Les avances qui, je le rappelle, représentent à la date d'aujourd'hui à peu près le quart des sommes qui seront définitivement réglées, s'élèvent à 7.300.000 francs et les avances en cours de mandatement à 2.700.000 francs, soit un total de 10 millions de francs d'avances, c'est-à-dire un milliard d'anciens francs, représentant donc approximativement un règlement définitif de l'ordre de 40 millions de francs en faveur des catégories intéressées.

En ce qui concerne le sucre, M. Lalle voudra bien prendre acte de la réponse que j'ai faite à M. Briot au sujet de la réduction des cotisations de résorption et du fait que la dernière tranche, c'est-à-dire celle du 31 mars 1964, sera réglée en fonction de l'évolution de la commercialisation d'ici là; il a certainement observé que cette commercialisation avait été effectuée, à certains moments, à des prix très favorables, mais que le cours mondial du sucre connaissait de brusques fluctuations, y compris au cours des semaines dernières. C'est donc seulement à l'issue de cette campagne que nous pourrions fixer le chiffre exact.

De plus, il nous faudra tenir compte de certains contrats à long terme, notamment avec les Etats-Unis d'Amérique, et du prix auquel s'effectuent ces livraisons, pour calculer exactement le montant final de la cotisation de résorption désormais réduite.

M. Albert Lalle. Et le sucre en Afrique noire ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. M. Lamps a traité de deux problèmes tout à fait différents.

D'abord, en violation du secret fiscal, il a parlé en termes inexacts de la situation d'un contribuable. Il n'a jamais été question que cette situation particulière — dont je me demande d'ailleurs comment il en est informé — soit réglée dans le sens qu'il a indiqué à l'Assemblée nationale.

D'autre part, soutenant une thèse que je me permets de juger comme étant une thèse de circonstance, il s'est attristé, au nom du groupe communiste, du fait que le demi-décime soit maintenu cette année sur les revenus imposables qui dépassent 36.000 francs par an.

Nous voilà bien loin des thèses traditionnelles du parti auquel appartient M. Lamps ! Je suis persuadé que, si des motifs de circonstance ou d'opportunité peuvent l'amener à défendre cette thèse, il lui sera très difficile — et je me propose dans ce domaine d'accepter toute contradiction — d'expliquer à ses interlocuteurs habituels que le parti communiste voit une disposition fâcheuse dans le fait que les 140.000 contribuables, dont les revenus assujettis à la surtaxe progressive sont les plus élevés, soient soumis à une imposition additionnelle pour l'année 1964. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

J'avais — je dois le dire — plus d'intérêt et plus de sympathie pour la ligne traditionnelle de ce parti car, quelles que soient les différences doctrinales qui m'en séparent, du moins a-t-il le double mérite, d'une part, de la cohésion, d'autre part, de l'honnêteté intellectuelle.

M. René Lamps. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je vous en prie.

Mme la présidente. La parole est à M. Lamps, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. René Lamps. Monsieur le ministre, vous connaissez nos thèses en matière d'imposition. Nous les avons défendues à différentes reprises à cette tribune et vous avez pu remarquer que nous avons toujours lutté pour la justice fiscale.

A ce sujet, je constate que vous n'avez pas relevé mes propos concernant précisément l'injustice flagrante dont sont victimes les salariés qui, dans leur majorité, acquittent la plus grande part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Et leur nombre ne fait que croître en raison du maintien des tranches d'abattement à leurs taux précédents.

M. Michel Boscher. Vous répondez à côté de la question !

M. René Lamps. En ce qui concerne le problème général de l'imposition, nous avons toujours déclaré que nous sommes partisans d'une imposition beaucoup plus importante des grosses sociétés qui bénéficient de dégrèvements sur lesquels nous avons déjà attiré votre attention et qui ont toute votre faveur. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur Lamps, je vous répète que je vous mets au défi d'expliquer devant un auditoire quelconque que, devant l'Assemblée nationale, votre groupe s'est attristé de voir que les 140.000 contribuables dont les revenus soumis à la surtaxe progressive sont les plus élevés, connaîtraient en 1964 un prélèvement supplémentaire auquel vous êtes hostiles. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. René Lamps. J'ai dit simplement que vous n'avez pas fait preuve de beaucoup d'imagination !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. J'ai l'expérience des joutes électorales et sans doute en connaîtrai-je de nouvelles. Je vous remercie d'avoir apporté, à l'adresse de mes futurs interlocuteurs appartenant à votre parti, cette pièce précieuse à mon dossier. (Rires et applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et des républicains indépendants.)

Les dernières questions qui m'ont été posées par M. Rousselot concernaient des problèmes sur lesquels j'ai déjà eu l'occasion de m'expliquer, c'est-à-dire ceux concernant la taxe sur les corps gras et les droits sur les huiles dites palmistes.

S'agissant des huiles palmistes, nous avons procédé à une réduction des droits de douanes de 7 à 3 p. 100. Cette réduction est acquise. Elle ne doit pas perturber le marché des corps gras métropolitains car elle a pour objet d'éponger, seulement en partie d'ailleurs, comme je l'ai indiqué à M. Rousselot, la hausse du prix de ces produits sur le marché mondial. C'est après cette hausse sur le marché mondial que, pour éviter le renchérissement sur le marché français, nous avons procédé à cette baisse. Mais le prix national des produits transformés restera stable et ne constituera pas un élément supplémentaire de concurrence par rapport aux corps gras d'origine animale et de fabrication française.

Quant à la taxe sur les corps gras, elle n'a pas été perçue jusqu'à présent pour des motifs que chacun comprend et qui concernent l'évolution des prix. Mais elle est inscrite dans notre législation et elle devra être perçue aussitôt que ses conséquences ne seront plus considérées comme fâcheuses par rapport à l'évolution des prix moyens français. Autrement dit, le moment de la perception de cette taxe doit être choisi de manière à ne pas perturber l'équilibre de nos prix intérieurs.

Quant aux questions qui m'ont été posées sur l'article 3 et l'imposition des plus-values foncières, je me réserve d'y répondre dans quelques instants, à l'occasion de la discussion des amendements.

M. René Charpentier. Monsieur le ministre, vous n'avez pas, je crois, répondu sur le plan Mansholt.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. J'ai dit effectivement que je ne répondais pas à M. Charpentier parce qu'il n'était pas présent, mais je suis désormais en mesure de lui répondre.

Sur le plan Mansholt, je voudrais m'exprimer avec quelque précaution, car l'examen attentif de ce problème, conduit dans l'intérêt de l'agriculture française, aboutit à des réflexions qui doivent certainement être approfondies. Je tiens à indiquer à M. Charpentier, bien qu'il le sache, que le Gouvernement français est, en principe, favorable à la prise en considération de ce plan. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

Il ne suffit pas, en effet, de fixer un prix unique des céréales. Il faut savoir quelles seront ses conséquences économiques et

financières pour l'ensemble des pays en cause. Or le mécanisme proposé par le plan Mansholt, mécanisme qui mérite assurément examen, prévoit la compensation immédiate de la baisse du revenu dans les pays dans lesquels le prix des céréales serait en diminution, c'est-à-dire essentiellement l'Allemagne fédérale et à certains égards, l'Italie. Il prévoit que cette compensation sera immédiatement perçue sur les ressources communautaires. Or comme, dans le même temps, ce plan ne prévoit pas une affectation croissante des ressources du prélèvement à la Communauté, on peut en concevoir certaines craintes concernant le financement des exportations de la Communauté et, notamment, des exportations de céréales de notre propre pays qui devraient elles-mêmes être prises en charge par la Communauté.

Autrement dit, les conséquences financières de ce plan ne sont pas encore clairement perçues. On risque de s'apercevoir que l'idée, fort séduisante, de l'unification du prix peut conduire à affaiblir dans une certaine mesure les droits que notre agriculture pourrait avoir quant au financement de la résorption de ses propres excédents.

Finalement, le Gouvernement prend une position de principe favorable à la prise en considération du plan Mansholt, mais avant que celui-ci puisse être adopté, certaines implications de caractère financier doivent être soigneusement examinées.

M. René Charpentier. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Volontiers.

Mme la présidente. La parole est à M. Charpentier, avec l'autorisation de l'orateur.

M. René Charpentier. Je m'excuse d'abord, monsieur le ministre, de n'avoir pas été présent au début de la séance ; j'étais à une réunion de groupe.

Je vous remercie de votre réponse. Certes, je reconnais qu'il faut « creuser » ce problème difficile, mais je suis surpris de tant de réserves. Le fait de prévoir un prix unique pour la récolte prochaine signifie que la période transitoire n'existera plus pour les céréales et qu'on en arrivera immédiatement à la phase définitive. On supprime les prélèvements entre les six pays et le problème des quantums ne se pose plus pour la France : les excédents, quand il y en a, deviennent communautaires.

Je suis donc étonné de la prise de position du Gouvernement et j'espère vivement que celui-ci ne défendra pas seulement le principe car, avec ce plan, ce serait l'ensemble de la politique agricole commune qui serait assuré. Sinon, on peut éprouver bien des inquiétudes. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. René Pleven. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous poser une question ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Volontiers.

Mme la présidente. La parole est à M. Pleven, avec l'autorisation de l'orateur.

M. René Pleven. Monsieur le ministre, ma question intéresse un certain nombre de membres de cette Assemblée appartenant d'ailleurs à tous les groupes.

Vous vous rappelez sans doute que, lors de la discussion du IV^e Plan, au mois de juillet 1962, un accord était intervenu entre le Gouvernement et l'Assemblée. Cet accord se trouve enregistré par le texte du plan qui prévoyait le dépôt par le Gouvernement, avant la fin de l'année, d'un projet de loi-programme des investissements publics dans les régions d'entraînement. Pouvez-vous nous dire si le Gouvernement compte bien déposer ce projet dans les délais qui lui sont impartis par la loi ?

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je réponds d'abord à M. Charpentier à propos du plan Mansholt.

M. Charpentier ne m'a pas demandé quelle était la politique du Gouvernement français, mais quelle était notre attitude par rapport à ce plan.

Pour l'information de l'Assemblée, je dois dire que ce plan, si intéressant soit-il, ne résoud pas l'ensemble du problème. Il prévoit, en effet, le raccourcissement de la période de transition concernant les prix, mais ne prévoit pas le raccourcissement de la période concernant le financement.

Autrement dit, dans son état actuel de présentation, il n'y a pas de changement au rythme progressif.

M. Roland Boscardy-Monsservin. Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Volontiers.

Mme la présidente. La parole est à M. Boscardy-Monsservin, avec la permission de l'orateur. Ce sera, j'espère, la dernière interruption.

M. Roland Boscardy-Monsservin. Il s'agit d'un problème qui s'imbrique dans le budget et qui présente une extrême importance.

Le plan Mansholt prévoit expressément qu'à partir de 1964 toutes les ristournes à l'exportation — et cela intéresse particulièrement la France — seront prises en charge par la Communauté.

Je crois donc devoir non pas rectifier, mais mettre au point une affirmation antérieure et souligner que le plan est valable à tous égards du point de vue des intérêts français.

Il est valable, d'une part, parce que, pour autant que nous sommes un pays producteur de céréales, nous avons tout avantage à ce que très vite soit institué un prix commun avec toutes les conséquences qui en découleront, y compris celles sur les prix payés à nos agriculteurs. Il est valable, d'autre part, parce que nous sommes gagnants sur le plan du marché extérieur puisque nous faisons prendre en charge par la Communauté toutes les exportations vers les pays tiers, et nous savons combien nous sommes intéressés à ces exportations. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.)

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ce que dit M. Boscardy-Monsservin est tout à fait exact pour ce qui concerne le problème des dépenses. Par contre, le problème des ressources n'est pas réglé.

En effet, c'est une chose que de dire que la Communauté prendra en charge les dépenses d'exportation, mais la portée de cette décision est tout de même très affaiblie par le fait que le problème des ressources n'est pas traité. Le rythme auquel la Communauté se procurera ces ressources par un prélèvement sur le montant total des prélèvements n'est, en réalité, pas modifié dans le plan tel qu'il est actuellement connu.

M. René Charpentier. La Communauté est importatrice.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur Charpentier, je m'excuse de vous dire que nous avons étudié attentivement le dossier. L'affaire ne se présente pas exactement dans les termes que vous imaginez.

Jusqu'à présent, il n'y avait à la charge de la Communauté que des ressources de résorption d'excédents, ressources qui devaient être couvertes par un prélèvement croissant sur le montant des prélèvements. Le plan Mansholt ajoute à cette charge, qui est d'ailleurs inévitable dans cette optique, la perte de revenu des agriculteurs dans les pays dans lesquels les prix seraient diminués. Cela veut dire que si les ressources financières ne changent pas, la dépense correspondante ne sera plus uniquement la dépense de résorption des excédents, mais aussi la dépense provenant de la perte de revenu dans les pays où ce revenu est diminué.

Dans cette hypothèse, la dépense pour perte de revenu, qui n'avait pas été prévue dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie, représentera un prélèvement sur les ressources de la Communauté, prélèvement qui en fait épuisera à peu près totalement les ressources sur lesquelles nous comptons nous-mêmes pour financer nos excédents.

Le mécanisme du plan Mansholt fait donc apparaître des dépenses en regard desquelles il n'y aurait pas de ressources. Pour qu'il y ait des ressources plus fortes, il faudrait que le prélèvement en faveur de la Communauté s'accroisse à un rythme plus rapide que celui qui a été prévu jusqu'ici. Or vous savez que nos partenaires ne sont pas d'accord jusqu'à présent, et même certains de nos grands partenaires ont fixé des pourcentages maxima qui devraient être appliqués dans les premières années de fonctionnement de ce mécanisme. Aussi nous trouvons-nous actuellement en face d'un programme intéressant, que le Gouvernement français prend en considération, mais qui est financièrement déséquilibré puisqu'il crée des charges nouvelles pour la Communauté sans créer les ressources correspondantes.

La question qui se pose est donc de savoir si, parallèlement à ces charges, nous pourrions obtenir, en ce qui nous concerne, que le prélèvement communautaire soit plus important qu'il n'avait été prévu à l'origine. Autrement dit, qu'il soit accéléré dans la mesure où le rapprochement du prix des céréales sera lui-même accéléré.

Aussi, dans cette négociation importante et intéressante, le Gouvernement français apportera-t-il les éléments de complément qui paraissent nécessaires pour que cette politique céréalière commune puisse être mise en place.

Quant à M. Pleven, je lui indique que le Gouvernement a effectivement l'intention de déposer un projet de loi de programme d'investissement pour les régions d'entraînement, conformément à l'obligation législative qui lui en est faite. J'indique que nous avons été retardés jusqu'ici par les difficultés assez considérables d'établissement de ce texte. Elles proviennent d'abord du fait qu'il n'existe pas de définition législative des régions d'entraînement. M. Pleven conviendra

qu'il est assez difficile d'écarter a priori certaines régions d'une telle loi-programme.

M. Lionel Tinguy. Il faut associer la Vendée à la Bretagne, monsieur le ministre.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. La seconde difficulté tient au fait que nous sommes entre deux plans, puisqu'il ne nous reste plus, en réalité, qu'une année d'investissement couverte au titre du plan en cours. La loi programme d'investissement sera donc nécessairement réduite à deux ans: l'année budgétaire et l'année suivante. Il est essentiel que cette loi puisse se raccrocher aux travaux de V^e plan.

Néanmoins, comme l'engagement en a été pris à la suite du vote du Parlement, et quelles que soient les difficultés soulevées par l'élaboration de ce texte, le Gouvernement déposera le projet de loi de programme d'investissement pour les régions d'entraînement. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mme la présidente. La parole est à M. Lalle.

M. Albert Lalle. Quoique je ne sois pas tout à fait d'accord sur vos réponses, je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir répondu à quelques-unes de mes questions.

Toutefois, je me permets de vous rappeler que je vous en ai posé deux autres. L'une concernant le prix du sucre vendu en Afrique noire, l'autre relative au report de l'application du décret du 29 décembre 1962 qui modifie la base d'imposition frappant les propriétés non bâties dès 1964. J'aimerais obtenir une réponse à ces questions.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Fort heureusement pour M. Lalle et pour moi, ces questions ne sont pas en relation directe avec les articles sur lesquels l'Assemblée nationale doit se prononcer.

Comme un autre texte financier est en instance — le collectif — j'apporterai à l'occasion du débat sur ce projet de loi les réponses souhaitées par M. Lalle.

Mme la présidente. La parole est à M. Schumann.

M. Maurice Schumann. Monsieur le ministre, vous n'avez pas répondu aux nombreuses questions qui ont été posées par plusieurs de nos collègues à propos de l'article 45 bis. Entre autres, vous n'avez pas dit si, comme je l'espère encore, vous acceptiez l'amendement déposé par MM. Collette, Moulin, Vendroux et par vingt-cinq de nos collègues, et dont je suis moi-même cosignataire.

M. Roland Boscary-Monsservin. En ce qui concerne cet amendement, j'indique à M. Schumann que je ne suis pas du tout d'accord avec lui.

Mme la présidente. Monsieur Boscary-Monsservin, je ne puis laisser s'instaurer un dialogue entre députés.

M. Roland Boscary-Monsservin. Madame la présidente, l'amendement de M. Schumann viendra-t-il en discussion ? Dans l'affirmative, je me réserve d'intervenir contre.

M. Maurice Schumann. Mon cher collègue, je suis seulement cosignataire de l'amendement.

Mme la présidente. Monsieur Boscary-Monsservin, l'amendement auquel M. Schumann fait allusion ne sera mis en distribution que s'il a l'accord du Gouvernement, puisque nous discutons des propositions de la commission mixte paritaire.

M. Roland Boscary-Monsservin. Je tiens à dire, au nom des régions déshéritées ou pauvres, que je ne suis nullement d'accord avec M. Schumann.

M. Henri Collette. Nous le savons !

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je ne voudrais pas ouvrir un débat qui risquerait vraisemblablement d'être tumultueux et en tout cas fort long.

Le débat relatif à l'article 45 bis n'oppose pas le Gouvernement à l'Assemblée. En réalité, c'est un débat interne à l'Assemblée, en ce sens qu'il oppose certaines régions agricoles à d'autres.

Il s'agit, en effet, d'une cotisation de répartition dont le montant total est fixé par les textes budgétaires et dont seules les modalités de répartition sont actuellement en cause.

Certaines régions, qui ont trouvé de fort éloquentes porte-parole, se préoccupent — et ceci est très explicable — du montant de ces cotisations assises sur le revenu cadastral. A l'inverse, d'autres régions — dont M. Boscary-Monsservin me paraissait tout prêt à devenir le porte-parole — estiment que cette répartition, pour inquiétante qu'elle soit, traduit tout de même la différence de revenu cadastral qui existe entre telle ou telle région agricole française et telle ou telle autre. Si bien que le débat en question est un débat interne à l'Assemblée nationale.

Ce débat a été tranché — je le reconnais volontiers — dans des conditions peut-être imparfaites à l'occasion du vote du budget de l'agriculture, où un amendement du type de celui

qui vient d'être rappelé par M. Maurice Schumann a été rejeté par l'Assemblée nationale.

Quand l'affaire est venue devant la commission mixte, celle-ci n'a pas retenu un tel amendement. Dans ces conditions, face à un vote négatif de l'Assemblée nationale et à un vote également négatif de la commission mixte, le Gouvernement ne peut évidemment pas rouvrir le débat.

J'indique toutefois à M. Maurice Schumann — et il ne s'agit pas là d'une manœuvre dilatoire — que, sur ce point, l'Assemblée nationale peut naturellement approfondir ses réflexions et qu'il peut déposer le même amendement sur le collectif, s'il parvient à réunir une majorité au sein de l'Assemblée.

C'est, en effet, un problème très délicat que de savoir si le critère actuel est équitable et si celui qu'on nous propose à sa place l'est davantage. Pour ma part, je ne suis pas certain que le plafonnement en soi constitue une notion nécessairement très juste. Il serait préférable — me semble-t-il — que tous ceux qui se préoccupent de ce problème, lequel intéresse diverses régions de structures économiques et sociales différentes se réunissent avant le prochain débat sur le collectif, c'est-à-dire avant la semaine prochaine, et étudient s'il y a lieu de modifier cette répartition.

Il s'agit là d'un problème auquel le Gouvernement n'opposera pas d'argument de caractère constitutionnel, puisqu'il n'y a pas d'article 40 à opposer dans cette affaire, étant donné que c'est une question de répartition.

Néanmoins, s'agissant d'une répartition entre les différentes régions, je crois que nous ne devons pas traiter ce problème à l'occasion d'un amendement examiné en séance publique. Il serait préférable que les différents groupes aient pu au préalable mesurer les implications d'un texte de cette nature pour les différentes régions et pour les différents types de culture. (Applaudissements sur divers bancs.)

Mme la présidente. Je donne lecture du texte élaboré par la commission mixte paritaire :

PREMIERE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier.

TITRE I^{er}

Dispositions relatives aux ressources.

I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS

« Art. 2. — Pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques du au titre de l'année 1963 :

« 1^o Le taux de 65 p. 100 figurant à la dernière ligne du barème prévu à l'article 197 du code général des impôts est porté à 66,5 p. 100 ;

« 2^o Les cotisations établies par voie de rôles sont majorées de 5 p. 100 lorsque le revenu servant de base à l'imposition est supérieur à 36.000 francs.

« Cette majoration est calculée après application, le cas échéant, de la réduction d'impôt et de la décade visées respectivement aux articles 198 et 198 ter du code précité, mais avant déduction, s'il y a lieu, du crédit ouvert aux contribuables en vertu des dispositions de l'article 199 ter du même code. »

« Art. 2 bis. —

« Art. 3. — I. — 1. Les plus-values réalisées par les personnes physiques à l'occasion de la cession à titre onéreux ou de l'expropriation de terrains non bâtis ou de droits portant sur ces terrains sont soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les conditions fixées par le présent article.

« Ces dispositions sont applicables aux plus-values réalisées par les sociétés visées à l'article 8 du code général des impôts dans les conditions prévues à cet article.

« 2. Sont également soumis aux dispositions du présent article les terrains qui supportent des constructions de faible importance ou pouvant être considérées comme destinées à être démolies, eu égard, d'une part, à leur valeur et, d'autre part, au prix de cession ou à l'indemnité d'expropriation.

« Un terrain est réputé insuffisamment bâti lorsque la superficie développée des bâtiments est inférieure à un pourcentage de la contenance cadastrale de ce terrain fixé par décret, compte tenu, le cas échéant, des règlements d'urbanisme. Ce chiffre ne pourra excéder 15 p. 100.

« Les bâtiments existant sur un terrain sont réputés destinés à être démolis lorsque leur valeur intrinsèque, appréciée en fonction du coût de la construction au jour de la réalisation de la plus-value, et compte tenu de leur état d'ancienneté et d'entretien à la même date, est inférieure à un pourcentage du prix de cession ou de l'indemnité d'expropriation qui sera fixé par décret, eu égard au rapport normal constaté entre le prix d'acquisition des terrains et le coût des constructions nouvelles. Ce chiffre ne pourra excéder 30 p. 100.

« 3. Toutefois, les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de terrains à usage agricole ou de terrains supportant une construction ne sont pas imposables lorsque le prix de cession ou l'indemnité d'expropriation ne permet pas de considérer qu'il s'agit de terrains à bâtir, ou lorsque la preuve contraire est apportée par l'acquéreur.

« Sont réputés remplir cette condition :

« 1° Les terrains à usage agricole ou forestier dont le prix de cession ou l'indemnité d'expropriation n'excède pas, au mètre carré, un chiffre fixé par décret, compte tenu, notamment, de la nature des cultures. Ce chiffre ne pourra être inférieur à 25 francs pour les vignobles à appellation contrôlée et les cultures florales, à 8 francs pour les cultures fruitières et maraichères et à 3 francs pour les autres terrains agricoles ;

« 2° Les terrains supportant des immeubles à usage d'habitation lorsque le prix de cession ou l'indemnité d'expropriation, déduction faite de la valeur intrinsèque des constructions, ne dépasse ni un chiffre global fixé par décret, ni au mètre carré un chiffre également fixé par décret, compte tenu du prix normal des terrains. Ces chiffres ne pourront être inférieurs respectivement à 50.000 francs et à 8 francs.

« 4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, sont réputés terrains non bâtis, au sens du présent article, tous terrains à bâtir et biens assimilés dont la cession ou l'expropriation entre dans le champ d'application des articles 27-I ou 49-I de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963.

« 4 bis. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux terrains grevés d'une servitude publique *non ædificandi* lorsque le prix de cession au mètre carré n'excède pas 8 francs.

« II. — I. La plus-value imposable est constituée par la différence entre les deux termes ci-après :

« a) Le prix de cession du bien ou l'indemnité d'expropriation à l'exclusion de la valeur correspondant aux installations cheptel végétal et récoltes existant sur les terrains à usage agricole ;

« b) Une somme égale au prix pour lequel ce bien a été acquis à titre onéreux par le contribuable ou par ses auteurs ou à la valeur retenue pour l'assiette des droits de mutation à titre gratuit, si le bien est entré dans le patrimoine du vendeur soit par voie de donation antérieure au 1^{er} septembre 1963, soit par voie de succession ou de donation-partage visée à l'article 1075 du code civil.

« Cette somme est majorée forfaitairement de 25 p. 100 pour tenir compte des frais d'acquisition et des impenses. Toutefois, le contribuable est admis à justifier du montant réel des frais d'acquisition et des impenses.

« Le prix d'acquisition ainsi défini est majoré de 3 p. 100 pour chaque année écoulée depuis l'entrée du bien dans le patrimoine du contribuable ou dans celui de ses auteurs, ou depuis la réalisation des impenses.

« La somme globale ainsi obtenue est réévaluée en faisant application des coefficients prévus pour la réévaluation des immobilisations à l'article 21 de l'annexe III au code général des impôts et en tenant compte, le cas échéant, de la date de la réalisation des impenses.

« 2.

« 3. Lorsque les biens ont été acquis à titre onéreux ou à titre gratuit par le contribuable antérieurement au 1^{er} janvier 1950, celui-ci peut substituer au second terme de la différence tel qu'il est défini au 1^{er} ci-dessus une somme forfaitaire égale à 30 p. 100 du prix de cession ou de l'indemnité d'expropriation. Ce taux peut être modifié par décret en fonction des variations de l'indice du coût de la construction.

« 4. Si la cession ou l'expropriation fait apparaître une moins-value, celle-ci ne peut s'imputer que sur les plus-values de même nature réalisées par le contribuable.

« 5. Lorsqu'à la suite d'une proposition de redressement notifiée dans les conditions prévues à l'article 177 du code général des impôts, il subsiste, sur une question de fait, un désaccord relatif à la détermination de la plus-value, celui-ci peut être soumis par l'administration ou par le redevable à la commission départementale des impôts directs. Dans ce cas, les membres non fonctionnaires de cette commission sont remplacés par les personnes désignées aux 5° et 6° de l'article 1898-I du code général des impôts.

« Le chiffre fixé par la commission est retenu pour l'établissement de l'imposition sous réserve du droit de recours du contribuable devant la juridiction contentieuse.

« III. — 1. Les plus-values visées au paragraphe II qui précède ne sont pas imposables lorsque leur montant total pour une année n'excède pas 30.000 F, avant application, le cas échéant, des dispositions de l'article 163 du code général des impôts.

« Lorsque ce montant est compris entre 30.000 F et 60.000 F, il est diminué d'une somme égale à la différence existant entre 60.000 F et ledit montant.

« Ces limites sont portées respectivement à 60.000 F et 120.000 F pour les plus-values réalisées en 1963.

« Les plus-values déterminées dans les conditions définies aux trois alinéas qui précèdent ne sont retenues dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qu'à concurrence de 50 p. 100 de leur montant si le bien cédé a été acquis par voie de succession ou de donation-partage visée à l'article 1075 du code civil, ou de 70 p. 100 dans le cas contraire.

« Les pourcentages de 50 p. 100 et 70 p. 100 sont respectivement ramenés à :

« — 30 p. 100 et 50 p. 100 pour les plus-values réalisées en 1963 et 1964 ;

« — 35 p. 100 et 55 p. 100 pour les plus-values réalisées en 1965 ;

« — 40 p. 100 et 60 p. 100 pour les plus-values réalisées en 1966 ;

« — 45 p. 100 et 65 p. 100 pour les plus-values réalisées en 1967.

« Pour l'application des dispositions qui précèdent, une plus-value ne peut être considérée comme réalisée au cours d'une année déterminée que si l'acte de cession est présenté à la formalité de l'enregistrement avant le 1^{er} février de l'année suivante.

« Les pourcentages d'abattement prévus aux quatrième et cinquième alinéas ci-dessus sont majorés de dix points lorsque la plus-value est dégagée à l'occasion de la cession, à titre onéreux et à l'amiable, de terrains non bâtis ou de droits portant sur ces terrains, à l'Etat, les collectivités publiques, les collectivités locales et, après accord des collectivités locales et avis de l'administration des domaines, à des organismes d'H. L. M. et leurs unions et à des organismes dont la liste sera établie par décret.

« 2. Lorsqu'elle est réalisée par un contribuable qui n'a pas son domicile réel en France, la plus-value donne lieu à la perception d'un prélèvement perçu au moment de la présentation à la formalité de l'enregistrement de l'acte de cession ou de la déclaration y afférente ou, en cas d'expropriation, dans le délai d'un mois à dater du paiement de l'indemnité ou, le cas échéant, de la notification de sa consignation.

« Ce prélèvement est égal à 50 p. 100 de la plus-value taxable telle qu'elle est définie au 1^{er} ci-dessus. Il est à la charge exclusive du cédant et est établi et recouvré suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que les droits d'enregistrement. Il s'impute sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre de l'année de la réalisation de la plus-value ; il ne peut être restitué.

« IV. — Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

« 1° Aux bénéficiaires soumis aux dispositions de l'article 35 du code général des impôts ou à l'article 4 de la présente loi ;

« 2° Aux plus-values afférentes à des immeubles figurant à l'actif d'une entreprise relevant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices industriels ou commerciaux, sauf si elles sont consécutives à une cession ou cessation, totale ou partielle d'entreprise.

« V. — Les dispositions des I, II, III-1 et IV du présent article sont applicables aux plus-values afférentes aux cessions ou aux expropriations intervenues depuis le 1^{er} janvier 1963.

« L'article 999 *quater* du code général des impôts est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1964. Les dispositions du III-2 du présent article prennent effet à compter de la même date.

« VI. — 1. Les dispositions des I à V ci-dessus sont applicables, sous réserve des adaptations nécessaires qui seront apportées par le décret en Conseil d'Etat prévu au VII ci-dessus, aux cessions à titre onéreux des actions, parts sociales, parts bénéficiaires ou obligations convertibles émises par les sociétés dont l'actif est constitué principalement par des biens visés au I ci-dessus.

« 2. Les sociétés visées à l'alinéa précédent doivent :

« 1° Subordonner à la production soit de l'expédition d'un acte authentique, soit d'un acte sous seings privés préalablement enregistré, tout transfert ou toute inscription sur les registres sociaux, consécutifs à une cession de leurs actions, parts sociales, parts bénéficiaires ou obligations convertibles ;

« 2° S'il s'agit de sociétés par actions, prévoir dans leurs statuts que les actions, parts sociales, parts bénéficiaires ou obligations convertibles émises par elles revêtent, obligatoirement, la forme nominative.

« Les sociétés existant à la date du 1^{er} janvier 1964 devront procéder avant le 1^{er} juillet de la même année à la modification de leurs statuts pour les mettre en harmonie avec les dispositions qui précèdent.

« 3. Les porteurs d'actions, de parts sociales, de parts bénéficiaires ou d'obligations convertibles émises sous la forme au porteur par lesdites sociétés, devront demander la conversion de leurs titres au nominatif avant le 1^{er} octobre 1964.

« 4. En cas d'observation des dispositions du 2 ci-dessus ou des obligations qui leur seront imposées par le décret en

Conseil d'Etat prévu au VII ci-dessous, les sociétés visées audit 2 seront redevables d'une amende fiscale égale à 10 p. 100 de leur actif net.

« Les titulaires des titres visés au 3 ci-dessus qui n'auront pas observé les prescriptions de cette disposition ne pourront ni exercer aucun des droits attachés auxdits titres, ni percevoir aucun dividende, intérêt ou arrérage, ni céder leurs droits. En outre, ils seront redevables solidairement, le cas échéant, avec les cessionnaires d'une amende fiscale égale à 50 p. 100 de la valeur de leurs titres.

« Ces amendes sont recouvrées comme en matière de retenue à la source sur le revenu des capitaux mobiliers.

« VII. — Les conditions d'application du présent article seront précisées par un décret en Conseil d'Etat qui fixera notamment les exceptions qui pourront être prévues en faveur de certaines sociétés pour l'application du VI ci-dessus, en particulier, des sociétés dont l'activité consiste uniquement ou principalement en immeubles loués ou affectés par elles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel et qui, par leur construction ou leurs aménagements, sont spécialement adaptés à la réalisation de cet objectif. »

« Art. 4. — I. — Sous réserve des exemptions dont pourront bénéficier les zones dont la délimitation sera fixée par un règlement d'administration publique, les dispositions des alinéas a, b et c du 3^o de l'article 35 du code général des impôts sont abrogées.

« L'exonération prévue à l'alinéa d du même 3^o en faveur des opérations de lotissement faites suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 7 du décret n^o 59-898 du 28 juillet 1959 est subordonnée à la condition que le terrain ait été acquis par voie de succession.

« II. — Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 34 et 35 du code général des impôts et de celles de l'article 8 de ce code, les profits réalisés par les personnes qui cèdent des immeubles ou fractions d'immeubles bâtis ou non bâtis, autres que des terrains à usage agricole visés au I-3^o de l'article 3 de la présente loi, qu'elles ont acquis ou fait construire depuis moins de cinq ans sont soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la taxe complémentaire au titre des bénéfices industriels et commerciaux, à moins qu'elles justifient que l'achat ou la construction n'a pas été fait dans une intention spéculative.

« Cette dernière condition est notamment réputée remplie lorsque l'immeuble a été, depuis son acquisition ou son achèvement, occupé personnellement par l'acquéreur ou le constructeur ou par son conjoint, ses ascendants ou descendants et que sa cession est motivée par une meilleure utilisation familiale ou un changement de résidence du redevable.

« Le même régime est applicable aux profits réalisés à l'occasion de la cession de droits immobiliers ou mobiliers se rapportant aux immeubles définis ci-dessus, ainsi qu'aux profits provenant de la cession des titres visés au VI-1 de l'article 3 de la présente loi.

« Le profit imposable est diminué d'une somme de 3 p. 100 par année écoulée depuis l'entrée du bien dans le patrimoine du contribuable ou dans celui de ses auteurs ou depuis la réalisation des impenses.

« II bis. — En cas de lotissement de terrain, le prix de revient du terrain à retenir pour le calcul du bénéfice imposable est déterminé dans les conditions prévues au II (1 à 3) de l'article 3 de la présente loi :

« 1^o Lorsque le terrain loti provient de succession ou a été acquis avant le 1^{er} janvier 1940 et est demeuré en exploitation agricole ;

« 2^o Lorsque le lotissement est réalisé suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 7 du décret n^o 59-898 du 28 juillet 1959 par une personne n'ayant pas la qualité de marchands de biens et assimilés.

« En cas de cession par un contribuable d'immeubles ou de fractions d'immeubles qu'il a construits ou fait construire, la même règle est applicable pour la détermination du prix de revient du terrain à retenir pour le calcul du bénéfice imposable lorsque ce bénéfice est soumis au prélèvement de 15 p. 100 institué par l'article 28-IV de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963 et que le paiement de ce prélèvement libère ledit bénéfice de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire.

« Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, le prix de revient du terrain doit être déterminé en faisant abstraction des impenses et autres travaux de construction.

« III. — Les donations entre vifs ne sont pas opposables pour l'application des dispositions du présent article et de celles de l'article 35 du code général des impôts.

« IV. — Les dispositions de I à III ci-dessus s'appliqueront aux profits réalisés à l'occasion des cessions intervenues depuis le 1^{er} janvier 1963.

« Toutefois, les profits provenant des opérations de lotissement visées au II bis seront soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la taxe complémentaire dans les conditions prévues au III-1 de l'article 3 de la présente loi lorsqu'ils auront été réalisés en 1963.

« V. — Sous réserve des dispositions de l'article 28-IV de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963, les profits visés au présent article et à l'article 35 du code général des impôts donnent lieu à la perception d'un prélèvement de 50 p. 100 lorsqu'ils sont réalisés par des contribuables ou par des sociétés quelle qu'en soit la forme, qui n'ont pas d'établissement en France.

« Ce prélèvement est à la charge exclusive du cédant ; il est établi et recouvré suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que les droits d'enregistrement.

« Il s'impute sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire ou de l'impôt sur les sociétés dus par le cédant au titre de l'année de la réalisation des profits. Il ne peut être restitué.

« Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1964.

« VI. — Les dispositions du présent article ne modifient pas les règles particulières prévues par les articles 28 et 29 de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963 pour les opérations de construction.

« Un décret en Conseil d'Etat fixera, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article. »

« Art. 5. — I. — Sous réserve des dispositions des articles 28 et 29 de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963, les plus-values réalisées par les entreprises passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre des bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, à l'occasion de la cession d'immeubles ou droits visés au paragraphe I de l'article 3 de la présente loi, ne sont admises au bénéfice de l'exonération sous condition de emploi prévue à l'article 40 du code général des impôts que si le réinvestissement auquel cette exonération est subordonnée est fait en éléments définis par décret ou est agréé dans les conditions fixées par un arrêté du ministre des finances et des affaires économiques. Le décret prévu ci-dessus devra autoriser, notamment, le emploi en éléments d'actif amortissables.

« II. — Le même régime est applicable aux plus-values provenant de la cession des titres des sociétés définies au VI-1 de l'article 3 susvisé.

« III. — Les dispositions du présent article s'appliqueront aux plus-values afférentes aux cessions intervenues depuis le 1^{er} janvier 1963. »

« Art. 6. — Lorsque les plus-values visées aux articles 3 à 5 de la présente loi ont été soumises au prélèvement prévu à l'article 999 quater du code général des impôts, celui-ci s'impute sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la taxe complémentaire ou de l'impôt sur les sociétés dans les bases desquels lesdites plus-values sont comprises en application des dispositions précitées.

« Les dispositions du VII de l'article 999 quater susvisé ne sont pas applicables dans le cas prévu au présent article. »

« Art. 7. — Sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions de l'article 1835 du code général des impôts est nulle et de nul effet toute promesse unilatérale de vente afférente à un immeuble, à un droit immobilier, à un fonds de commerce, à un droit à un bail portant sur tout ou partie d'un immeuble ou aux titres des sociétés visées à l'article 30 de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963 ou au VI de l'article 3 de la présente loi, si elle n'est pas constatée par un acte authentique ou par un acte sous seings privés enregistré dans le délai de dix jours à compter de la date de son acceptation par le bénéficiaire. Il en est de même de toute cession portant sur lesdites promesses qui n'a pas fait l'objet d'un acte authentique ou d'un acte sous seings privés enregistré dans les dix jours de sa date. »

« Art. 8. — I. — Une taxe de régularisation des valeurs foncières peut être mise à la charge des propriétaires de terrains nus ou bâtis ou des droits y afférents situés dans les zones en voie d'urbanisation ou de rénovation où sont réalisés des équipements publics d'infrastructures à la charge des collectivités locales.

« Ces zones sont délimitées et la taxe est instituée, sur proposition des collectivités locales ou des groupements de collectivités locales intéressés, par arrêté du préfet. Cet arrêté fixe la densité moyenne de construction qui est définie par le rapport entre le volume total des bâtiments qui peuvent être édifiés dans la zone et la surface de cette zone où la construction est autorisée.

« A défaut de proposition de la ou des collectivités locales intéressées, le préfet peut saisir celles-ci pour avis d'un projet de délimitation de zone. Passé un délai de six mois ou dans le cas d'un avis défavorable, la zone peut être délimitée et la

taxe peut être instituée par arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur et du ministre de la construction.

« La taxe est perçue au profit exclusif de la ou des collectivités locales intéressées.

« II. — La taxe est assise sur le volume des bâtiments dont l'édification est prévue ou constatée. Toutefois, la base d'imposition ne peut être inférieure au produit de la superficie de la ou des parcelles considérées — dans la mesure où elle est utilisable pour la construction — par la densité moyenne définie au I ci-dessus, sous réserve des servitudes de droit public ou de la réglementation qui limiteraient la construction.

« III. — Le taux est fixé à 10 francs par mètre cube. Ce taux pourra être modifié par décret dans la limite de 20 p.100 en plus ou en moins.

« IV. — La taxe est due dès le début des travaux de construction ou, à défaut de construction, à l'expiration du délai prévu à l'article 21 du décret n° 61-1036 du 13 septembre 1961 pris en application de l'article 87 du code de l'urbanisme et de l'habitation. Toutefois, pour les constructions existant avant l'institution de la taxe et pour les terrains non bâtis, elle est due à l'expiration d'un délai de deux ans après la publication en mairie d'un arrêté préfectoral constatant l'achèvement des travaux d'équipement.

« V. — La taxe est due par la personne qui est propriétaire de l'immeuble ou des droits y afférents à la date du fait générateur tel qu'il est défini au IV ci-dessus. Ce redevable est tenu de faire une déclaration dans des conditions qui seront fixées par décret.

« Dès l'institution de la taxe, tout acte portant mutation de terrains nus ou bâtis ou de droits y afférents situés à l'intérieur de la zone, doit contenir l'indication du montant de la taxe. Le refus de la formalité de l'enregistrement est opposable, dans les conditions prévues à l'article 857 bis du code général des impôts, aux actes qui ne contiendraient pas cette indication.

« Sont exclus du champ d'application de la taxe les terrains nus ou bâtis visés aux articles 1383-1° à 3° et 1400-1° à 3° du code général des impôts.

« VI. — La taxe est exclusive de toute participation des constructeurs à des dépenses d'équipements publics telle qu'elle est prévue par l'article 28-3° de la loi n° 57-908 du 7 août 1957.

« La redevance de raccordement à l'égout telle qu'elle est prévue à l'article 35-4 du code de la santé publique, ne peut être demandée à l'intérieur des périmètres où la taxe a été instituée.

« VII. — Le recouvrement de la taxe est poursuivi comme en matière de contributions directes. Toutefois, la taxe ne se prescrit qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la survenance du fait générateur. La taxe n'est pas admise en déduction pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la taxe complémentaire ou de l'impôt sur les sociétés.

« VIII. — La loi n° 61-691 du 3 juillet 1961 relative à l'institution de la redevance d'équipement est abrogée.

« IX. — La redevance départementale instituée par l'article 65 de la loi du 23 décembre 1960 n'est pas perçue dans les périmètres où la taxe est instituée.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

« Il fixera notamment :

« — les conditions dans lesquelles pourront être exonérés en tout ou partie les propriétaires de terrains, compris dans la zone, sur lesquels des bâtiments auront été édifiés avant l'institution de la taxe ;

« — les modalités de répartition du produit de la taxe lorsque la zone s'étend sur le territoire de plusieurs collectivités locales ;

« — les dispositions transitoires que l'application du présent article pourra comporter.

« Art. 10. — Les quantités de carburant pouvant en 1964 donner lieu au dégrèvement institué par l'article 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951 modifiée sont fixées à 510.000 mètres cubes d'essence et à 24.500 mètres cubes de pétrole lampant. »

II. — RESSOURCES AFFECTÉES

« Art. 13. — L'application des dispositions de l'article 5 de la loi de finances pour 1961 (n° 60-1384 du 23 décembre 1960) est prorogée en 1964. »

TITRE II

Dispositions relatives aux charges.

« Art. 15 bis. — Le premier alinéa de l'article 1606 du Code général des impôts est remplacé par la disposition suivante :

« Il est perçu dans la métropole, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, une cotisation égale à 6 p. 100 du revenu imposable à la contribution foncière de la propriété non bâtie. »

TITRE III

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

« Art. 16. — 1. — Pour 1964, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux chiffres suivants :

DESIGNATION	RESSOURCES	PLAFONDS
	(En millions)	des charges. (de francs.)
A. — Opérations à caractère définitif.		
Budget général.		
Ressources	86.661	»
Dépenses ordinaires civiles	»	57.024
Dépenses en capital civiles	»	9.042
Domages de guerre	»	420
Dépenses ordinaires militaires	»	10.726
Dépenses en capital militaires	»	9.101
Totaux (budget général)	86.661	86.313
Budgets annexes.		
Caisse nationale d'épargne	884	884
Imprimerie nationale	119	119
Légion d'honneur	21	21
Ordre de la Libération	1	1
Monnaies et médailles	136	136
Postes et télécommunications	7.147	7.147
Prestations sociales agricoles	3.965	3.965
Essences	597	597
Poudres	342	342
Totaux (budgets annexes)	13.212	13.212
Comptes spéciaux du Trésor.		
Comptes d'affectation spéciale	3.296	3.112
Totaux (A)	103.169	102.637
Excédent des ressources sur les charges définitives de l'Etat (A)	532	»
B. — Opérations à caractère temporaire.		
Comptes spéciaux du Trésor :		
Comptes d'affectation spéciale	28	78
Comptes de prêts :		
	Ressources.	Charges.
Habitations à loyers modérés	325	2.950
Fonds de développement économique et social	941	2.835
Prêts du titre VIII	»	201
Autres prêts	64	320
Totaux (comptes de prêts)	1.330	6.306
Comptes d'avances	7.239	7.390
Comptes de commerce	»	78
Comptes d'opérations monétaires	»	— 62
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	»	73
Totaux (B)	8.597	13.863
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B)	»	5.266
Découvert du Trésor	»	4.734

« II. — Le découvert du Trésor évalué ci-dessus sera financé par des ressources d'emprunts et de trésorerie.

« Le ministre des finances et des affaires économiques est en outre autorisé à procéder, en 1964, dans des conditions fixées par décret :

« — à des opérations facultatives de conversion de la dette publique et de reconversion ou de consolidation de la dette flottante ainsi que de la dette à échéance massive de la trésorerie ;

« — à des émissions de rentes perpétuelles et de titres à long ou court terme pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie, et notamment les charges résultant de l'amortissement de la dette publique. »

DEUXIEME PARTIE

Moyens des services et dispositions spéciales.

TITRE I^{er}

Dispositions applicables à l'année 1964.

A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF

I. — Budget général.

« Art. 18. — Il est ouvert aux ministres, pour 1964, au titre des mesures nouvelles, sur les dépenses ordinaires des services civils, des crédits ainsi répartis :

« Titre I ^{er} . — « Dette publique ».....	500.000 F.
« Titre II. — « Pouvoirs publics ».....	521.896
« Titre III. — « Moyens des services »..	2.042.688.732
« Titre IV. — « Interventions publiques »	1.730.031.637

« Total 3.773.742.265

« Ces crédits sont répartis par ministère, conformément à l'état B annexé à la présente loi. »

« Art. 19. — I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1964, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 12.751.692.000 F ainsi répartie :

« Titre V. — « Investissements exécutés par l'Etat ».....	3.915.027.000 F.
« Titre VI. — « Subventions d'investissements accordées par l'Etat ».....	8.836.665.000

« Total 12.751.692.000 F.

« Ces autorisations de programme sont réparties par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

« II. — Il est ouvert aux ministres, pour 1964, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

« Titre V. — « Investissements exécutés par l'Etat ».....	1.252.056.000 F.
« Titre VI. — « Subventions d'investissements accordées par l'Etat ».....	2.534.732.000

« Total 3.786.788.000 F.

« Ces crédits de paiement sont répartis par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi. »

« Art. 20. — I. — Il est ouvert au ministre des armées, pour 1964, au titre des mesures nouvelles, sur les dépenses ordinaires des services militaires, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 583 millions de francs et applicables au titre III, « Moyens des armes et services ».

« II. — Le montant des crédits de paiement ouverts au ministre des armées, pour 1964 (services votés), est réduit, au titre des mesures nouvelles, de 583.431.883 F applicables au titre III, « Moyens des armes et services ».

« Art. 21. — Il est ouvert au ministre des armées, pour 1964, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des autorisations de programme et des crédits de paiement s'élevant respectivement à 11.978.953.000 F et à 2.667.168.000 F, applicables au titre V, « Equipement ».

II. — Budgets annexes.

III. — Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

B. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE

« Art. 32. — I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1964, au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 3.846.850.000 francs, ainsi répartie :

« — prêts concernant les habitations à loyer modéré.....	3.580.000.000 F.
« — prêts divers de l'Etat.....	266.850.000

« Total 3.846.850.000 F.

« II. — Il est ouvert aux ministres, pour 1964, au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation, des crédits de paiement s'élevant à la somme de 1.318.900.000 francs, ainsi répartie :

« — prêts concernant les habitations à loyer modéré.....	930.000.000 F.
« — prêts divers de l'Etat.....	388.900.000

« Total 1.318.900.000 F. »

C. — DISPOSITIONS DIVERSES

« Art. 35. — Continuera d'être opérée pendant l'année 1964 la perception des taxes parafiscales dont la liste figure à l'état E annexé à la présente loi.

« Toutefois, la perception de la taxe prévue à la ligne 80 de cet état ne sera autorisée que jusqu'au 1^{er} juillet 1964. »

« Art. 38. — Est fixée, pour 1964, conformément à l'état H annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. »

TITRE II

Dispositions permanentes.

I. — Mesures d'ordre financier.

« Art. 43 A. — L'article 164 (I) de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 est complété ainsi qu'il suit :

« h) Un état retraçant en recettes et en dépenses l'activité de la direction générale des eaux et forêts du ministère de l'agriculture. »

« Art. 44. — La cotisation prévue à l'article 1124 du code rural est fixée, à compter du 1^{er} janvier 1964, à 25 francs par an. »

« Art. 45 bis.

« Art. 46. — Les majorations prévues au paragraphe II de l'article L. 72 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en faveur des ascendants âgés, soit de soixante-cinq ans, soit de soixante ans lorsqu'ils sont infirmes ou atteints d'une maladie incurable, sont respectivement portées à 20 points et 10 points d'indice à compter du 1^{er} janvier 1964. »

« Art. 47. — Dans l'article L. 73 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, l'indice 35 est substitué à l'indice 30 à compter du 1^{er} janvier 1964. »

« Art. 48. — Le cinquième alinéa de l'article L. 256 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est remplacé par les dispositions ci-après :

« Les titulaires de la carte âgés de soixante-cinq ans, autres que ceux visés aux alinéas précédents, bénéficient de la retraite au taux fixé actuellement à 35 francs. »

« Art. 49. — I. — Dans l'article L. 31 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, l'alinéa relatif au taux de l'allocation spéciale aux grands invalides n° 5 est remplacé par le texte suivant :

« Allocation n° 5, accordée aux invalides bénéficiaires de l'article L. 16 ... indice 540.

« Lorsque le taux global des invalidités est, en fonction des dispositions de l'article L. 16, supérieur à 100 p. 100 plus surpension d'un degré, le montant de cette allocation est majoré de 3 points par degré de surpension à partir du deuxième degré inclusivement. »

« II. — Cette disposition prendra effet du 1^{er} janvier 1964. »

« Art. 50. — I. — Il est ajouté au code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre un article L. 52-2 ainsi conçu :

« Art. L. 52-2. — Une majoration spéciale est attribuée, pour les soins donnés par elles à leur mari, aux veuves des grands invalides relevant de l'article L. 18 du code et bénéficiaires de l'allocation spéciale n° 5 bis/b lorsqu'elles sont titulaires d'une pension si elles sont âgées de plus de soixante ans et si elles justifient d'une durée de mariage et de soins donnés d'une manière constante pendant au moins vingt-cinq années.

« Le taux de cette majoration est fixé à l'indice de pension 140. »

« II. — Cette disposition prendra effet du 1^{er} janvier 1964. »

« Art. 51. — L'article L. 108, premier alinéa, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sauf l'hypothèse où la production tardive de la demande de liquidation ou de révision ne serait pas imputable au fait personnel du pensionné, il ne peut y avoir lieu, en aucun cas, au rappel de plus de deux années d'arrérages antérieurs à la date du dépôt de la demande de pension. »

« Art. 51 bis. — Dans le premier alinéa de l'article L. 230 et dans l'article L. 231 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, est supprimé le membre de phrase suivant :

« ...s'ils résident en France ou sont autorisés par le Gouvernement français à résider à l'étranger. »

« Art. 52. — I. — Lorsqu'une société visée par la loi du 28 juin 1938 ou par la loi du 7 février 1953 (art. 80) a déposé une demande de prime à la construction non convertible en bonifications d'intérêt, en application des articles 257 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation, les contrats de cession de parts sociales doivent être conclus au choix des parties, sous condition suspensive de l'octroi de la prime ou sous condition résolutoire du refus de la prime.

« A défaut d'option des parties et nonobstant toute stipulation contraire, le contrat est réputé conclu sous condition résolutoire du refus de la prime.

« II. — 1° Lorsqu'une société visée au paragraphe I ci-dessus a déposé une demande de prime convertible en bonifications d'intérêt, en application des articles 257 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation, ou une demande de prêt spécial à la construction, en application des articles 265 et suivants dudit code, les contrats de cession de parts sociales doivent être conclus, au choix des parties, sous condition suspensive de l'octroi de la prime et du prêt spécial ou sous condition résolutoire du refus de la prime ou du prêt spécial.

« A défaut d'option des parties et nonobstant toute stipulation contraire, le contrat est réputé conclu sous condition résolutoire du refus de la prime ou du prêt.

« 2° D'autre part, et nonobstant toute stipulation contraire, la condition résolutoire est toujours sous-entendue pour le cas où la cession entraînerait, pour un fait non imputable au cessionnaire, le retrait de la prime ou du prêt accordé à la société.

« III. — 1° Les conditions prévues aux paragraphes I et II-1° pour les cessions de parts sociales sont applicables aux ventes immobilières, lorsqu'une demande de prime ou de prêt spécial à la construction a été déposée en vue de l'édification d'un bâtiment sur le terrain compris dans la vente, sauf si le défaut d'obtention de la prime ou du prêt est imputable à l'acquéreur.

« 2° D'autre part, et nonobstant toute stipulation contraire, la condition résolutoire est toujours sous-entendue pour le cas où la prime ou le prêt spécial ne pourrait, pour un fait non imputable à l'acquéreur, être transféré à celui-ci.

« IV. — Le cessionnaire ou l'acquéreur peut, même à défaut de réalisation de la condition suspensive prévue aux paragraphes I, II-1° ou III-1°, exiger l'exécution du contrat de cession ou de la vente.

« Le cessionnaire ou l'acquéreur est seul fondé à se prévaloir des conditions résolutoires prévues aux paragraphes I, II et III. La demande de résolution doit être formée dans le délai de quatre mois à compter du jour où le cessionnaire a eu connaissance de la réalisation de la condition. »

« Art. 53. — A compter du 1^{er} janvier 1964, et dans la limite des crédits ouverts à cet effet par les lois de finances annuelles, l'Etat verse aux collectivités territoriales et à leurs groupe-

ments une participation égale au maximum à 40 p. 100 des dépenses que ces collectivités territoriales et ces groupements assument pour le fonctionnement des lycées municipaux classiques, modernes et techniques, au titre de l'enseignement du deuxième cycle et des classes préparatoires aux grandes écoles. »

« Art. 62 bis.

« Art. 63. — Pour l'application des dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les emplois publics en faveur des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, les intéressés sont nommés éventuellement, nonobstant le délai de six mois prévu à l'alinéa 1^{er} dudit article, dans des emplois de cadres de titulaires créés postérieurement à l'expiration de ce délai.

« En aucun cas, l'application des dispositions du présent article ne pourra entraîner, pour les intéressés, un déclassement indiciaire par rapport à l'emploi dans lequel ils auraient pu être titularisés en vertu des dispositions antérieures, ni conduire à leur titularisation dans des cadres comportant un indice terminal inférieur à celui des cadres dans lesquels ils auraient pu être titularisés en vertu des dispositions antérieures. »

« Art. 64. — I. — Les dispositions des articles 2 et 10 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, modifiée par la loi n° 58-108 du 7 février 1958, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — En vue d'assurer le reclassement en France, par une procédure d'intégration, des agents permanents français en service à temps complet des sociétés concessionnaires des divers offices et établissements publics du Maroc et de Tunisie... (Le reste sans changement.)

« Art. 10. — Les agents français non titulaires des services publics marocains et tunisiens en service à temps complet et d'une façon non occasionnelle bénéficieront... (Le reste sans changement.)

« II. — Les dispositions des articles 2 et 3 de l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — Les agents français non titulaires des services publics en Algérie et au Sahara en service à temps complet et d'une façon non occasionnelle bénéficieront... (Le reste sans changement.)

« Art. 3. — Le reclassement par une procédure d'intégration des agents permanents français en service à temps complet des sociétés nationales, des sociétés concessionnaires des services publics... (Le reste sans changement.)

« III. — Les dispositions des I et II ci-dessus ont un caractère interprétatif, sauf à l'égard des agents dont la situation a été réglée par une décision d'une juridiction administrative devenue définitive.

« Art. 67. — I. — Il est inséré dans le code de la sécurité sociale un article L. 130 rédigé comme suit :

« Art. L. 130. — Le financement des dépenses de prestations relatives à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites énumérées aux articles L. 296 et L. 298 du présent code est assuré dans chaque régime dans les mêmes conditions que celui des prestations familiales.

« Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et du ministre des finances et des affaires économiques fixera les modalités d'application de ces dispositions qui prendront effet au 1^{er} janvier 1964.

« II. — Le Gouvernement prendra toutes dispositions pour effectuer, avant le 31 décembre 1963, le versement au régime général de sécurité sociale des sommes dues au 31 décembre 1962 au titre du régime des fonctionnaires et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre. »

« Art. 67 bis. — Toute officine pharmaceutique, quel qu'en soit le statut, devra mentionner sur les feuilles de remboursement de sécurité sociale et sur les ordonnances médicales correspondantes le montant du prix des produits délivrés et la somme effectivement payée par l'intéressé.

« A défaut, aucun remboursement ne sera effectué par l'organisme payeur. »

« Art. 70. — A compter du 1^{er} janvier 1964, il est institué une surcompensation interprofessionnelle des prestations de vieillesse et une surcompensation interprofessionnelle des prestations d'accidents du travail, servies aux travailleurs salariés ou assimilés ressortissant du régime général de sécurité sociale et du régime de la sécurité sociale dans les mines, en tenant compte des différences existant entre les prestations des deux régimes.

« Des décrets en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre du travail, du ministre de l'industrie et du ministre des finances et des affaires économiques, déterminent les conditions d'application du présent article. »

« Art. 71 ter. — Sur le crédit de 70 millions de francs inscrit au chapitre 45-81, article 1^{er}, du ministère des travaux publics — aviation civile — une somme de 10 millions est bloquée jusqu'à la décision prise par le Gouvernement en vertu des dispositions de l'alinéa suivant.

« Le Gouvernement est autorisé à transférer du budget du ministère des travaux publics et des transports, aviation civile, chapitre 45-81, article premier, une somme de 10 millions de francs au budget du ministère des affaires étrangères, chapitre 42-25. »

« Art. 73. — I. — Dans la gendarmerie nationale, les limites d'âge des officiers sont fixées ainsi qu'il suit :

- « 61 ans pour le général de division ;
- « 55 ans pour le général de brigade ;
- « 58 ans pour le colonel ;
- « 57 ans pour le lieutenant-colonel ;
- « 56 ans pour le chef d'escadron ;
- « 55 ans pour le capitaine, le lieutenant et le sous-lieutenant.

« II. — Les dispositions du I ci-dessus prendront effet le 1^{er} janvier 1967, à l'issue d'une période transitoire de trois années commençant le 1^{er} janvier 1964.

« III. — A dater du 1^{er} janvier 1964, les promotions au grade de chef d'escadron auront lieu, dans la gendarmerie nationale, exclusivement au choix.

« IV. — A la même date, les modalités de l'article 91 de la loi de finances du 31 mars 1962 seront rendues applicables dans la gendarmerie nationale, aux promotions au grade de chef d'escadron.

« V. — Un décret portant règlement d'administration publique fixera les conditions d'application du présent article, et notamment celles relatives à la radiation des cadres de l'activité au cours de la période transitoire prévue au II ci-dessus. »

« Art. 75 bis A. — Les services accomplis avant l'âge de dix-sept ans par les engagés volontaires dans une unité combattante entre le 6 juin 1944 et le 8 mai 1945 sont des services militaires à tous points de vue. »

« Art. 75 bis.

« Art. 75 ter.

II. — Mesures d'ordre fiscal.

« Art. 82. — Les visites de monuments classés comportant la reconstitution théâtrale ou la projection de scènes historiques sont exonérées de l'impôt sur les spectacles visé à l'article 1559 du code général des impôts et de la taxe locale sur le chiffre d'affaires visée à l'article 1573 dudit code. »

« Art. 84. — La date du 1^{er} janvier 1966 est substituée à celle du 1^{er} janvier 1964 qui figure aux articles 719-I-2° et 720 du code général des impôts.

« Art. 90. — I. — L'article 1584 du code général des impôts est modifié comme suit :

« Art. 1584. — 1. Est perçue au profit des communes de plus de 5.000 habitants ainsi que de celles d'une population inférieure classées comme stations balnéaires, thermales, climatiques, de tourisme et de sports d'hiver, une taxe additionnelle au droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux... ». (Le reste sans changement.)

« II. — L'article 1595 bis du code général des impôts est modifié comme suit :

« Art. 1595 bis. — Il est perçu au profit d'un fonds de péréquation départemental dans toutes les communes d'une population inférieure à 5.000 habitants autres que les communes classées comme stations balnéaires, thermales, climatiques, de tourisme et de sports d'hiver, une taxe additionnelle au droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux... » (Le reste sans changement.)

« Art. 91.

ETAT A (Art. 16 du projet de loi.)

Tableau des voies et moyens applicables au budget de 1964.

I. — Budget général.

NUMEROS de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1964. Milliers de francs.
A. — IMPOTS ET MONOPOLES		
1° PRODUITS DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES		
1	Contributions directes perçues par voie d'émission de rôles.....	14.060.000
	Total	29.002.000
3° PRODUITS DU TIMBRE		
26	Contrats de transports.....	65.000
	Total	1.350.000
RECAPITULATION DE LA PARTIE A		
	1° Produits des contributions directes et taxes assimilées	29.002.000
	3° Produits du timbre.....	1.350.000
	Total pour la partie A.....	80.831.800
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE		
A. — Impôts et monopoles :		
	1° Produits des impôts directs et taxes assimilées.....	29.002.000
	3° Produits du timbre.....	1.350.000
	Total pour la partie A.....	80.831.800
	Total pour le budget général.....	86.661.235

II. — Budgets annexes.

CHA-PITRES	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1964. Francs.
PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES		
1	Cotisations cadastrales (art. 1062 du code rural)	300.000.000
2	Cotisations individuelles (art. 1123-1 ^a et 1003-8 du code rural).....	77.500.000
3	Cotisations cadastrales (art. 1123-1 ^b et 1003-8 du code rural).....	107.300.000
4	Cotisations individuelles (art. 1106-6 du code rural)	465.000.000
5	Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti	128.000.000
15	Taxe sur les corps gras alimentaires.....	80.000.000

ETAT B
(Art. 18 du projet de loi.)

Répartition par titre et par ministère des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.
(Mesures nouvelles.)

MINISTERES OU SERVICES	TITRE I ^{er}	TITRE II	TITRE III	TITRE IV	TOTAUX
	(En francs.)				
Affaires étrangères.....	»	»	+ 4.761.085	+ 57.167.431	+ 61.928.516
Agriculture	»	»	+ 40.268.647	+ 370.836.018	+ 411.104.665
Anciens combattants et victimes de guerre.....	»	»	— 341.003	+ 44.250.000	+ 43.908.997
Education nationale.....	»	»	+ 420.480.043	+ 330.715.064	+ 751.195.107
Finances et affaires économiques :					
I — Charges communes.....	+ 500.000	+ 521.896	+ 1.433.322.000	+ 137.108.778	+ 1.571.452.674
II — Services financiers.....	»	»	+ 50.147.354	+ 2.682.660	+ 52.830.014
Intérieur	»	»	+ 37.389.751	+ 450.000	+ 37.839.751
Services du Premier ministre :					
Section I — Services généraux.....	»	»	+ 9.761.833	+ 5.471.000	+ 15.232.833
Section IX. — Affaires algériennes.....	»	»	— 87.682.766	— 83.500.000	— 171.182.766
Santé publique et population.....	»	»	+ 3.187.550	+ 30.500.000	+ 39.687.550
Travaux publics et transports :					
I — Travaux publics et transports.....	»	»	+ 65.743.796	+ 548.100.823	+ 613.844.619
Totaux pour l'état B.....	+ 500.000	+ 521.896	+ 2.042.688.732	+ 1.730.031.637	+ 3.773.742.285

ETAT C
(Art. 19 du projet de loi.)

Répartition, par titre et par ministère, des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.
(Mesures nouvelles.)

TITRES ET MINISTERES	AUTORISATIONS de programme.	CRÉDIT de paiement.	TITRES ET MINISTERES	AUTORISATIONS de programme.	CRÉDIT de paiement.
	Francs.	Francs.		Francs.	Francs.
TITRE V. — Investissements exécutés par l'Etat.			TITRE VI. — Subventions d'investissement accordées par l'Etat.		
Education nationale.....	1.960.140.000	485.900.000	Agriculture	1.100.950.000	308.260.000
Services du Premier ministre.....			Education nationale.....	1.373.860.000	180.900.000
IX. — Affaires algériennes.....	»	— 2.000.000	Totaux pour le titre VI.....	8.836.685.000	2.534.732.000
Totaux pour le titre V.....	3.916.027.000	1.252.056.000			

ETAT E
(Art. 35 du projet de loi.)

Tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 1964.
(Taxes soumises à la loi n° 53-633 du 25 juillet 1953 et au décret n° 61-560 du 24 août 1961.)

LIGNES	NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES bénéficiaires ou objets.	TAUX ET ASSIETTE	TEXTES LEGISLATIFS et réglementaires.	PRODUITS	EVALUATION
					pour l'année 1963 ou la campagne 1962-63.	pour l'année 1963 ou la campagne 1963-64.
					Francs.	Francs.
Finances et affaires économiques.						
III. — FINANCEMENT D'ORGANISMES PROFESSIONNELS ET DIVERS						
107	Redevance sur les importations de rhum contingenté.	Comité national interprofessionnel du rhum.	2 francs par hectolitre d'alcool pur...	Loi du 31 décembre 1937. Décret n° 55-951 du 16 juillet 1955. Arrêtés des 5 janvier et 3 mars 1952.	240.000	300.000
Information.						
123	Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision.	Radiodiffusion-télévision française.	Redevances perçues lors de l'entrée en possession des appareils et ensuite annuellement : 25 francs pour les appareils récepteurs de radiodiffusion ; 85 francs pour les appareils de télévision. Ces taux sont affectés de coefficients pour la détermination des redevances annuelles dues pour les appareils installés dans les débits de boisson ou dans les salles d'audition ou de spectacle dont l'entrée est payante. Une seule redevance annuelle de 85 francs est exigible pour tous les appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision détenus dans un même foyer. Une seule redevance de 25 francs est exigible pour tous les appareils récepteurs de radiodiffusion détenus dans un même foyer.	Ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959. Ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 relative à la radiodiffusion-télévision française. Décrets n° 58-277 du 17 mars 1958, n° 60-1469 du 29 décembre 1960, n° 61-727 du 10 juillet 1961 et n° 61-1425 du 26 décembre 1961.	682.000.000	760.000.000

ETAT H
(Art. 38 du projet de loi.)

Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	SERVICES CIVILS Budget général.
	Service du Premier ministre.
	I. — SERVICES GENERAUX
43-03	Fonds national de la promotion sociale.

Mme la présidente. Conformément à l'article 113 du règlement, je vais appeler l'Assemblée à statuer d'abord sur les amendements déposés par le Gouvernement ou ayant recueilli son accord.

Le Gouvernement a présenté à l'article 3 un amendement n° 11, dont le texte n'a pu encore être distribué.

En raison de la longueur de cet amendement, il serait peut-être préférable de suspendre la séance quelques minutes, afin d'attendre qu'il soit distribué et de permettre à l'Assemblée d'en prendre connaissance.

Cet amendement a pour conséquence la suppression des amendements n° 3 et n° 4.

La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances. Madame la présidente, pour ne pas retarder les débats de l'Assemblée, l'article 3 pourrait être réservé, ainsi que les amendements qui s'y rapportent, et nous pourrions passer aux articles 4 et suivants.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte cette proposition.

Mme la présidente. L'article 3 est donc réservé, ainsi que les amendements qui s'y rapportent.

A l'article 4, le Gouvernement a présenté un amendement n° 7 ainsi conçu :

« I. — Au début du paragraphe I : supprimer les mots : « Sous réserve des exemptions dont pourront bénéficier les zones dont la délimitation sera fixée par un règlement d'administration publique ».

« II. — Au paragraphe II, premier alinéa : substituer les mots : « terrains à usage agricole visés au I. 3. 1° de l'article 3 », les mots : « terrains visés au I. 3 de l'article 3 ».

« III. — Au paragraphe II, rédiger ainsi le quatrième alinéa : « Pour la détermination du bénéfice imposable, le prix d'acquisition est majoré de 3 p. 100 pour chaque année écoulée depuis l'entrée du bien dans le patrimoine du contribuable ou depuis la réalisation des impenses. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement répond à une suggestion de M. de Tinguy qui a pour objet de mettre en harmonie, concernant le taux de 3 p. 100, les dispositions de l'article 4 et les dispositions définitives de l'article 3.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Vallon, rapporteur. La commission des finances n'a pas délibéré sur cet amendement mais, me référant au débat en première lecture, je puis émettre l'hypothèse qu'il aurait été accueilli favorablement, s'il lui avait été présenté ; mais ce n'est qu'une hypothèse.

Mme la présidente. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 7...

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Madame la présidente, sur le fond de la procédure, je dois indiquer à l'Assemblée qu'un vote unique interviendra sur le texte accompagné des amendements acceptés par le Gouvernement. Je souhaite donc que le vote sur l'amendement n° 7 soit réservé jusqu'au vote sur l'ensemble.

Mme la présidente. En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur la totalité du texte en discussion modifié par les amendements n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 qu'il a préparés ou ayant recueilli son accord. Conformément à l'article 96 du règlement je vais mettre en discussion ces amendements sur lesquels les votes seront réservés.

Le vote sur l'amendement n° 7 est donc réservé.

A l'article 4, M. Pierre Bas a présenté un amendement n° 1, dont le Gouvernement accepte la discussion, et qui est ainsi conçu : « I. — Compléter le deuxième alinéa du paragraphe 1 par les mots :

« ... ou de donation-partage remontant à plus de trois ans ».

« II. — Dans le deuxième alinéa (1°) du paragraphe II bis après les mots :

« ... de succession »,

insérer les mots :

« ... ou de donation-partage remontant à plus de trois ans... ».

La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Il s'agit d'un amendement qui porte sur la forme même du texte qui nous est soumis. Notre collègue M. Collette a exposé, lors de la première lecture, les raisons pour lesquelles en pratique il fallait assimiler les donations-partages aux successions, étant donné que, dans de nombreuses provinces, les familles ont l'habitude de procéder à des donations-partages avant qu'il y ait lieu à succession.

Dans un souci d'harmonisation législative, je propose cet amendement de façon à aligner la rédaction de l'article 4 sur celle de l'article 3.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte également cet amendement.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Je voudrais dire à mon collègue M. Pierre Bas que j'avais, en effet, déposé un amendement en première lecture, mais que si cet amendement visait les donations-partages, il ne précisait pas qu'il fût nécessaire qu'elles remontent à plus de trois ans.

Or, dans votre amendement, vous reprenez une disposition analogue, mais vous ajoutez que ces donations-partages devront avoir été consenties depuis plus de trois ans. Je ne comprends pas très bien pourquoi. Il peut, en effet, arriver que, pour payer les droits de donation, qui sont les mêmes, d'ailleurs, que les droits de succession, les donataires envisagent de vendre le terrain faisant partie du partage. Vous allez ainsi bloquer les terrains à bâtir en faisant en sorte que les donataires renoncent à les vendre, et vous allez gêner les enfants de façon très sensible dans certains cas.

D'autre part, je ne vois pas pourquoi — et j'aurai l'occasion d'en parler à un article suivant — on fait des conditions différentes à l'héritier unique. Comment un notaire consentirait-il

une donation-partage à un seul enfant ? Pour qu'il y ait partage, il faut qu'il y ait au moins deux enfants.

Puisque vous avez visé dans l'article 3 le cas des donations-partages consenties antérieurement au 1^{er} septembre 1963, je ne vois pas pourquoi vous n'admettriez pas que les donations qui auraient lieu postérieurement au vote de la présente loi puissent être considérées comme des biens entrant dans le patrimoine du contribuable, s'il s'agit de donations dont la date remonterait à une période de trois ans précédant la mutation.

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Comme je l'ai exposé, j'ai déposé mon amendement dans un but d'harmonisation de la législation. Il me semblait absurde, puisque l'article 3 parle de succession et de donation-partage, que l'article 4 ne parle que de succession.

J'ai pris contact avec les services du ministère des finances et j'ai appris que le ministre acceptait bien à l'article 3 les mots donation-partage, mais qu'il désirait les compléter par les mots « remontant à plus de trois ans ».

J'avais déjà préparé un amendement comportant simplement les mots « ou de donation-partage ». Mais, dans le désir de voir voter mon amendement, je l'ai aligné sur l'article 3, tel que les services du ministère des finances l'ont rédigé, de façon qu'il y ait homogénéité de rédaction.

Cela dit, si le ministre des finances acceptait que, dans l'article 3, soient supprimés les mots « remontant à plus de trois ans », je ne verrais que des avantages à ce que l'article 4 comporte également cette suppression. Je crains que cela ne soit pas possible. Aussi, ce que je désire obtenir, c'est la cohérence législative. Je souhaite donc que les conditions énoncées dans l'article 4 soient les mêmes que celles figurant à l'article 3.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Mon cher collègue, je n'ai vu précisé nulle part dans l'article 3 que les donations-partages devraient remonter à plus de trois ans. Il n'en est d'ailleurs pas fait état non plus dans le texte du rapport. La commission mixte paritaire n'en a pas discuté, le texte de l'article 3 qu'elle a voté n'en fait pas mention et aucun amendement n'a été déposé qui modifie l'article 3 sur ce point.

Mme la présidente. Le vote sur cet amendement n° 1 est réservé.

M. Pierre Bas a présenté, à l'article 4, un amendement n° 2, dont le Gouvernement accepte la discussion, et qui tend à compléter le deuxième alinéa du paragraphe IV par les mots : « et en 1964 ».

La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Certaines opérations de lotissement ont pu être réalisées jusqu'à présent grâce aux dispositions exceptionnelles prévues par les alinéas a, b et c du paragraphe 3° de l'article 35 du code général des impôts qui exonèrent de la taxation sur les lotissements : « a) les personnes physiques qui lotissent et vendent des terrains leur appartenant et provenant de successions ou de donations ; b) les sociétés civiles formées uniquement entre les membres d'indivisions provenant de successions ou de donations à raison des terrains compris dans ces indivisions ; c) les personnes qui lotissent et vendent des terrains acquis avant le 1^{er} janvier 1940 et qui sont demeurés en exploitation agricole ».

La présente loi supprime ces exceptions. Il peut toutefois sembler nécessaire de considérer que ces opérations ont souvent fait l'objet de budgets financiers comportant de très importantes dépenses de viabilité déjà réalisées ou en cours de réalisation, établis en fonction des exonérations prévues par les paragraphes a, b et c de l'article 35 que je viens de rappeler.

Certains lotisseurs qui partagent des propriétés qu'ils ont reçues en héritage contractent des emprunts parce qu'ils n'ont pas les fonds nécessaires pour réaliser les travaux d'équipement et de viabilité, les sommes nécessaires au remboursement, comme dans tout budget qui se respecte, ayant été prévues par un prélèvement sur les bénéfices. Il est facile de comprendre que si ces bénéfices sont très largement amputés, comme cela sera le cas — j'ai voté d'ailleurs ce texte de principe général — le remboursement des emprunts, dans ce cas, ne pourra pas être effectué.

C'est pourquoi il m'a semblé qu'il y avait lieu de laisser aux lotisseurs ayant des opérations en cours bénéficiaires des exonérations prévues par l'article 35 la possibilité de disposer d'un délai raisonnable pour réaliser une partie de leurs ventes dans des conditions fiscales moins draconiennes que celles du droit commun. Celles-ci, je l'indique, aboutiraient à leur faire payer plus de 70 p. 100 d'impôt, alors que leurs budgets prévisionnels ont été établis en tenant compte de ces exonérations.

Vous avez si bien compris ces nuances, mes chers collègues, que l'article 4, paragraphe IV, deuxième alinéa, que vous avez

voté en première lecture prévoit que les opérations réalisées en 1963 seront taxées dans les conditions prévues à l'article 3, paragraphe III, premier alinéa.

Mais les intéressés risquent de ne pas pouvoir bénéficier de ces dispositions bienveillantes que vous avez insérées à leur intention pour la bonne raison que nous sommes déjà dans le courant de décembre, que nous serons très vite à la fin de l'année et qu'il ne sera pas possible à beaucoup de ces lotisseurs, bénéficiaires d'héritage ou de donation-partage, de terminer leurs ventes avant le 31 décembre.

Il m'a donc semblé équitable et économiquement raisonnable de leur laisser le bénéfice de cette mesure en 1964, toujours dans un souci d'harmonisation avec les stipulations de l'article 3.

Les dispositions que je vous propose ont pour but d'aligner le texte de l'article 4 sur celui de l'article 3, paragraphe III, premier alinéa, qui prévoit de ramener l'assiette de l'impôt à 30 et 50 p. 100 pour les plus-values réalisées en 1963 et 1964. C'est donc la disposition même que vous avez déjà adoptée à l'article 3 que je vous propose de voter à l'article 4.

Cette disposition présente en outre l'avantage de permettre l'accélération de la vente de ces lotissements. Les lotisseurs individuels qui ne font pas profession de lotir, mais qui ont reçu un héritage qu'ils vendent en lots, seront pressés de réaliser leur lotissement avant le 31 décembre 1964 de façon à bénéficier de conditions qui sont tout de même avantageuses. Cela aura pour première conséquence de renforcer un courant qui tend à s'établir.

Il semble bien, en effet, que la courbe de hausse perpétuelle du prix des terrains soit en train de se briser, tout au moins dans certaines régions, et que la spéculation, ayant compris la gravité des mesures prévues, ait tendance à détourner ses capitaux des aventures foncières tout au moins en certains endroits. Nous pouvons espérer la mise en vente en 1964 de très nombreux lotissements qui trainaient, car les propriétaires seront contraints de les liquider pour tempérer les dispositions que nous allons voter.

Je pense donc que le texte que je vous propose, et dont le Gouvernement a bien voulu accepter la discussion, aura des conséquences bénéfiques allant dans le sens de la politique de stabilisation du prix des terrains entreprise par le ministre des finances.

Mme la présidente. La parole est à M. de Tinguy contre l'amendement.

M. Lionel de Tinguy. Mme la présidente, c'est pour critiquer plus l'insuffisance de l'amendement que son exagération que j'ai demandé la parole.

Le texte du Gouvernement — M. Bas vient de le démontrer — rend pratiquement impossibles les opérations de lotissement et l'accession à la propriété qui en est la conséquence. Notre collègue a demandé un sursis d'un an.

Pour moi, c'est le texte même qui est critiquable. Je ne comprends pas ce qui est mauvais en 1964 soit bon en 1965. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

La politique des grands ensembles n'a plus à être condamnée. Chaque fois que le lotissement est possible, il est socialement meilleur. Pourquoi le Gouvernement nous impose-t-il un texte qui condamne cette manière de faire ?

Monsieur Bas, vous avez eu raison de le démontrer, mais vous avez eu tort de vous aligner sur les positions restrictives et insuffisamment réfléchies du Gouvernement. C'est tout l'alinéa qui est à reprendre.

Je n'en fais pas une question politique, puisque M. Ruais, qui appartient à votre groupe, l'avait parfaitement démontré à la commission des finances en première lecture.

Je regrette que le Gouvernement ne se soit pas rendu à ses arguments qui restent valables malgré les moyens de procédure qui nous empêchent de défendre une mesure utile au point de vue social. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

Mme la présidente. La parole est à M. Bas.

M. Pierre Bas. Je crois avoir prouvé que j'étais un défenseur de la petite propriété et des moyens légitimes d'y accéder. Je défends de même l'habitat individuel et familial, qui est le meilleur. Mais je crois aussi que le mieux est l'ennemi du bien. En accordant un an de délai, un an de grâce, à certaines catégories de lotisseurs, nous permettons la réalisation de lotissements individuels qui, autrement, ne pourraient être effectués, si ce n'est avec de grandes pertes pour leurs promoteurs, et nous nous donnons le temps de la réflexion.

Nous verrons ce qu'il est possible de conclure des effets de cette mesure. Je suis persuadé que les exceptions qui avaient été introduites par les dispositions du code général des impôts à l'article 35 ont permis dans certains cas de « passer à tra-

vers les mailles du filet » à ceux que M. Vallon appelait ce matin « des requins » et cela justifie la loi que nous allons voter.

Pour l'instant, nous venons d'établir un barrage protecteur contre certaines spéculations. Nous verrons bien, le moment venu, les résultats précis et chiffrés des textes que nous aurons votés.

Je le répète, je pense que le mieux est l'ennemi du bien et je ne crois pas à la valeur de critiques qui restent verbales, et sans aucune conséquence utile. Mon texte, lui, présente au moins l'avantage de pouvoir être accepté par l'Assemblée et par le Gouvernement. Je n'en demande pas plus, car ce qui m'importe, ce ne sont pas les effets oratoires ou de séance, mais l'efficacité.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement l'accepte également.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 2 est réservé.

Nous arrivons à l'article 5.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 8 tendant à rédiger comme suit la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 5 :

« Le décret prévu ci-dessus devra autoriser, notamment, le emploi en matériels qui ouvrent droit au bénéfice de l'amortissement dégressif prévu à l'article 39-A du code général des impôts ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. L'amendement n° 8 consiste à revenir au texte de l'Assemblée nationale et à supprimer l'amendement qui avait été introduit par la commission mixte, et qui prévoyait le emploi automatique en tous biens, ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement dégressif.

Par exemple, j'indique que la construction d'une usine au sein de l'agglomération parisienne serait justiciable de ces dispositions, si ce texte était adopté.

Or nous prévoyons précisément des conditions de emploi différentes, et nous entendons viser notamment les opérations de décentralisation. C'est pourquoi l'amendement n° 8 a pour objet de revenir au texte de l'Assemblée nationale.

Mme la présidente. La parole est à M. Lepeu, contre l'amendement.

M. Bernard Lepeu. Monsieur le ministre, l'article 5 vise à abroger l'article 40 du code général des impôts.

Or cet article 40 — je crois qu'il est bon de le rappeler une fois encore — ne permet pas une exonération d'impôt, mais uniquement un sursis d'imposition en cas de emploi.

Donc, dans ce cas, les entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux supporteront une taxe sur la totalité des plus-values au taux de cet impôt, soit 50 p. 100, et non pas une taxation d'une partie seulement de la plus-value à un taux moindre.

Je sais bien que cette taxation n'interviendra qu'à terme, mais elle interviendra obligatoirement.

Il n'en résulte pas moins une inégalité de charges considérables entre les terrains possédés par des sociétés et ceux possédés par des particuliers. Nous sommes donc loin de la transparence fiscale que vous avez heureusement tentée d'autre part.

C'est pourquoi je regrette très sincèrement que vous n'ayez pas cru pouvoir accepter le texte de la commission paritaire qui citait, parmi les éléments susceptibles d'être retenus dans le décret prévu, les éléments d'actif amortissables.

Je ne vois pas, d'ailleurs, personnellement, quels sont les éléments que vous entendez ne pas retenir comme emploi, car j'espère beaucoup — et vous venez de me le signaler — que vous retiendrez dans les éléments prévus les immeubles industriels et commerciaux indispensables, en particulier en zone urbaine.

Il ne vous a certainement pas échappé que, lorsqu'une entreprise se décentralise ou fusionne avec une autre, si elle se trouve à l'intérieur d'une ville, la seule immobilisation qui reste alors encore valable est en général représentée par la valeur de son terrain. Le reste de ses immobilisations, à part, peut-être, quelque gros matériel, doit être abandonné, détruit ou vendu à la ferraille comme ne justifiant généralement pas le coût d'un transfert. Les entreprises n'auront plus alors les moyens de se décentraliser.

J'espère que, faute de retenir le texte de la commission mixte paritaire, vous voudrez bien inscrire dans les éléments prévus

dans le décret les immeubles industriels et commerciaux indispensables aux opérations de décentralisation et de fusion que je viens d'évoquer.

Ces opérations, vous le savez, sont toujours, à court terme, des opérations aléatoires et onéreuses. Il est certainement dommage et antiéconomique de les rendre encore plus difficiles.

J'ajoute que, par cet article, vous allez rendre à peu près impossible la liquidation de certaines entreprises urbaines auxquelles vous avez tenté de donner des facilités par un texte de la loi de finances de 1963. C'était là certainement une tentative d'une portée économique considérable.

La seconde difficulté que je voudrais évoquer est l'agrément lui-même.

Il m'est signalé de divers côtés que les services des finances répondent à ceux qui leur demandent des renseignements qu'ils n'accepteront que leur propre agrément et ne tiendront aucun compte des agréments accordés par les divers ministères de tutelle ce qui, pour le moins, est particulièrement troublant pour les intéressés. Ils risquent, en effet, de ne plus rien comprendre ni à l'autorité ni à l'utilité de certains agréments.

Je souhaiterais donc, monsieur le ministre, que vous puissiez, sur ces deux points très précis, apaiser nos inquiétudes et, en tout cas, nous donner les éclaircissements que nous serons très heureux d'entendre. (Applaudissements.)

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas été consultée mais, étant donné ses délibérations précédentes, je crois qu'elle accepterait l'amendement du Gouvernement.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 8 du Gouvernement est réservé.

A l'article 8, le Gouvernement a présenté un amendement n° 9 ainsi rédigé :

« I. — Dans la deuxième phrase du second alinéa du paragraphe I, substituer aux mots : « volume total des bâtiments », les mots : « volume maximum des bâtiments ».

« II. — Rédiger comme suit le paragraphe II :

« II. — La taxe est assise sur le volume prévu des bâtiments tel qu'il résulte de l'application de la densité moyenne à la surface de la ou des parcelles considérées. Toutefois, la taxe est assise sur le volume constaté lors de l'édification des bâtiments dans le cas où celui-ci est supérieur au volume prévu.

« Par ailleurs, lorsque les servitudes de droit public — à l'exclusion des règles de prospect et des marges de reculement — qui pèsent sur la parcelle au moment du fait générateur ne permettent pas d'édifier le volume prévu de bâtiments, le montant de la taxe est réduit en proportion. »

« III. — Dans le premier alinéa du paragraphe VI, après les mots : « équipements publics », insérer les mots : « d'infrastructure ».

« IV. — Supprimer le premier alinéa du paragraphe IX. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Madame la présidente, il s'agit essentiellement d'un amendement de forme. Il a pour objet d'améliorer la rédaction de l'article 8 et de lui apporter quelques modifications purement formelles.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission est tout à fait d'accord sur cet amendement.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 9 est réservé.

Nous revenons aux amendements concernant l'article 3 dont la discussion avait été réservée.

Nous allons examiner tout d'abord l'amendement n° 11 qui vient d'être distribué.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Madame la présidente, l'amendement n° 11 tend à incorporer dans le texte du Gouvernement la substance d'un certain nombre d'amendements qui ont été déposés sur le bureau de l'Assemblée. Il vaudrait mieux, par conséquent, que ces amendements puissent être examinés avant l'amendement n° 11 qui porte sur l'ensemble de l'article.

Mme la présidente. Nous examinerons donc l'amendement n° 4, déposé par MM. Souchal, Paquet, Bas, Boisdé, Palewski, Rivain, Roux, Ruais, Vallon, Vivien, Lepeu, Fossé, Voisin, Weinman et Icart, amendement dont le Gouvernement accepte la discussion, et qui tend, dans le paragraphe III de l'article 3 :

« I. — Au premier alinéa (1), à substituer au chiffre de : « 30.000 F. », le chiffre de : « 50.000 F. ».

« II. — Au deuxième alinéa, à substituer aux chiffres de : « 30.000 F. » et « 60.000 F. », les chiffres de : « 50.000 F. » et « 100.000 F. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission accepte l'amendement n° 4.

Mme la présidente. La parole est à M. Souchal.

M. Roger Souchal. Madame la présidente, mes chers collègues, j'ai déposé l'amendement n° 4 au nom des deux groupes de la majorité. Je constate d'ailleurs que, non seulement le Gouvernement en accepte la discussion, mais qu'il l'intègre déjà dans un amendement récapitulatif qui va être appelé tout à l'heure.

Cet amendement tend, au paragraphe III de l'article 3, à substituer à la somme de 30.000 francs la somme de 50.000 francs et à la somme de 60.000 francs la somme de 100.000 francs.

Voici quelques mots d'explication.

Vous vous rappelez, mes chers collègues, que lorsque le projet de loi de finances a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le Gouvernement avait envisagé une franchise de 5.000 francs. C'est sur les instances du Parlement, et spécialement de la majorité de cette Assemblée, qu'il avait accepté, en première lecture, un amendement que j'avais déjà déposé au nom de mes collègues de la majorité et qui tendait à instituer une franchise annuelle de 30.000 francs, puis une décote entre 30.000 et 60.000 francs.

Après une étude plus approfondie de ces chiffres, nous avons conclu qu'il convenait de demander au Gouvernement de les élever encore et de les porter respectivement à 50.000 et 100.000 francs. Autrement dit, et pour prendre un exemple, toute personne qui procédera à la vente d'un terrain d'une trentaine de millions d'anciens francs entré dans son patrimoine avant le 1^{er} janvier 1950 n'aura aucun impôt à payer au titre des plus-values.

Je tiens à remercier le Gouvernement d'avoir accepté cet amendement jugé indispensable par la majorité et qui, ainsi que l'a dit très justement et excellemment M. Rivain, permet tout en maintenant le principe posé à l'article 3, d'exclure du champ d'application de cet article les petites et les moyennes propriétés, ainsi que les terrains à usage agricole ou tout au moins les terrains situés dans les régions rurales. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 4 est réservé.

MM. Boisdé, Palewski, Vallon, Rivain, Roux, Bas, Ruais, Souchal, Paquet, Vivien, Lepeu, Voisin, Fossé, Weinman et Icart ont présenté un amendement n° 3 dont le Gouvernement accepte la discussion, et qui tend à compléter l'article 3 par le nouveau paragraphe suivant :

« VIII. — Les dispositions du présent article entreront en vigueur à partir du 15 septembre 1963. »

La parole est à M. Boisdé.

M. Raymond Boisdé. L'amendement n° 3 qui a été contre-signé par tous les membres de la commission des finances faisant partie de la commission mixte paritaire et approuvé par tous les membres de leurs groupes respectifs, se situe en dehors de toute espèce de controverse relative à la rétroactivité des lois.

Il a trait à la date d'application des dispositions de l'article 3. Il précise que celles-ci n'entreront en vigueur qu'à partir du 15 septembre 1963.

Je tiens à répéter qu'il n'y a pas lieu de se livrer en ce moment du débat à une longue dissertation sur les problèmes de rétroactivité des lois. Ce n'est plus ici une question de doctrine qui se pose à nous. Ce n'est pas non plus, je crois, le lieu et l'heure de discuter la nature même de la taxation instituée par l'article 3. C'est seulement, pour moi, le souci de tenir compte de la réalité. En fait il était exorbitant et indéfendable de laisser planer sur des opérations qui auraient été faites avant qu'il fût question de la loi une incertitude et également la menace d'un retour en arrière susceptibles de servir de précédent.

Je pense, au surplus, que cette date du 15 septembre 1963, qui est celle du premier dépôt des textes de la présente loi, se justifie d'autant plus qu'en vérité l'article 3 opère en fait et en termes expressus une correction et une substitution au prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values immobilières, qui a été décidé précisément l'année dernière et qui d'ailleurs n'a pas été appliqué dans de nombreux cas, étant donné les difficultés auxquelles cette application donnait lieu.

Entre un prélèvement existant soumis à certaines modalités d'assiette et de perception et le nouveau prélèvement, il n'y a pas de différence d'intention, il n'y a même pas de différence de champ d'application. C'est pourquoi il nous parut qu'il ne serait pas cette fois exorbitant du droit commun d'opérer cette substitution totale en cours même d'année, en raison de l'antériorité incontestable de la première taxe.

Nous remercions le Gouvernement d'avoir bien voulu accepter le principe de la fixation d'une date très rapprochée qui fait disparaître, en fait, la rétroactivité. Je pense que, retrouvant cette disposition dans le texte de l'amendement n° 11 du Gou-

vernement qui remet en forme tout l'article 3, l'Assemblée voudra bien l'adopter. (Applaudissements sur les bancs du groupe des indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mme la présidente. La parole est à M. de Tinguy pour répondre à la commission.

M. Lionel de Tinguy. Mes premiers mots seront pour remercier M. Boisdé et les cosignataires de l'amendement n° 3 de s'être ralliés, un peu tardivement il est vrai, à la suggestion que j'avais faite, en première lecture, à la commission des finances.

M. Raymond Boisdé. J'avais présenté cet amendement à la commission des finances avant vous, monsieur de Tinguy.

M. Edouard Bricout. Y aurait-il des droits d'auteurs dans cette affaire ?

M. Lionel de Tinguy. Malheureusement, M. Boisdé ne va pas jusqu'au bout de ses conclusions, oubliant sans doute que le Gouvernement a proposé les mêmes dispositions dans l'article 4.

Le raisonnement de M. Boisdé est valable à mon sens. Il constate que la rétroactivité est néfaste et contraire aux principes et qu'il n'en faut nulle part. Pourquoi l'accepter à l'article 4 et la condamner à l'article 3 ?

La seule proposition logique est celle qui tend à la condamner partout, comme je l'avais demandé en commission des finances qui m'avait d'ailleurs suivi en première lecture sur l'article 4. Et ce qui me semble encore plus indéfendable — et cette nuance a sans doute échappé à M. Boisdé — c'est la transformation que le texte de l'amendement n° 11 fait subir au texte de l'amendement n° 3.

Il y avait, dans l'amendement n° 3, l'affirmation d'un principe de non-rétroactivité ; or, dans l'amendement n° 11, il y a une rétroactivité limitée aux grosses cotes.

C'est là s'engager dans la voie des distinctions et des privilèges au sens étymologique, des lois qui sont faites pour ou contre quelques-uns. C'est à la fois contraire à toute la tradition républicaine, jusqu'à la déclaration des droits de l'homme elle-même qui condamne cette manière de faire, et tout simplement au bon sens et à l'équité la plus évidente.

Je crois que M. Boisdé doit être d'accord avec moi pour condamner la transformation que son amendement a subie dans la version officielle. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

Mme la présidente. La parole est à M. Souchal, cosignataire de l'amendement.

M. Roger Souchal. M. de Tinguy ne semble pas avoir compris l'économie de l'amendement soutenu par M. Boisdé, qui n'a nullement traité le problème juridique de la rétroactivité.

M. le ministre des finances, devant cette Assemblée, M. le secrétaire d'Etat au budget, devant l'autre Assemblée, ont nettement démontré que le principe en cause n'était pas celui de la rétroactivité, mais simplement celui de l'application de l'impôt sur le revenu au cours de l'année fiscale.

Mais ce que nous voulons obtenir par cet amendement c'est éviter que des petits et des moyens propriétaires et même assez gros — puisque nous allons jusqu'à un million — qui ont réemployé le prix de vente de leurs terrains avant le 15 septembre 1963 ne tombent pas sous le coup de l'application de l'article 3.

Là se trouve donc l'équité. Nous permettons, en effet, à ces gens de ne rien reverser au Trésor. Mais nous voulons qu'un principe de justice soit appliqué à ceux qui, avant cette date, tournant la loi précédente et l'application de la taxe de 25 p. 100, ont réalisé des plus-values considérables.

L'on sait que quelques dizaines de Français ont réalisé des milliards de plus-values au cours de l'année 1963, et avant le 15 septembre 1963. Il serait inadmissible et immoral qu'ils puissent profiter des dispositions de cet amendement.

M. Pierre Bas. Très bien !

M. Roger Souchal. C'est pourquoi, M. Boisdé et moi-même avons pensé au montant de 1 million. C'est là, pensons-nous, non pas une proposition démagogique, mais une solution de simple justice. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mme la présidente. La parole est à M. Charret.

M. Edouard Charret. Je ne puis qu'approuver la démonstration que vient de faire M. Souchal. Je rappelle simplement à M. de Tinguy, qui paraissait réclamer tout à l'heure la priorité pour la date du 15 septembre, qu'au nom des deux groupes de la majorité j'avais déposé des amendements tendant à ne rendre passibles de cette taxation que les opérations faites après le 1^{er} octobre 1963.

M. Lionel de Tinguy. Vos amis ne vous avaient pas suivi ! Vous le savez parfaitement.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 3 est réservé.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 11 tendant à modifier comme suit le texte de l'article 3 adopté par la commission mixte paritaire :

« Au I-1, premier alinéa, après les mots « terrains non bâtis », ajouter les mots « situés en France ».

« Au I-2, troisième alinéa, remplacer les mots « au jour de la réalisation de la plus-value » par les mots « au jour de l'aliénation ».

« Au I-3, remplacer le premier alinéa et le 1^{er} du deuxième alinéa par le texte suivant :

« 3. Toutefois, les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de terrains à usage agricole ou forestier ou de terrains supportant une construction ne sont pas imposables lorsque le prix de cession, l'indemnité d'expropriation ou les justifications apportées par le redevable permettent de considérer qu'il ne s'agit pas d'un terrain à bâtir.

« Sont réputés ne pas revêtir ce caractère les terrains à usage agricole ou forestier dont le prix de cession... » (le reste sans changement).

« Au I-3, supprimer le 2^o du deuxième alinéa.

« Au II-1-a, supprimer les mots « à l'exclusion de la valeur correspondant aux installations, cheptel végétal et récoltes existant sur les terrains à usage agricole ».

« Au II-1-b, remplacer cet alinéa par le texte suivant :

« b) Une somme égale au prix pour lequel le bien a été acquis à titre onéreux par le contribuable ou le prix pour lequel le bien a été acquis à titre onéreux par ses auteurs s'il est entré dans le patrimoine du cédant par voie de mutation à titre gratuit. Toutefois, pour les biens entrés dans le patrimoine du contribuable soit par voie de donation ayant acquis date certaine avant le 1^{er} septembre 1963, soit par voie de donation-partage remontant à plus de trois ans, soit par voie de succession, la valeur vénale au jour de la mutation à titre gratuit est substituée au prix d'acquisition. »

« Au II-1, ajouter à la fin du paragraphe l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'expropriation portant sur des terrains possédés et exploités par des pépiniéristes, des arboriculteurs, des horticulteurs ou des maraîchers, la plus-value est, à concurrence de son montant, diminuée du coût de l'acquisition de terrains d'une superficie équivalente et qu'ils affectent à la poursuite de leur exploitation. Les modalités d'application du présent alinéa et, notamment le délai dans lequel la nouvelle acquisition doit être réalisée par le contribuable, sont fixés par décret.

« Au III-1, premier et deuxième alinéa, substituer le chiffre de 50.000 à celui de 30.000 francs ; le chiffre de 100.000 francs à celui de 60.000 francs.

« Au III-1, troisième alinéa, remplacer les mots « pour les plus-values réalisées en 1963 » par les mots « pour les aliénations intervenues en 1963 ».

« Au III-1, quatrième alinéa, remplacer les mots « dans les conditions définies aux trois alinéas qui précèdent » par les mots « dans les conditions prévues au II ci-dessus et aux trois alinéas qui précèdent ».

« Au III-1, cinquième alinéa, remplacer les mots « plus-values réalisées » par les mots « aliénations intervenues ».

« Au III-1, avant-dernier alinéa, supprimer l'alinéa.

« Au III-1, dernier alinéa, modifier comme suit l'alinéa :

« Les pourcentages prévus aux 4^o et 5^o alinéas ci-dessus sont diminués de dix points lorsque la plus-value est dégagée à l'occasion de la cession à titre onéreux de terrains non bâtis ou de droits portant sur ces terrains, à l'Etat, aux collectivités publiques, aux collectivités locales et, après accord des collectivités locales et avis de l'administration des domaines, à des organismes d'H. L. M. et leurs unions et à des organismes dont la liste sera établie par décret. »

« Au IV-2^o, supprimer les mots « sauf si elles sont consécutives à une cession ou cessation totale ou partielle d'entreprise ».

« Au V, premier alinéa, remplacer la date du 1^{er} janvier 1963 par celle du 15 septembre 1963.

« Au V, après le premier alinéa, ajouter deux alinéas ainsi conçus :

« Toutefois les plus-values réalisées à l'occasion d'aliénations intervenues entre le 1^{er} janvier 1963 et le 15 septembre 1963 sont imposables si leur montant total, décompté comme il est dit au II ci-dessus, excède 1 million de francs ; si ce montant est compris entre 1 million et 2 millions de francs, la plus-value est diminuée d'une somme égale à la différence existant entre 2 millions et ce montant.

« Pour l'application des dispositions du présent article, une aliénation n'est considérée comme intervenue à la date portée à l'acte de cession, que si cet acte est passé en la forme authentique ou, à défaut, est présenté à la formalité de l'enregistrement dans les 30 jours de cette date. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Dans ce débat sur l'antériorité des propositions, le Gouvernement ne cherche certes pas à s'en prévaloir pour la sienne, puisque l'amendement n° 11 qu'il présente a uniquement pour objet de remettre en forme et d'intégrer dans son texte les amendements d'initiative parlementaire qui viennent d'être exposés.

Comment donc se présenterait l'article 3 dans sa rédaction définitive ? C'est ce que je voudrais expliquer le plus simplement possible.

Il y avait d'abord un problème de date, à propos duquel il existe une querelle juridique au demeurant assez vaine et vraisemblablement, quant à son fond, inexacte : c'est la querelle relative au principe de la rétroactivité.

Dans la loi de finances annuelle, le Parlement vote tous les ans, au mois de novembre ou de décembre, l'impôt applicable aux revenus de l'année qui vient de s'écouler. Personne n'a jamais considéré qu'il y avait la rétroactivité. C'est, en réalité, une disposition normale en matière d'impôt sur le revenu.

Dans le cadre de la taxation des plus-values au titre de l'impôt sur le revenu, il n'y avait donc pas, de ce fait, rétroactivité.

On a pu néanmoins considérer qu'il y avait une sorte de rétroactivité de caractère psychologique. En raison de l'innovation introduite dans notre législation et de l'ignorance de ces dispositions dans laquelle se trouvaient les redevables, on pouvait estimer que cette innovation fiscale intervenant après coup, même si elle était juridiquement fondée — ce que je maintiens — pouvait être difficilement comprise des intéressés.

C'est ce qui explique que des amendements aient été déposés et soutenus, tendant à fixer comme date d'application celle à partir de laquelle ces dispositions ont été connues, c'est-à-dire le 15 septembre dernier.

Le Gouvernement a accepté cette proposition et insère donc dans son texte la date du 15 septembre 1963 comme date d'application, en assortissant toutefois d'une réserve.

Cette réserve, c'est, d'une part, que les plus-values dépassant un million de francs seront imposées si elles ont été réalisées après le 1^{er} janvier 1963. C'est, d'autre part — en raison sans doute, de leur montant et en raison de l'argumentation développée par M. Boisdé — qu'il y avait, non pas inexistence d'impôt concernant les plus-values, mais, au contraire, une taxe de 25 p. 100. Dans ces conditions, il est donc assez normal — en tout cas, cela pose peu de problèmes — de remplacer cette taxe de 25 p. 100 par l'impôt nouveau à partir du 1^{er} janvier, dès lors que la plus-value excède un million de francs.

Lorsque le montant de la plus-value dépasse un million de francs, nous prévoyons, comme toujours, une transition, de façon à retrouver le taux normal de l'impôt.

La deuxième disposition qui a été proposée, et que le Gouvernement accepte, consiste à relever les limites d'exonération et de décote, qui passeraient suivant le cas du chiffre de 30.000 francs à celui de 50.000 francs et du chiffre de 50.000 francs à celui de 100.000 francs. Cela présente l'avantage d'écarter l'ensemble des plus-values réalisées sur les petites cessions, s'agissant de terrains à bâtir, et permet maintenant d'aboutir à une législation plus simple, puisque ce relèvement couvre l'exonération qui avait été demandée par M. Rivain et qui visait les terrains de faible plus-value et d'une certaine superficie.

En adoptant une limite de 50.000 francs, nous recouvrons en fait la demande présentée initialement par M. Rivain et qui concernait les terrains vendus moins de 8 francs le mètre carré et à l'intérieur d'une certaine superficie.

Nous ajoutons une troisième disposition qui concerne les cessions aux collectivités locales et aux collectivités assimilées. Nous avons prévu que l'abattement effectué sur la plus-value qui était de 10 points dans le cas des cessions amiables sera également valable dans le cas des expropriations. Nous pensons, en effet, qu'il ne convient pas que la législation fiscale fausse le choix entre les procédures et qu'il est normal qu'elle s'applique également à toutes les procédures d'acquisition par les collectivités locales, quelles que soient celles-ci. Si l'on doit marquer une préférence entre ces procédures, c'est à l'intérieur du dispositif qu'il faut agir et non point par la voie fiscale.

Dernier point : la question des terrains possédés et exploités par des pépiniéristes, des horticulteurs, des arboriculteurs ou des maraîchers. Il se trouve, en effet, que les différents types de culture dont il s'agit sont très souvent concentrés dans le voisinage des grandes agglomérations, que les intéressés sont susceptibles d'être soit expropriés, soit mis en demeure de quitter leur exploitation, et qu'il leur est nécessaire de reconstituer leur exploitation, sous peine de devoir cesser celle-ci.

Nous prévoyons que la plus-value, dans le cas de ces professions, sera réduite à concurrence des sommes nécessaires

au rachat d'une superficie équivalente et destinée à une exploitation de même nature.

Les autres modifications apportées par notre amendement n° 11 sont plutôt des modifications de forme. Je les énumère brièvement.

Le Gouvernement précise d'abord que le texte ne s'applique qu'aux terrains situés en France. Cela va de soi. Nous n'entendons nullement en matière de plus-value légiférer pour des terrains situés au-delà de nos frontières.

En ce qui concerne la date, nous considérons que la date de référence est celle du jour de l'aliénation.

Nous améliorons également la rédaction concernant la preuve contraire en matière de terrains agricoles, de façon que les agriculteurs puissent démontrer plus facilement que leur terrain est conservé à des fins agricoles.

Enfin, nous supprimons, de façon à mettre fin au trouble ressenti par M. le rapporteur général de la commission des finances, l'amendement concernant le cheptel végétal. Peut-être aurait-il mieux valu, qu'au lieu de se rapporter au Laroussé ordinaire, il se rapportât au Laroussé agricole. (Sourires.)

Mais je ne suis pas sûr que, dans ce domaine, il aurait obtenu une réponse plus favorable, étant donné que notre texte prévoit que la valeur des terrains est de toute façon diminuée du montant des impenses. Les impenses, telles que nous les considérons, recouvrent l'ensemble des dépenses de cette nature.

Telles sont, mesdames, messieurs, les modifications essentielles apportées à l'article 3, modifications que le Gouvernement a acceptées à la suite des demandes présentées par les différents orateurs.

Dans quel esprit le Gouvernement a-t-il agi ? Il considère comme essentiel que cette pièce de notre législation fiscale, c'est-à-dire l'imposition sur les plus-values des terrains à bâtir, s'insère désormais dans l'édifice fiscal et il rejoint à ce propos la très chaleureuse, pertinente et convaincante démonstration de M. le rapporteur général dont je partage, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la profonde conviction.

Il a cependant pensé que cette modification fondamentale devait être réalisée au sein d'un acquiescement aussi large que possible des esprits et c'est pourquoi, par rapport à sa position originale et quoiqu'elle fût fondée en droit, il accepte un certain nombre de modifications qui ne changent d'ailleurs rien à l'essentiel du dispositif.

Il convient, en effet, de nous habituer, dans le domaine fiscal, à élargir notre conception, c'est-à-dire à faire de l'impôt non seulement le moyen de procurer des ressources à l'Etat, mais encore l'instrument de correction d'injustices ou d'inégalités lorsque celles-ci deviennent, et c'est le cas, par trop flagrantes. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des indépendants.)

Mme la présidente. La parole est à M. Barbet.

M. Raymond Barbet. Je regrette tout d'abord qu'un amendement du Gouvernement de l'importance de celui portant le n° 11 ait été déposé aussi tardivement. On me répondra évidemment qu'il reprend les dispositions d'amendements déjà déposés et ainsi codifiées, si je puis dire, en un seul texte.

Il n'en reste pas moins qu'il aurait été nécessaire, étant donné l'importance de cet amendement, que nous en soyons saisis un peu plus tôt.

Mais mon intervention porte sur un autre objet. D'après les explications que vient de nous donner M. le ministre des finances, les petits propriétaires de maisons familiales n'auront pas les garanties qu'ils devraient avoir en cas de dépossession de leur propriété.

C'est pourquoi je demande à M. le ministre des finances s'il entend bien que les petits propriétaires visés par une expropriation pour cause d'utilité publique soient exonérés de la taxe sur la plus-value, car on ne peut pas prétendre qu'il s'agit d'une opération frauduleuse lorsque l'administration des domaines a fixé son estimation pour base du jugement du juge foncier et que le juge foncier a rendu sa sentence.

Dans ces conditions, j'aimerais bien que M. le ministre des finances nous dise que les petits propriétaires, qui possèdent un terrain sur lequel la construction n'a pas été entreprise et ceux qui possèdent une petite propriété familiale, mais qui peuvent être visés par une opération d'expropriation et d'urbanisme ne seront pas assujettis au paiement de la taxe sur la plus-value.

Mme la présidente. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Monsieur le ministre, je voudrais à mon tour vous poser une question délicate qui intéresse un nombre important de propriétaires de terrains dans la périphérie des grandes villes.

Il s'agit des terrains qui sont réservés ou « gelés » en vertu des dispositions des plans d'urbanisme. Les propriétaires de

ces terrains ne peuvent les aliéner. Il serait absolument anormal qu'ils subissent les conséquences d'entraves qui ne sont pas leur fait puisque la puissance publique peut attendre trois années et davantage avant de lever la réserve qui frappe ces terrains. Le bénéfice des taux d'abattement applicables aux années 1963-1964 devrait pouvoir être accordé à ces propriétaires, quelle que soit la date de réalisation de la cession.

Cela dit, je reconnais très volontiers que ce problème difficile ne peut pas faire l'objet d'une disposition rédigée à la hâte, qu'il convient de le mettre à l'étude et de le résoudre à l'occasion des textes d'application.

C'est pourquoi, je vous demande, monsieur le ministre, de bien vouloir prévoir, dans les décrets d'application, des dispositions telles que les propriétaires des terrains dont je parle, sans pouvoir tirer profit d'une majoration de prix par rapport à la valeur actuelle de leurs biens, puissent bénéficier des taux de refaction les plus avantageux qui figurent à l'article 3.

Mme la présidente. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Monsieur le ministre, je proteste parce que dans votre amendement n° 11 qui est, dites-vous, le condensé de plusieurs autres amendements, vous avez modifié ce que j'avais fait voter, par mon propre amendement, en première lecture à propos des donations-partages et vous avez précisé que ces biens ne seraient considérés comme entrés à titre gratuit dans le patrimoine du contribuable que si la donation-partage avait eu lieu trois ans avant la mutation à titre onéreux.

Dans votre exposé précédent, vous ne nous avez donné aucune raison pour expliquer cette modification qui n'a été présentée ni à la commission des finances ni à la commission mixte paritaire et je me refuse à accepter ce que disait M. Bas tout à l'heure, à savoir qu'il avait aligné son amendement n° 1 sur le mien car je n'ai jamais mentionné cette particularité dans mon texte en ce qui concerne les donations-partages.

Je répète que vous allez gêner les donataires qui auraient l'intention de réaliser les biens qui viennent de leur être donnés s'ils sont obligés, pour le faire, de payer des droits de mutation à titre gratuit qui sont souvent élevés.

Enfin, vous n'avez pas répondu à mes observations en ce qui concerne le cas de l'enfant unique.

Pourquoi voulez-vous frapper les donations qui seront consenties à un enfant unique ?

Vous savez très bien que les droits de mutation à titre gratuit sont très importants lorsqu'il s'agit d'un enfant unique et qu'ils sont les mêmes que ceux qui frappent les successions. Mais, quand il y a une donation, on peut très bien déduire la valeur de l'usufruit des biens donnés et, de ce fait, réaliser une économie.

D'ores et déjà, le fils unique sera incontestablement désavantagé et j'aimerais, monsieur le ministre, que vous nous en donniez les raisons.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. J'indique tout d'abord à M. Barbet que les chiffres que nous avons prévus, c'est-à-dire une limite d'imposition de 50.000 francs sur la plus-value, correspondent à un montant minimum de cession de 70.000 francs.

La disposition ne vise que les terrains à bâtir. Or, la vente d'un terrain à bâtir à un prix supérieur à 70.000 francs ne saurait concerner les catégories de propriétaires petits ou modestes dont il a parlé.

Dans ces conditions, le problème que M. Barbet a posé est certainement résolu.

Je réponds maintenant à M. Collette.

Si, en effet, nous avons retenu sa proposition initiale et si nous avons introduit un délai de trois ans — on peut s'interroger sur le point de savoir si ce délai, que certains trouvent trop long, n'est pas insuffisant — c'est pour éviter une fraude qui serait, à la vérité, très tentante.

Supposons un propriétaire décidé à vendre son terrain avec une plus-value considérable. Nous avons introduit dans la législation une disposition que je crois équitable et qui consiste à éponger la valeur de la plus-value déclarée à l'occasion de la donation-partage ou de la succession. Il serait donc tentant, pour celui qui possède un terrain, de faire une donation-partage à l'un des héritiers qui procéderait à l'aliénation, la donation-partage ayant au préalable effacé le montant de la plus-value. Ce ne serait pas, dans cette hypothèse, l'impôt afférent à la plus-value qui serait acquitté, mais les droits sur la donation à titre gratuit, qui sont plus faibles.

Il est donc parfaitement normal, s'il y a une donation-partage, que celui qui a reçu la donation ne puisse pas vendre immédiatement le terrain dont il est devenu propriétaire.

Par contre, si dans ce délai de trois ans l'auteur de la donation décède et si on est ramené à la situation normale de succession, ce délai ne joue pas, c'est-à-dire que, dès lors que

la succession a eu lieu, même à l'intérieur du délai de trois ans de la donation-partage, la vente devient possible.

C'est donc pour éviter une manœuvre dont l'intérêt est évident que nous avons été amenés à introduire cette limite et, en réalité, on peut, quand on y réfléchit, se demander si cette limite n'est pas un peu courte plutôt que trop longue.

Je suis sûr que, convaincu par cette argumentation, M. Collette comprendra nos motifs et notre décision.

Mme la présidente. La parole est à M. Pezé, pour répondre au Gouvernement.

M. Edmond Pezé. Je serais heureux que M. le ministre veuille bien répondre à l'intervention de M. Palewski.

En effet, il existe dans Paris des terrains qui ont été bloqués, non pas depuis trois ans, mais depuis plusieurs fois trois ans ; on peut dire depuis dix ans. Cette situation interdit toute construction rationnelle sur ces terrains, sur lesquels il y a déjà des installations industrielles.

Ces propriétaires vont être frappés maintenant d'une façon très lourde, non plus par un impôt de 25 p. 100, qui n'était pas appliqué, mais par un impôt de 50 p. 100 sur les plus-values, ce qui est considérable et constitue une injustice manifeste.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Nous entrons de plus en plus avant dans la technique fiscale.

Je vois toutefois M. Collette qui s'inquiète parce que je n'ai pas répondu sur le problème du fils unique.

La situation, en matière de donation-partage, puisqu'il s'agit des parents, peut n'être que provisoire et donc susceptible d'amélioration. (Sourires.)

Il est vrai que notre législation ne permet pas, on le conçoit, de faire bénéficier un fils unique d'une donation-partage puisqu'il n'y a pas matière à partage. Le fils unique ne peut bénéficier que de la donation simple qui est exclue de notre dispositif.

Et si nous avons exclu la donation simple, ce n'est pas pour viser le fils unique, mais pour éviter qu'elle ne devienne un moyen de tourner la législation. S'il s'agit d'une donation à un fils unique suivant des modalités et des garanties comparables à celles de la donation-partage, nous verrons dans quelle mesure ce type de donation pourrait être assimilé à la donation-partage.

Quant à la deuxième question de M. Palewski, réanimée par M. Pezet, elle est en effet d'une solution difficile. Les terrains sont sans doute gelés mais, comme le disait ce matin M. le rapporteur général, les prix, eux, ne le sont pas et les conditions dans lesquelles interviennent les cessions peuvent être très différentes de celles dans lesquelles les terrains ont été effectivement gelés. Il n'est pas possible de retenir pour prix un chiffre qui ne serait pas le prix final de la transaction. A l'inverse, on peut s'interroger sur le point de savoir s'il est équitable, lorsque la vente a été différée sans que le propriétaire y soit pour quelque chose, de ne pas le faire bénéficier des taux d'impôt plus avantageux de la période initiale de notre législation plutôt que des taux applicables au moment où l'opération interviendra.

M. Palewski avait élaboré un amendement. Mais l'on rencontre des difficultés aussi grandes à mettre au point des dispositions de cette nature. Nous allons cependant nous efforcer de voir si on ne peut pas introduire une sorte de notion d'année de rattachement pour la cession des terrains « gelés » par la puissance publique et à condition que cette réserve ne soit pas de trop longue durée, faute de quoi nous affaiblirons la portée de notre législation.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 11 du Gouvernement est réservé.

J'appelle maintenant l'amendement n° 5, également présenté par le Gouvernement, portant sur l'article 18, état B. Cet amendement propose de rédiger ainsi le titre III du ministère de la santé publique et de la population :

« I. — Majorer les crédits de 1 million de francs ;
« II. — En conséquence, à l'article 18, majorer les crédits du titre III de la même somme. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Nous entrons dans la matière budgétaire.

L'amendement n° 5 a pour objet de rétablir le texte de l'Assemblée nationale.

On sait, en effet, que le ministère de la santé publique se propose de réformer ses services extérieurs et de fonder en un seul les services de l'enseignement et ceux de la santé publique et de la population.

Cela se traduit, dans la phase initiale, par certaines charges financières. Le Gouvernement vous propose de rétablir le crédit correspondant de 1 million de francs qui a été supprimé par la commission mixte.

Mme la présidente. La parole est à M. Tourné, contre cet amendement.

M. André Tourné. Mesdames, messieurs, dans le budget de la santé publique qui a été voté en première lecture figurait la disposition suivante : une fusion, à l'échelon départemental, des services de la santé et de la population, des services de l'hygiène scolaire et des bureaux d'aide sociale des préfectures, sera réalisée.

Pour cela — comme vient de le dire M. le ministre des finances — un crédit de 1 million de francs avait été prévu. Mais le Sénat a considéré que la réforme proposée était inopportune et il a voté un amendement supprimant le crédit de 1 million de francs.

La commission mixte paritaire, appelée à se prononcer sur le différend existant entre notre assemblée et le Sénat, a estimé qu'elle n'avait pas à prendre position, considérant très certainement que la décision du Sénat en cette matière devait être maintenue.

M. le ministre des finances veut, lui, rétablir le crédit de 1 million de francs et c'est ce qui nous oppose au Gouvernement.

Nous donnerons donc quelques explications pour motiver notre opposition et, en même temps, convaincre l'Assemblée nationale de la nécessité d'adopter sur ce point une attitude identique à celle de la commission mixte paritaire.

En effet, si la réforme proposée voyait le jour, nous assisterions au démantèlement, hélas ! commencé, des services du ministère de l'éducation nationale.

Cela est très important.

En effet, les services de l'hygiène scolaire échapperaient désormais à la tutelle des services départementaux du ministère de l'éducation nationale.

Il n'est pas possible que l'on porte un tel coup au ministère de l'éducation nationale et la raison que j'invoque est très simple. Depuis la Libération, date de sa création, l'utilité du service de l'hygiène scolaire n'est plus à démontrer.

Si l'Assemblée suivait le Gouvernement, la liaison serait d'un seul coup rompue qui s'est réalisée mois après mois, année après année, entre des médecins spécialisés, des directeurs d'établissement, des maîtres et des maîtresses, d'éminents employés des services médico-scolaires et des assistants sociales dépendant du ministère de l'éducation nationale. Tout cela serait démantelé, détruit.

Plus encore : l'application d'une telle réforme ferait supporter aux enfants toutes les conséquences d'une opération qui semble prématurée, d'une part, et très dangereuse, d'autre part.

On prévoit ensuite la disparition des directions départementales de la santé en tant qu'autorités de tutelle.

Là encore, ce sont les données quotidiennes de la vie qui ont réglé le problème. Dans les directions départementales de la santé, nous trouvons d'éminents médecins qui accomplissent leur tâche avec beaucoup de sérieux et d'amour. Et, demain, ces directions disparaîtraient ? Il en serait de même pour les directions de la population qui, avec les directions de la santé, ont créé une émulation dont le résultat social n'est pas à dédaigner.

Une autre considération ne peut laisser nos collègues indifférents.

En effet, si nous votons ces dispositions, les services préfectoraux de l'aide sociale disparaîtront, services que les parlementaires et les conseillers généraux que nous sommes, connaissent bien. De nouvelles difficultés viendraient alors s'ajouter à celles que rencontrent déjà les élus locaux et départementaux, toujours aux prises avec des problèmes sociaux qu'ils peuvent régler aujourd'hui en s'adressant aux services de la deuxième division de leur préfecture.

Telle est la première raison pour laquelle nous sommes opposés au rétablissement du crédit qui nous est demandé.

J'invoquerai encore, à l'appui de mon opposition, une deuxième raison non moins importante.

Si la réforme est appliquée, de qui dépendra la nouvelle organisation projetée ? Sous la tutelle de quel ministère sera-t-elle placée ? Qui la dirigera, qui la contrôlera ?

En cette matière, nous ne savons absolument rien.

Il eût été préférable que le Gouvernement déposât un projet de loi et que celui-ci fût l'objet d'une discussion très large au sein de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales plutôt que de régler cette question par le biais de la loi de finances.

Et, de surcroît — et c'est là la véritable question — où veut-on vraiment en venir en instituant un tel organisme ?

Je suis convaincu — car la question est déjà plus ou moins soulevée — que l'on veut supprimer les commissions cantonales d'assistance qui existent dans notre pays depuis des dizaines d'années et qui intéressent si fort les maires qui ont des dossiers à défendre et les conseillers généraux délégués cantonaux.

Ce que l'on veut en définitive, c'est moins doter notre pays d'une organisation médicale et sociale conforme à l'intérêt de ceux qui ont besoin d'être soignés ou aidés sur le plan social, qu'instaurer une politique d'aide sociale rétrograde échappant aux élus locaux, aux élus départementaux et, partant, aux élus nationaux que nous sommes.

Avant de conclure, je vous poserai, mes chers collègues, une question qui ne peut manquer de vous faire réfléchir.

Avez-vous lu le projet de loi de finances rectificative, n° 680, où est prévue, à la page 108, une annulation de crédit au chapitre de l'aide sociale de sept milliards d'anciens francs qui n'ont pas ou n'auraient pas été utilisés au cours de l'exercice 1963, lequel se termine dans trois semaines ?

L'organisme départemental que l'on veut créer n'a-t-il pas, en définitive, pour but de renforcer la rigueur de l'étude indispensable des dossiers présentés aux commissions d'aide sociale pour obtenir soit la carte sociale d'économiquement faible, soit l'aide aux infirmes et aux incurables, l'assistance médicale gratuite, l'aide à la tierce personne ou l'aide hospitalière, aux malades mentaux ou aux tuberculeux à domicile, l'allocation de loyer ou l'allocation militaire ? Soit dit en passant, cette dernière est refusée dans la proportion de 80 p. 100. S'il ne s'agit pas d'un jeune marié sans ressources ou du fils aîné d'une veuve, l'allocation militaire est presque toujours refusée. Cela parce que les instructions du Gouvernement ont toujours un caractère restrictif.

Or il n'est pas possible, mesdames, messieurs — et j'en aurai terminé — que, sur ce point, on ne se range pas aux côtés de la commission mixte paritaire qui n'a pas voulu se prononcer en considérant que l'affaire était trop sérieuse pour être réglée par le biais du vote du budget qui nous est présenté. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste et sur quelques bancs du groupe du rassemblement démocratique.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement n'est pas très encouragé dans ses efforts de rationalisation des services !

On pourrait, en effet, concevoir que, pour tout ministère, il n'y ait sur le plan départemental qu'un service extérieur unique. Je ne vois pas pourquoi un ministère unique aurait besoin, sur le plan local, d'avoir deux directeurs pour assurer sa gestion administrative.

Depuis 1955, sans la moindre exception, toutes les commissions d'économies instituées par quelque gouvernement que ce soit, toutes les missions d'enquête envoyées sur place ont conclu à la fusion des directions en cause.

Il est tout de même paradoxal que, le Gouvernement faisant cet effort de fusion, on vienne dire qu'il s'agit de je ne sais quelle mesure attentatoire à la politique sociale.

Si l'on veut que le ministère de la santé publique ait des moyens d'action efficace dans les départements et soit doté d'une structure claire et solide, je ne crois pas que ce soit par la multiplication des directions départementales qu'on aboutira à ce résultat.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission approuve, pour une fois, le Gouvernement. (Sourires.)

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 5 est réservé. J'appelle maintenant l'amendement n° 10, présenté par MM. Raullet et Cerneau, dont le Gouvernement accepte la discussion, et qui tend à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 35 :

« Toutefois, la perception des taxes prévues aux lignes 80 et 107 ne sera autorisée que jusqu'au 1^{er} juillet 1964 ».

La parole est à M. Raullet.

M. Roger Raullet. Nous avons, en première lecture, demandé la suppression de la ligne 107. Dans un esprit de transaction, je vous demande aujourd'hui, monsieur le ministre, de rétablir, mais seulement jusqu'au 1^{er} juillet 1964, la perception des taxes.

Le souci des auteurs de l'amendement est que soit créé le plus rapidement possible un organisme qui permette de défendre les planteurs de nos départements d'outre-mer devant les instances du Marché commun. Les planteurs, en raison même de l'impossibilité de fonctionnement où se trouve l'actuel comité national interprofessionnel du rhum, souhaitent qu'il soit très rapidement remplacé.

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement, c'est-à-dire la perception

pour six mois de la taxe en question, délai qui doit être mis à profit pour réformer le comité dont le fonctionnement n'est certainement pas satisfaisant.

Nous faisons confiance aux animateurs de ce comité pour réformer les conditions de fonctionnement avant le 1^{er} juillet 1964.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas émis d'avis. Mais elle pencherait plutôt pour l'approbation, si elle était consultée.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 10 de MM. Raulet et Cerneau est réservé.

J'appelle maintenant l'amendement n° 6 présenté par le Gouvernement, tendant à supprimer l'article 71 ter.

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. L'article 71 ter introduit par le Sénat tend à permettre à la compagnie nationale Air France de délivrer des billets de voyage gratuits en contrepartie partielle de la subvention que nous lui versons.

Je suis convaincu que si nous commençons à consentir à telle ou telle compagnie nationale le principe du voyage gratuit, les voyageurs payants seront en proie à un tel état de tristesse que leur nombre diminuera au profit de la catégorie privilégiée ! (Sourires.)

S'il est essentiel d'assurer l'équilibre financier de la compagnie nationale Air France, il faut absolument conserver un caractère commercial à son exploitation, et le Gouvernement ne saurait retenir une suggestion de cette nature.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas d'avis.

Mme la présidente. Le vote sur l'amendement n° 6 du Gouvernement est réservé.

Nous en avons terminé avec l'examen des amendements.

Je rappelle qu'en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur la totalité du texte en discussion modifié par les amendements n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 qu'il a proposés ou qui ont recueilli son accord.

La parole est à M. de Tinguy, pour expliquer son vote.

M. Lionel de Tinguy. Mes chers collègues, le texte qui vient devant vous en seconde lecture ressemble de très près à celui que vous avez adopté il y a quelques semaines.

J'avais alors justifié le vote favorable de l'ensemble de mon groupe, et il pourrait, à première vue, paraître inutile d'expliquer à nouveau un vote qui devrait normalement être semblable.

Cependant, un certain nombre d'éléments nouveaux sont intervenus depuis lors, qui ont incité mes amis à se poser de sérieuses questions.

Tout d'abord, la procédure de discussion entre les deux Assemblées nous a paru plus formelle que réelle. Le Sénat avait établi des textes dont certains, en particulier ceux qui sont relatifs aux plus-values foncières, nous paraissaient sensiblement meilleurs que ceux qui nous sont soumis maintenant et que ceux que vous avez adoptés en première lecture.

Le système de composition de la commission a abouti, en réalité, à supprimer tout débat puisque, vous le savez, le mécanisme a été monté pour qu'aucun échange véritable ne se réalise. Point de départ de la discussion à la commission mixte, les textes de l'Assemblée nationale puis les amendements du Sénat n'étant pas adoptés, le vote d'ensemble...

M. le rapporteur. Permettez-moi de vous interrompre, monsieur de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. J'aimerais terminer mon exposé. Après quoi, monsieur le rapporteur, vous pourrez rectifier les différents points que j'aurai soulevés. Il est quelques vérités que je veux dire.

M. le rapporteur. Permettez-moi d'insister.

M. Lionel de Tinguy. Je vous prie de m'excuser, monsieur Vallon, mais je ne me laisserai pas interrompre. (Murmures sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le rapporteur. Sachez que la commission mixte paritaire a siégé pendant plus de dix heures.

M. Lionel de Tinguy. Un certain nombre de vérités doivent être entendues de l'Assemblée.

M. le rapporteur. Ce ne sont pas des vérités.

M. Lionel de Tinguy. Vous ne pourrez l'affirmer que lorsque j'en aurai terminé.

Les échanges entre les deux Assemblées n'ont pas été ce que prévoit la Constitution. Nous aurions beaucoup gagné à voir s'ouvrir un débat complet, efficace et loyal entre deux thèses contraires, mais peut-être conciliables.

Dès le départ, la procédure a été faussée puisque mon groupe, qui avait voté l'ensemble, pas plus qu'un certain nombre de collègues qui avaient émis le même vote, n'ont été représentés, à la commission mixte paritaire, à seule fin qu'une autorité unique décide de l'ensemble des votes des représentants du Parlement. C'est exactement le contraire de la procédure du libre débat entre la majorité d'une Assemblée et la majorité de l'autre.

C'est tellement vrai que nous avons assisté cet après-midi à ce fait ahurissant du dépôt d'un certain nombre d'amendements signés par qui ? Par les représentants de l'Assemblée nationale à la commission mixte paritaire, qui se sont bien gardés de les déposer devant cette commission mixte où le Sénat était représenté. Je ne pense pas que l'esprit leur soit subitement venu entre le temps, tout proche, où ils discutaient avec les sénateurs et le débat d'aujourd'hui. (Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

La procédure logique aurait voulu que l'on débatît loyalement, avec l'autre assemblée, des suggestions qui nous sont faites. Certains peuvent estimer que cette procédure n'est pas logique, mais elle est du moins conforme à la Constitution, que nous devons respecter.

M. Roger Souchal. Vous avez approuvé cette procédure, monsieur de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Excusez-moi, monsieur Souchal, si je dois déplorer les conditions de la discussion au sein de la commission mixte paritaire et plus encore les conditions dans lesquelles nous débattons ici.

Ce matin, j'ai dû faire rayer mon nom sur la liste des orateurs inscrits dans la discussion générale parce que j'ignorais les textes essentiels qui nous ont été distribués à la hâte en cours de séance. Et même cet après-midi, nous n'avons eu connaissance qu'il y a quelques instants d'un texte si long que Mme la présidente a renoncé à le lire avant sa distribution, et si complexe que M. le ministre lui-même n'a pas voulu, malgré toute sa compétence, en faire une analyse détaillée, afin de ne pas rendre nos débats interminables.

Cette très mauvaise procédure serait pour nous un premier argument pour ne pas voter le projet de loi en deuxième lecture.

Et puis, il y a tous les arguments de fond.

Tout au long de la discussion budgétaire, nous avons émis des réserves : à propos des anciens combattants, auxquels on a fait allusion ce matin et qui sont les seuls à ne pas avoir droit à un plan, bien que la loi l'exige ; à propos de l'Algérie, et vous vous souvenez des conditions dans lesquelles nous avons débattu de certaines indemnités ; à propos de l'agriculture.

L'enseignement privé agricole est sacrifié par le Gouvernement, dans des conditions invraisemblables et sans aucune justification logique, alors que cinq sixièmes des enfants fréquentent l'enseignement privé agricole, un sixième seulement des enfants fréquentant l'enseignement public.

Les communes rurales ne sont pas mieux traitées que l'enseignement privé agricole et le budget de l'agriculture semble être un de ceux qui sont laissés à l'arrière-plan.

Je pourrais encore évoquer la misère de la construction, les anomalies de l'information, que sais-je ?

Nos réserves, exprimées tout au long du débat, concernaient non seulement les crédits, mais aussi les articles, notamment l'article 67, qui empêchera — c'est incontestable — la politique familiale française de se développer normalement pendant des années.

M. Michel Boscher. Pourquoi l'avez-vous voté, ce budget, en première lecture ? (Protestations sur les bancs du centre démocratique.)

M. Lionel de Tinguy. Je ne dis rien qui puisse vous choquer, mon cher collègue. De nombreux députés de votre groupe nous en ont fait des confidences en commission. J'exprime peut-être plus librement que certains un avis, mais je ne crois choquer personne. Je ne dis que des vérités. (Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. André Lathière. Ce ne sont pas des vérités.

M. Lionel de Tinguy. Vous savez parfaitement qu'à cause du vote de l'article 67 les prestations familiales ne suivront pas la courbe qu'elles devraient suivre.

M. Michel Boscher. Je le répète, pourquoi l'avez-vous voté en première lecture ?

M. Lionel de Tinguy. J'en arrive aux textes dont nous avons débattu cet après-midi, notamment les articles 3 à 8, relatifs

à la construction. La complication est leur moindre défaut. (Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Il s'agit là d'une matière plus technique et, j'espère, moins passionnée.

Ces articles 3 à 8 relatifs à la construction ne sont pas plus satisfaisants.

Quelle sera leur conséquence immédiate ? Ils bloqueront pratiquement les ventes d'immeubles et la construction.

Vous en êtes tellement persuadé, monsieur le ministre des finances, que j'ai cru comprendre, aux explications que vous avez apportées devant la commission des finances — et plusieurs collègues ont partagé cette impression — qu'en fin de compte vous n'étiez pas fâché de voir se ralentir la construction, considérant que c'était un élément d'inflation.

Il est possible en effet — je vais très loin — que votre raisonnement soit quelque peu fondé. Mais alors, monsieur le ministre, il eût mieux valu le dire clairement et éviter d'établir des textes aussi compliqués qui aboutissent au résultat que je viens de dire.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Me permettez-vous une précision, monsieur de Tinguy ?

Mme la présidente. Monsieur de Tinguy, permettez-vous à M. le ministre des finances de vous interrompre ?

M. Lionel de Tinguy. Madame la présidente, j'ai encore des choses désagréables à dire à M. le ministre et il serait préférable qu'il réponde à l'ensemble de mes observations. (Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Ce ne sont pas les satisfactions qui m'ont été données au cours de cette deuxième lecture qui peuvent m'inciter à l'indulgence, quand j'exprime le vote de mes amis.

M. André Lathière. Nous nous en souviendrons.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. M'autorisez-vous à vous interrompre, monsieur de Tinguy ?

M. Lionel de Tinguy. Tout à l'heure, monsieur le ministre. Quand vous êtes à la tribune, vous n'aimez pas être interrompu, et je le comprends fort bien. Mais comme vous m'avez, à plusieurs reprises, refusé la permission de vous interrompre, j'ai retenu la leçon. (Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mieux vaut laisser chacun développer son point de vue et lui répondre ensuite loyalement.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je me permets d'insister, monsieur de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Dans ces conditions, monsieur le ministre, allez-y ! (Mouvements divers.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Si j'ai tant insisté pour vous interrompre, monsieur de Tinguy, c'est que, sortant de la tradition parlementaire, qui consiste à s'appuyer sur des citations, vous invoquez à l'appui de votre argumentation, au demeurant contestable, telle ou telle impression que vous auriez recueillie sur mes propos ou sur mon attitude au sein de la commission des finances.

C'est là une incorrection dont vous voudrez bien me rendre compte.

Je n'ai jamais, à aucun moment de mes développements sur l'article 3, indiqué que, par ce biais, le Gouvernement voulait ralentir la construction.

Le Gouvernement s'est efforcé de faire une œuvre de justice fiscale, au demeurant difficile, et M. de Tinguy n'a pas dû demeurer totalement étranger à notre argumentation puisque, en première lecture, son groupe a voté le budget qui comprenait cet article. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Lionel de Tinguy. Puisque vous ouvrez le débat sur la construction, monsieur le ministre... (Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Mme la présidente. Ce n'est pas un débat.

M. Lionel de Tinguy. ... permettez-moi de vous répondre.

Cette année aura été marquée par trois dispositions concernant la construction.

D'abord la loi du 15 mars, dite loi sur la fiscalité immobilière. Selon l'argumentation contenue dans certains documents, son application n'entraînerait aucune hausse des prix. En fait, on constate aujourd'hui, dans la majorité des cas, des majorations sensibles pouvant atteindre 7 à 8 p. 100 du coût de la construction.

Une deuxième mesure est à l'étude sur le rapport de notre collègue M. Laurin. Elle est de nature à entraîner des charges

que j'avais essayé de limiter à 4 p. 100, par un amendement que l'Assemblée a voté, encore que le Gouvernement estimait ce pourcentage de hausse insuffisant.

Enfin, la présente loi de finances aura pour effet de pénaliser à la fois les acquéreurs et les vendeurs. Les acquéreurs seront atteints par l'augmentation des prix, ne serait-ce qu'en application de l'article 8 qui prévoit une majoration de 3.200 francs pour un logement F. 4, ce qui n'est pas négligeable. Et je ne parle pas des articles 3, 4 et 5, au sujet desquels vous avez, volontairement et peut-être sagement, d'ailleurs, fait en sorte qu'on en puisse difficilement chiffrer les conséquences. Celles-ci seront néanmoins très sensibles et ralentissent déjà les ventes en majorant les prix.

Nous constatons donc actuellement un freinage à la construction. J'émetts en fait qu'au cours du débat devant la commission des finances vous avez marqué qu'un des points sensibles, à votre point de vue, était le secteur des travaux publics, où la demande vous paraissait exagérée, et que vous estimiez pour ce motif, dès le début de juin, ne pouvoir accorder les primes que nous réclamions et, en octobre, ne pouvoir consentir un effort supplémentaire dans le budget.

C'est ainsi que j'ai inféré de vos attitudes dans ces divers débats que le bâtiment allait bien et même allait un peu trop bien, pensiez-vous à certains égards.

Quoi qu'il en soit, monsieur le ministre, si mon argumentation vous apparaît erronée, il vous appartient de le démontrer en accordant ces primes sans prêts que vous avez encore récemment refusées. Il n'en coûtera rien au budget et cela permettra à la construction d'aller de l'avant. Tant que votre refus subsiste, je suis en droit d'avancer que vous êtes hostile au développement de la construction.

Je ferme cette parenthèse sur le contenu du budget.

La plus grave de nos réserves vient de l'interprétation qui a été donnée — et avec quel éclat ! — de certains de nos votes dans le sens d'un ralliement à des positions qui, vous le savez, ne sont pas les nôtres.

Je m'honore de voter toujours les crédits quand il s'agit de la défense de mon pays, même quand j'estime qu'ils sont mal employés, et j'ai voté les crédits de la défense nationale dans cet esprit. Mais j'ai refusé de voter les crédits des affaires étrangères qui, eux, me paraissent orientés dans une voie très dangereuse.

Ce n'est pas l'arme atomique qui est condamnable en elle-même. A mon avis, on ne peut pas revenir en arrière dans le domaine de l'armement. Ni les Soviets, ni les Américains, ni aucune nation ne peuvent songer à retourner à l'armement ancien. Le problème est mal posé.

Quand on me dit que je suis pour la force de frappe, je réponds que je suis pour la défense de mon pays. En revanche, je n'accepte pas la politique nationaliste qui s'infiltrer derrière ce rideau, derrière ces prétextes de technique de l'armement. C'est une question non pas militaire, mais de politique étrangère, qui nous sépare. Je m'étonne que le chef du Gouvernement, qui connaît notre position, laquelle a entraîné l'an passé la démission du Gouvernement de certains membres de mon groupe, ait pu avoir là-dessus la moindre hésitation.

Quoi qu'en pense le Gouvernement, il me semble normal de voter pour la défense de mon pays, mais non pour un nationalisme que je crois désuet. Voilà la vérité.

Toutes ces considérations — procédure, fond de la loi, interprétation de nos votes — nous ont posé un cas de conscience (Rires et exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.) et ce n'est pas sans hésitation que mes amis ont cru devoir faire prévaloir ce qu'ils ont considéré comme un devoir, à savoir juger en lui-même le problème qui leur était posé : vaut-il mieux que la France ait un budget, même imparfait, même critiquable, ou qu'elle n'en ait pas ?

A la question ainsi soumise à leur délibération, ils ont répondu dans leur majorité que mieux valait maintenir la tradition républicaine, qui veut qu'on vote le budget.

Mais ne vous faites pas d'illusion, nous votons pour la France, nous ne votons pas pour le Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Avant de laisser M. le ministre des finances répondre à l'interpellation de M. de Tinguy, je voudrais, comme rapporteur de la commission paritaire, rappeler à l'Assemblée nationale un certain nombre de faits.

La commission mixte paritaire a siégé pendant près de dix heures et a consacré quatre heures de ses débats aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8. C'est dire qu'elle n'a pas traité à la légère le contenu de ces articles.

Le rapport qui résume ses travaux a été établi conjointement par M. Peillon et moi et ne peut donc être considéré comme tendancieux aux yeux de M. de Tinguy.

M. L'... rtainement pas, monsieur le rapporteur généra

M. le rapporteur. Ce rapport contient 118 pages. Si notre collègue avait pris la pleine de les lire, il aurait constaté que la commission mixte paritaire a travaillé dans des conditions tout à fait normales.

Vous avez changé d'avis, monsieur de Tinguy, cela vous regarde, mais ce n'est pas une raison pour que vous soupçonniez ceux qui ont travaillé loyalement au sein de la commission mixte paritaire d'avoir eu des intentions frauduleuses. En auriez-vous, vous ? (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*)

M. Lionel de Tinguy. Vous ne m'avez pas compris, monsieur le rapporteur général.

Mme la présidente. La parole est à M. Ebrard.

M. Guy Ebrard. A l'instant où le texte proposé par la commission mixte paritaire pour le projet de loi de finances pour 1964 vient d'être amendé par l'Assemblée nationale, le groupe du rassemblement démocratique, qui n'a pas expliqué son vote en première lecture, se doit de présenter quelques brèves observations.

Notre groupe rappelle qu'à l'unanimité de ses membres il s'est tour à tour prononcé en première lecture contre divers grands chapitres du budget dont les options politiques n'étaient pas les siennes. Ce fut le cas, par exemple, du département des affaires étrangères, pour témoigner de sa volonté d'une Europe politique supranationale; des armées, pour préciser son désaccord sur une force de frappe strictement nationale; de l'Algérie, pour rappeler l'éloignement et la vanité des accords d'Evian; de l'éducation nationale, pour souligner le désastre de la rentrée scolaire.

Il a été unanime — il n'est pas le seul dans cette Assemblée — à déplorer l'abus de la pratique des votes bloqués, qui lui paraissent empêcher le Parlement d'exercer une de ses missions essentielles qui consiste à amender les projets.

Il a été unanime aussi à regretter que la représentation de l'Assemblée à la commission mixte paritaire ait été composée de seuls membres de la majorité.

Ces deux raisons, au moins, lui paraissent rendre discutable l'exercice dans sa plénitude de la fonction budgétaire, qui demeure la fonction déterminante du Parlement.

A l'occasion du vote de l'ensemble du texte que nous venons de discuter, nous tenons à rappeler que, si un certain nombre de nos collègues, comme ils l'avaient d'ailleurs fait l'an dernier, ont voté le budget en première lecture, ils s'inspiraient pour le faire d'une tradition républicaine liée à une certaine conception de l'Etat qui, contrairement à l'avis de certains de leurs collègues de l'opposition, leur paraissait souhaitable, en vue d'assurer la permanence de la gestion des affaires publiques.

Ce vote était, dans leur esprit, un vote technique. Il a été interprété par M. le Premier ministre, dans sa déclaration télévisée, comme un vote politique et comme une approbation pure et simple de la politique du Gouvernement. Tel n'est pas le cas.

L'interprétation inexacte et parfois immodérée faite du vote de beaucoup d'entre nous nous fait un devoir, en cette circonstance, pour que toute équivoque soit levée, de vous dire qu'à cet instant aucun de nos collègues du groupe du rassemblement démocratique ne pourra voter favorablement le projet qui nous est soumis. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et du centre démocratique.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Spénale.

M. Georges Spénale. Le budget sur lequel nous allons peut-être émettre le dernier vote de cette session budgétaire est placé essentiellement sous le signe de la lutte contre l'inflation. Etant nous-mêmes contre l'inflation, nous devrions voter ce budget si nous partageons les analyses du Gouvernement en ce qui concerne les causes essentielles et les remèdes les meilleurs applicables à l'inflation. Je tiens à dire tout de suite que ce n'est généralement pas le cas.

Le Gouvernement a mentionné comme causes essentielles des tendances inflationnistes les investissements étrangers, le rythme trop vif de l'expansion qui entraîne une pression de suremplei avec hausse des salaires et un système de distribution qu'il faut réformer.

Nous ne sommes pas d'accord sur les deux premiers éléments, à savoir l'incidence des investissements étrangers, d'une part, le rythme trop vif de l'expansion et les hausses de salaires, d'autre part, car ils se retrouvent dans les autres pays du Marché commun avec lesquels nous sommes en économie de plus en plus ouverte, sans que les mêmes tendances inflationnistes s'y manifestent, du moins avec la même ampleur. Nous pensons que les véritables causes sont ailleurs.

En revanche, pour ce qui est de l'amélioration du système de distribution, nous vous suivrons, monsieur le ministre, car nous sommes intéressés par votre proposition. Nous vous aiderons, car, nous aussi, nous voudrions que les circuits de distribution

soient améliorés comme nous souhaitons que M. Pisani ait satisfaction lorsqu'il désire assurer aux paysans une juste rétribution de leurs peines, alors qu'ils subissent eux-mêmes l'enchérissement de produits, notamment alimentaires, sans recevoir la part qui devrait en revenir au producteur.

Vous avez un peu taquiné ceux qui fournissaient une explication « simpliste » d'un phénomène aussi complexe que l'inflation; je dois vous avouer que je suis surpris de ne pas vous avoir entendu mentionner au nombre des sources d'inflation la lourdeur du budget lui-même.

Entre 1957 et 1964, le produit national brut a augmenté de 30 à 35 p. 100, mais le budget a pratiquement doublé et cela mesure l'aggravation de la pression fiscale qui nous paraît déterminante dans le déclenchement du phénomène d'inflation.

Ce doublement de la pression fiscale s'est d'ailleurs produit pratiquement sans que le Parlement ait eu à voter de nouvelles ressources, car il résulte du rendement surproportionné de certains impôts, ce qui réduit le Parlement à un rôle assez dérisoire dans ce qui devrait être sa fonction essentielle.

Ces ressources qui exercent une pression inflationniste sur la masse de notre économie, où vont-elles ? A l'agriculture, aux transmissions, à l'éducation nationale, avez-vous dit. Certes, des améliorations indiscutables ont été apportées dans certains de ces domaines, mais elles sont insuffisantes: les adductions d'eau attendent, le téléphone se laisse désirer, les étudiants sont dans les escaliers, la construction plafonne...

J'ajoute que les ressources — à propos desquelles vos ministres dépensiers disent trop souvent qu'ils distribuent la pénurie — ne sont pas, la plupart du temps, suffisamment employées, ce qui enlève beaucoup de sens à l'autorisation budgétaire que vous donne le Parlement.

La Cour des comptes a montré que 31 p. 100 des crédits d'investissement destinés à l'enseignement secondaire n'avaient pas été utilisés en 1960. De même 51 p. 100 des crédits destinés à l'enseignement technique n'ont pas été employés la même année, alors que tout le monde déplore le nombre insuffisant de nos techniciens.

Et ces errements continuent: le 12 septembre dernier, vos représentants dans les différents ministères ont bloqué les crédits d'investissement de l'éducation nationale et de la santé publique, et tout récemment encore ils maintenaient leur position.

Dans ces conditions, que valent les autorisations du Parlement, en ce qui concerne les dépenses et quel est, finalement, son rôle, si l'on considère les observations précédentes concernant le développement spontané des recettes.

Cependant, il existe une catégorie de dépenses qui, elle, n'est jamais bloquée; il s'agit des dépenses militaires.

L'armement atomique, avez-vous affirmé, coûte moins cher que l'armement classique. Heureusement qu'il n'en est rien, car tout le monde l'aurait bientôt ! (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*)

En réalité, tous les pays qui disposent d'armes atomiques sont obligés d'employer des ressources de plus en plus importantes à leur entretien. Vous raisonnez comme si le fait de détenir un armement atomique dispensait de la nécessité de posséder aussi un armement classique. Or, il se trouve que ce sont justement les pays qui disposent d'un véritable armement atomique qui se trouvent contraints d'entretenir également le plus grand nombre d'unités conventionnelles. C'est le cas aussi bien des Etats-Unis que de l'Union soviétique.

Finalement, nous sommes en droit de dire que c'est le budget et particulièrement les dépenses militaires qui exercent la pression la plus importante dans le déclenchement de l'inflation. C'est le poids de ces dépenses qui fait qu'un grand nombre d'objectifs prioritaires ne peuvent être réalisés, et c'est pour cela que les slogans du début de la législature se sont peu à peu effrités. L'« année sociale » a débuté par la grève des mineurs et une réquisition inefficace; elle s'est poursuivie par la loi anti-grève; elle se termine par le blocage des salaires et l'ajournement des rendez-vous avec les ouvriers et les paysans.

L'« expansion dans la stabilité » est devenue peu à peu: « Expansion, oui ! Inflation, non ! » Nous en sommes maintenant à : « Inflation, oui ! Expansion, non ! ».

Car tout est relatif en effet, et dans un monde caractérisé par une expansion très vive, ceux qui sont contraints d'appuyer sur le frein pendant que les autres accélèrent ne tardent pas à être distancés.

M. le Premier ministre disait fièrement: « Nous sommes dans le peloton de tête », oubliant qu'il y avait été porté par la IV^e République, qui avait animé une expansion de 45 p. 100 entre 1954 et 1957 et que cette expansion a été réduite de moitié dans la période qui a suivi.

Il doit aujourd'hui se faire une raison: si les options fondamentales de notre politique économique, financière et militaire ne sont pas vigoureusement modifiées, nous serons incessamment dans le peloton de queue.

Nous nous y trouvons déjà pour le réseau routier, pour le téléphone, pour mille choses enfin qui sont le signe même de la santé d'un pays moderne.

Après ces quelques considérations, vous comprendrez que si nous avons pu voter un certain nombre de dispositions et de chapitres de ce budget, nous ne pouvons nous associer à une politique générale qui compromet les chances du pays dans les dures compétitions économiques actuelles et qui bloque en même temps le niveau de vie des populations ouvrières et paysannes au bénéfice d'un choix orgueilleux.

Le groupe socialiste ne votera donc pas le budget de 1964. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme la présidente. La parole est à M. Souchal. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Roger Souchal. Mesdames, messieurs, le groupe au nom duquel je parle n'avait pas primitivement l'intention d'intervenir dans les explications de vote. Mais il est tout de même des propos qu'il faut relever et qu'on ne peut pas laisser tenir dans cette enceinte, sans rétablir la stricte vérité.

J'ai tout à l'heure, non sans stupéfaction, entendu M. de Tinguy, avec lequel nous entretenons et ici et à la commission des finances les meilleurs rapports, dire que les procédures concernant la commission mixte paritaire avaient été faussées, de même qu'il avait déclaré l'autre jour, au sein de la commission des finances, que la majorité était « docile et complaisante ».

Je voudrais simplement, sur les faits, lui démontrer qu'il s'est trompé et faire en sorte qu'à la fin de ce débat, non seulement tous les membres de son groupe apportent leurs voix « à la France », mais encore les apportent au Gouvernement.

Les procédures auraient été faussées, avez-vous dit, monsieur de Tinguy. Je tiens à souligner que si l'Assemblée nationale a désigné des membres pris exclusivement dans sa majorité, les sénateurs U. N. R. ont refusé de siéger à la commission mixte paritaire, de sorte que ce sont sept sénateurs représentant « l'opposition » qui ont discuté avec les représentants de la majorité. Nous avons donc voulu que soit respecté le jeu de la commission mixte paritaire qui est précisément, non pas d'obtenir du Gouvernement des amendements supplémentaires ou complémentaires, mais d'arriver à conclure à partir de textes qui, au départ, sont contradictoires.

La commission comprenait donc sept députés membres de la majorité et sept sénateurs favorables à l'opposition. Je vais alors — nous ne l'avions pas fait jusqu'à présent par sympathie et par déférence à l'égard de nos collègues qui, au Sénat, ainsi que le disait M. Pellenc, « feront tout dans un esprit de conciliation » — vous donner les résultats des votes principaux qui sont intervenus.

Je précise d'abord que sur les articles 4 à 8 il n'y a même pas eu de vote, et qu'ils ont tous été adoptés à l'unanimité ou à la quasi-unanimité.

A l'article 3, après une prise en considération décidée à l'unanimité des quatorze membres de la commission, nous avons eu la loyauté, après le rejet de plusieurs amendements du Sénat, de faire remettre aux voix cet article dans le texte de l'Assemblée nationale et il a été adopté par sept voix contre quatre, avec trois abstentions.

Les crédits pour l'Algérie, qui avaient été rejetés par une majorité substantielle au Sénat, après une audition de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget, ont été rétablis par sept voix, les sept sénateurs s'étant abstenus, devant les engagements que le Gouvernement avait apportés par la bouche de M. Giscard d'Estaing.

Quant au problème le plus politique et le plus crucial, celui de la force de frappe, c'est sur le texte de l'Assemblée nationale, qui était celui du Gouvernement, que nous avons voté et non pas sur un amendement du Sénat. Il faut qu'on sache que les crédits ont été rétablis par sept voix contre quatre, avec trois abstentions.

Ce même scrutin s'est ensuite retrouvé sur le vote de l'ensemble du texte qui vous est soumis aujourd'hui.

Alors, où sont les procédures faussées ? Nous avons, avec les sénateurs, joué le jeu parlementaire jusqu'au bout avec la plus grande honnêteté et il en a été fait état au cours de la réunion de la commission qui, comme le disait tout à l'heure Louis Vallon, a duré dix heures.

Est-il décent de venir dire alors que les procédures ont été faussées ?

D'autre part, on dit que cette majorité est docile et complaisante. Si c'était vrai, si elle était le « godillot » qu'on prétend et qu'elle s'honore d'ailleurs d'être en certaines circonstances — car si, à une certaine époque, il n'y avait pas eu les « godillots », la France en 1945 n'aurait pas retrouvé sa situation — il n'en resterait pas moins que c'est grâce à la bataille qu'elle a menée, aux entretiens qu'elle a eus que de nombreux textes ont été améliorés de façon considérable. Le texte gouvernemental sur

l'article 3 comportait, lorsqu'il fut présenté la première fois au Parlement, une franchise de 5.000 francs et il est prévu aujourd'hui une franchise de 50.000 francs et une décote jusqu'à 100.000 francs. Peut-on parler, dans ces conditions, de « majorité docile et complaisante » ?

Veut-on alors nous dire que l'on serait heureux de la voir se déchirer, content de la voir se battre contre le Gouvernement ?

Nous avons joué le jeu. Alors, monsieur de Tinguy, dans cette évolution que je constate chez vous il n'y a plus qu'une solution et, croyez-moi, j'y souscris à l'avance du fonds du cœur : rejoignez donc cette majorité et vous verrez le beau travail que nous ferons. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je voudrais, à mon tour, répondre aux orateurs qui sont intervenus pour expliquer leurs votes.

Dans ce débat parlementaire, comme dans tous les débats parlementaires, nous mêlons des considérations de procédure et des considérations de fond. Je répondrai successivement aux unes et aux autres. Et, d'abord, aux considérations de procédure développées par M. de Tinguy et auxquelles M. Souchal vient de donner des réponses particulièrement pertinentes.

Je crois, en effet, qu'il existe dans cette Assemblée, et peut-être dans l'ensemble du Parlement, un malentendu sur le rôle normal d'une commission mixte et je parle ici devant l'ancien Premier ministre qui a participé à l'inspiration et à l'élaboration de cette procédure.

Il ne s'agit pas, comme certains le voudraient, de rétablir par le biais de la commission mixte un conflit entre le Gouvernement et l'ensemble du Parlement. Il s'agit, bien au contraire, de rechercher un résultat fort différent : permettre l'ajustement d'un texte voté suivant des modalités différentes par les deux Assemblées.

Le rôle de la commission mixte n'est donc pas de se réunir pour voir ce qu'elle peut obtenir du Gouvernement, mais pour étudier quels rapprochements peuvent ou non s'effectuer entre les deux Assemblées.

Or quelles étaient les données essentielles de la commission mixte budgétaire ? A mes yeux il y en avait deux. La première, c'est que le budget n'existait plus, car lorsqu'un budget est amputé des crédits de l'éducation nationale, de l'Algérie, des forces armées et de certains crédits des affaires étrangères, on ne peut pas considérer qu'il subsiste.

Et, dans ces conditions, on peut concevoir que les représentants de l'Assemblée nationale s'en soient tenus à la défense du texte qu'ils avaient voté, c'est-à-dire l'existence d'un budget par rapport à l'absence d'un budget.

Une seconde différence apparaissait au sujet des articles fiscaux, et notamment de l'article 3. L'Assemblée nationale avait, en votant cet article, accompli un geste dans des conditions qui comportaient certains mérites et qui — je m'adresse à l'Assemblée nationale suivant un vocabulaire inhabituel soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de cette enceinte — appelaient de ce fait un certain respect. Il lui appartenait, en votant l'article 3, de rencontrer un Sénat qui n'avait rien voté au titre des plus-values foncières.

Eût-il été convenable, conforme à la morale politique et à la morale tout court que le Gouvernement vint tourner devant la commission l'effort qui avait été demandé à l'Assemblée nationale, en proposant un « texte » en retrait sur celui qu'il avait fait voter, en face d'une Assemblée qui, sur ce point, avait préféré ne rien voter du tout.

C'est pourquoi le Gouvernement est venu devant la commission mixte exposer très franchement et très longuement les données de ce problème, mais en estimant qu'il appartenait aux parlementaires membres de cette commission de déterminer les points sur lesquels ils jugeaient devoir modifier ce texte.

Si — comme cela a été le cas, sous la réserve notable de plusieurs amendements — les commissaires estimaient que le texte ne devait pas être modifié, quelle eût été la bonne règle politique du Gouvernement intervenant alors pour dire : « Vous aviez tort de me soutenir. Voilà donc un texte en retrait que vous auriez mieux fait de voter à la place du précédent » ?

La difficulté dont souffre M. de Tinguy est réelle et je ne peux pas en nier l'existence : c'est la différence qui existe entre la majorité organique de l'Assemblée et ceux qui lui apportent le concours de leurs voix dans tel ou tel scrutin.

Personne ne peut refuser à une majorité organique le soin de travailler, de se concerter et d'adopter des positions communes. Que ce soit aux Etats-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale, chacun sait qu'il existe des contacts constants entre le gouvernement et la majorité qui le soutient, et l'on regrette même que ces procédures de coopération n'aient pas pu être plus développées dans notre vie parlementaire.

Je suis convaincu que l'une des lacunes de l'histoire politique et parlementaire française — et ce depuis fort longtemps — est l'inexistence d'une structure de majorité. Je ne suis donc pas de ceux qui accepteraient une théorie ou une présentation des choses qui reviendrait sur ce progrès considérable qui est en voie de se réaliser. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

Il n'en est pas moins vrai que nous sommes parfois dans une situation difficile à l'égard de ceux qui sur un texte, notamment le budget, nous apportent leur concours et qui s'estiment ensuite insuffisamment associés au déroulement ultérieur de la procédure. Mais je dois dire à M. de Tinguy qu'il m'a délivré lui-même de la difficulté que j'éprouvais puisqu'il a tenu à indiquer, à la fin de son exposé, que lorsqu'il votait pour le budget, il tenait surtout à ne pas voter pour le Gouvernement. Eh bien, monsieur de Tinguy, si vous ne votez pas pour le Gouvernement lorsque vous votez pour ses textes, au nom de quoi voulez-vous que celui-ci les élabore lorsqu'il recueille au préalable votre assentiment ? (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Les autres observations ont porté sur les conditions du déroulement du débat. Là aussi, il est clair que le déroulement des débats budgétaires peut et devrait être amélioré dans une large mesure.

En réponse à une question qui m'avait été posée il y a deux ans, je crois, par M. le président Pleven, j'avais déjà donné à l'époque une indication de cette nature. Le problème a été évoqué par M. le président Palewski, en première lecture, et nous devons y consacrer nos réflexions et examiner les points sur lesquels une amélioration de procédure pourrait être recherchée.

Je crois, en particulier, que l'esprit et les limites dans lesquels le Gouvernement pourrait recourir à la procédure du vote bloqué devraient faire l'objet d'une jurisprudence plus précise dans les rapports entre le Gouvernement et l'Assemblée. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Paul Pillet. Très bien !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Quant à l'absence de coopération qui aurait été relevée, je me permets d'y voir, à l'égard de M. le secrétaire d'Etat au budget et de moi-même, une sorte de déni de justice, car nous nous sommes efforcés de répondre aux questions qui nous ont été posées. La dernière question qui a été posée au cours de ce débat budgétaire, par M. le président Pleven — c'est une coïncidence — a reçu une réponse positive.

Je ne crois donc pas que l'on puisse soutenir que cette coopération n'existe pas. D'ailleurs, s'il était nécessaire, l'état de mon organe vocal en apporterait la preuve, puisque j'en suis réduit à vous demander de bien vouloir remplacer ma voix par vos voix. (*Sourires.*)

M. André Tourné. Au sujet des anciens combattants, vous restez muet.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Il n'est pas désagréable, quand on parle déjà depuis dix minutes, de se voir opposer le reproche du mutisme.

M. André Tourné. Pourtant, les anciens combattants existent !

Mme la présidente. Monsieur Tourné, vous n'avez pas la parole !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Aux problèmes de procédure s'ajoutent les problèmes de fond.

Quelle que soit l'importance des points de procédure qui viennent de nous retenir longuement, il ne convient pas que ces arbres ou — pour reprendre une expression employée tout à l'heure — ce « cheptel végétal » nous cachent la forêt. (*Sourires.*)

Le vote qu'il s'agit d'émettre ne doit pas traduire telle intention, telle arrière-pensée. C'est, en réalité, un des votes fondamentaux et traditionnels de la vie parlementaire, puisqu'il engage pour un an le budget de l'Etat.

Sur ces problèmes de fond, M. Spénale — avec une courtoisie dont je le remercie — a fait part du point de vue de son groupe. Certains des développements qu'il a présentés appellent une juste attention.

Il n'est pas douteux que la croissance du budget, au cours des années récentes a représenté pour l'équilibre financier et pour l'équilibre économique de notre pays une source de préoccupations et que nous avons certainement le plus grand intérêt, quelle qu'en soit la difficulté, à éviter pour l'avenir la croissance continue de nos charges publiques.

J'observe néanmoins que M. Spénale, dans les critiques qu'il a ajoutées à son développement, a employé l'expression « accroissement encore insuffisant » à propos de rubriques budgétaires essentielles. Il se pose à nous le problème très délicat de l'arbitrage entre la croissance à contenir des masses budgétaires et les exigences fondamentales d'un pays en plein renouveau social et démographique.

M. René Sanson. Bien sûr !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Nous devrions néanmoins choisir comme objectif celui que se sont fixé nos voisins d'outre-Rhin, c'est-à-dire que la croissance des masses budgétaires au cours des années à venir ne puisse excéder la progression du produit national, mais qu'à l'intérieur de cette croissance nous nous efforcions de rendre les arbitrages en faveur des secteurs jugés prioritaires.

Je crois aussi que la croissance de notre pays reflète une évolution qui pourrait faire l'objet de présentations et de mécanismes différents. Nous avons eu jusqu'à maintenant une tendance excessive et fâcheuse à vouloir financer par le budget des dépenses qui ne sont normalement pas de son ressort et qui ne devraient pas être à sa charge.

Nous devrions donc nous efforcer — c'est d'ailleurs en cours — de réformer certaines institutions financières et monétaires, pour que, à côté de la croissance du budget nécessaire pour assumer les charges de l'Etat, nous disposions de mécanismes de financement nous permettant de réaliser d'autres opérations d'équipement et d'investissement qui accompagnent la croissance des investissements de l'Etat.

M. Spénale, résumant son intervention — et, quand on résume, il est bien naturel qu'on recoure à un slogan — nous a dit : « Inflation, oui ; expansion, non ».

Je lui poserai simplement deux questions.

Quel est le taux de la progression industrielle du mois d'octobre 1963 par rapport au mois d'octobre 1962 ? C'est le dernier indice que nous connaissons et qui vient de m'être remis. Il fait apparaître une croissance pour le mois d'octobre, donc postérieurement à la mise en vigueur du plan de stabilisation, supérieure à 8 p. 100, d'une année sur l'autre. Où est la récession ?

Voici ma seconde question : M. Spénale aurait-il consenti à parier le 12 septembre que, ce jour, c'est-à-dire au début de décembre, le prix de la viande à Paris serait inférieur au prix limite de la taxation, et que l'indice du S. M. I. G., dont certains nous avaient annoncé qu'il franchirait le seuil à la fin du mois de novembre, resterait encore en-deçà ? Où est l'inflation ?

Les dispositions prises, les mécanismes mis en place assurent au contraire un refoulement progressif de l'inflation. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. René Sanson. Très bien !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Si cette tendance doit être saluée, ce n'est certes pas pour en tirer un motif d'immobilisme, car, à beaucoup d'égards, l'inflation c'est l'inaction. Tous ceux qui nous reprochent telle initiative, telle idée de réforme, préférant en réalité la routine des situations acquises, sont des partisans secrets de l'inflation car c'est dans l'inadaptation de nos structures économiques et financières que réside l'explication et le ressort profond de l'inflation dans notre pays. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Parce que cette action doit être poursuivie, il importe que la France, en 1964, dispose d'un budget équilibré et l'on ne peut terminer ce long débat sans rappeler que le budget qui vous est soumis comporte le plus faible décaissement qui ait été présenté en France depuis plus de dix ans. Dans une conjoncture où l'opinion souhaite l'équilibre et où le Parlement lui apporte son concours, ce budget mérite donc d'être approuvé.

On a parlé tout à l'heure du climat psychologique et social de notre pays. J'ai été très frappé de constater que, malgré les difficultés d'élaboration et de mise en place du plan de stabilisation, il a été impossible et, à vrai dire, à peine tenté, d'ameuter l'opinion publique contre ce plan...

M. René Sanson. Très bien !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. ... et que, pratiquement, aucune grande organisation ne se prononce actuellement pour son échec.

C'est donc parce que ce plan correspondait à une nécessité profonde et durable, que l'opinion publique — réserve suprême de sagesse — s'y est ralliée.

Et, puisque le budget est l'acte essentiel de la vie économique et de la vie financière, je suis sûr que, sur ce point, l'Assemblée nationale ne vaudra pas être en retard. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus la parole ?...

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur la totalité du texte en discussion modifié par les amendements n^{os} 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 qu'il a proposés ou ayant recueilli son accord.

Je suis saisi par les groupes communiste, U. N. R. - U. D. T. et socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

Mme la présidente. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.
Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...
Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	472
Nombre de suffrages exprimés.....	455
Majorité absolue.....	228
Pour l'adoption.....	316
Contre.....	139

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et des républicains indépendants.)

— 5 —

ORDRE DU JOUR

Mme la présidente. Aujourd'hui, à dix-sept heures cinquante-cinq minutes, deuxième séance publique :

1. — Questions orales sans débat :

Question n° 5769. — M. Chazalon demande à M. le Premier ministre s'il peut lui faire connaître les résultats de l'application des articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 relatives à certaines modalités de la grève dans les services publics. Il lui demande notamment dans combien de cas ces articles ne sont appliqués et si les dispositions de cette loi ont permis au Gouvernement de procéder dans de meilleures conditions au règlement des conflits sociaux dans les services publics.

Question n° 2330. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation faite aux vieux travailleurs des entreprises du bâtiment et des travaux publics, au regard de l'attribution de la médaille d'honneur du travail. En effet, le décret du 14 janvier 1957, relatif à cette distinction, fixe à deux le nombre des employeurs chez lesquels sont cumulés les services actifs pris en compte pour le calcul des annuités donnant droit à la médaille du travail. Dès lors, le caractère même du travail sur les chantiers et dans les entreprises, qui oblige le personnel à de fréquents changements d'emploi, exclut cette catégorie de salariés du droit à cette disposition. Il lui demande s'il compte modifier le décret du 14 janvier 1957 pour permettre aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics de bénéficier des mêmes droits que les autres catégories professionnelles.

2. — Questions orales avec débat :

Question n° 3183. — M. Delorme expose à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, que des informations publiées dans la presse et une récente déclaration qu'il a faite laissent penser que, sous le prétexte d'une réorganisation interne du Conseil d'Etat, le Gouvernement se prépare à porter gravement atteinte, par décret, à l'indépendance de cette haute juridiction vis-à-vis du pouvoir. Il lui rappelle que l'indépendance des juges est la condition nécessaire d'une véritable justice et que, s'agissant du Conseil d'Etat, dont l'éminente fonction consiste à protéger les citoyens contre l'arbitraire du pouvoir, l'indépendance de ses membres est une garantie indispensable de la sauvegarde des libertés. Il lui demande s'il est bien exact que le Gouvernement, faisant fi une nouvelle fois des dispositions constitutionnelles, de la tradition républicaine et des droits des citoyens, envisage de prendre, sans consulter le Parlement, une mesure aussi grave.

Question n° 5022. — M. Guillon expose à M. le ministre du travail que les dépenses afférentes aux actes médicaux sont remboursées aux assurés de façon très différente selon que ces actes ont été effectués par un praticien « conventionné » ou un praticien « non conventionné ». Il lui rappelle qu'en raison des péripéties de la discussion permanente instaurée entre le Gouvernement et les représentants du corps médical, l'assuré, qui n'en peut mais, est soit constamment remboursé à 80 p. 100 du tarif de la convention, soit constamment pénalisé par le tarif d'autorité, soit alternativement remboursé selon l'un ou l'autre mode sans qu'il puisse ni en décider, ni le prévoir. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre, compte tenu de l'expérience de trois années du système de conventionnement, pour assurer l'égalité des assurés à l'égard des remboursements.

Question n° 5137. — M. Mer attire l'attention de M. le ministre du travail sur l'émotion soulevée dans l'ensemble du

corps médical français, par l'arrêté du 12 juillet 1963 interdisant aux praticiens non conventionnés d'exercer dans des cliniques conventionnées. Il lui demande : 1° s'il ne pense pas qu'un tel texte porte indirectement atteinte au libre exercice de la médecine et constitue en quelque sorte — en contradiction avec l'esprit du décret du 12 mars 1960 — une pression détournée sur les praticiens pour les amener à se placer sous le régime de la convention ; 2° si son application ne risque pas de nuire de manière grave aux assurés sociaux qui, désormais, ne pourront plus avoir recours aux praticiens de leur choix, et notamment aux spécialistes les plus qualifiés (dont la plupart — à Paris et Lyon par exemple — ne sont pas conventionnés) sans subir une pénalisation sensible, résultant des frais supplémentaires que leur causera l'obligation de choisir, dans ce cas, une clinique non conventionnée ; 3° si, dans le même temps, ne va pas se produire un certain déséquilibre dans les possibilités d'hospitalisation, les hôpitaux publics étant déjà surchargés et les établissements non conventionnés voyant refluer sur eux la masse des praticiens éloignés, par l'arrêté, des établissements conventionnés ; 4° si, dans un esprit de justice, il n'estime pas préférable, avant même que le Conseil d'Etat ait statué sur les recours formés par divers syndicats médicaux, de rapporter un texte dont les conséquences sont très préjudiciables à des membres éminents du corps médical comme aux assurés sociaux et qui, en contrepartie, ne semble apporter aucun avantage précis à ces derniers, son application n'ayant pas pour effet d'accroître par elle-même le nombre des praticiens conventionnés.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures quarante-cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie de l'Assemblée nationale,

RENÉ MASSON.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

1^{re} séance du vendredi 6 décembre 1963.

SCRUTIN (N° 78)

Sur la totalité du texte de la commission mixte paritaire, modifié par les amendements déposés ou acceptés par le Gouvernement, relatif à la loi de finances pour 1964.

Nombre des votants.....	472
Nombre des suffrages exprimés.....	455
Majorité absolue.....	228
Pour l'adoption.....	316
Contre.....	139

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont vote pour (1) :

MM	Bignon.	Calméjane.
Abelin.	Billette.	Capitant.
Aillières (d').	Bisson.	Carter.
Aizier.	Bizel.	Catalifaud.
Albrand.	Bonvilliers.	Catroux.
Ansquer.	Boisdé (Raymond).	Catry.
Anthionoz.	Bonnet (Christian).	Cerneau.
Mme Ayné de La	Bord.	Chalopin.
Chevreillère.	Bordage.	Chanaud.
Bailly.	Borocco.	Chambrun (de).
Barberot.	Boscary-Monsservin.	Chapuisin.
Bardet (Maurice).	Boscher.	Charbonnel.
Barrat (Noël).	Bossen.	Charlé.
Bas (Pierre).	Bourdellès.	Charrel (Edouard).
Baudis.	Bourgeois (Georges).	Charvet.
Bandouin.	Bourgeois (Lucien).	Chauvet.
Bayle.	Bourges.	Chérasse.
Beauguille (André).	Bourgoin.	Cherbonneau.
Becker.	Bourgund.	Christiaens.
Bécue.	Bousseau.	Clerget.
Bénard (François)	Briand.	Clostermann.
(Oise).	Bricout.	Collette.
Bérard.	Briot.	Commenay.
Béraud.	Brousset.	Comte-Offenbach.
Berger.	Buol (Henri).	Coste-Floret (Paul).
Bernard.	Cachat.	Couderc.
Bernasconi.	Caill (Antoine).	Coumaros.
Bettencourt.	Caillé (René).	Cousté.

Dalaizy.	Kasperell	Pleven (René).	Darras.	Guyot (Marcel).	Udru.
Dauvette.	Krieg.	Mme Ploux.	Daviaud.	Héder.	Pavot.
Danel.	Kropffé.	Poirier.	Defferre	Hosler.	Péronnet.
Danilo.	Labéguerie.	Poncelet.	Lejean	Houël.	Philibert.
Dassault (Marcel)	La Combe.	roudevigne.	Delmas	Jusklewenski.	Pic.
Dassié	Lainé (Jean).	Poulpique (de).	Delorme	Kir	Pirroni.
Davoust.	Lalle.	Préaumont (do).	Denvers	Lacoste (Robert).	Planeix.
Debré (Michel).	Lapeyrosse.	Prioux.	Denancy	Lamarque-Cando.	Ponsellé
Egracve	Lalhière.	Quenlier.	Deschizeaux	Lamps	Prigent (Tanguy).
Delachenal.	Laudrin.	Rabourdin.	Desouches	Larne (Tony).	Mme Prin.
Delatre.	Mme Launay.	Radius.	Doize.	Laurent (Marceau).	Privat.
Deliaune.	Laurin.	Raffler.	Dubuis	Le Gallo.	Ramette (Arthur).
Delong.	Lavigne.	Ranlet.	Ducos.	Le Jenne (Max).	liaust.
Delory.	Le Bault de Lo Mor-	Renouard.	Dulfaut (Henri)	L'Hullier (Waldeck)	Regaudie.
Deniau.	nière.	Réthoré.	Duhomet.	Lolive.	Rey (André).
Denis (Bertrand).	Lecocq.	Rey (Henry).	Dumorlier.	Longueueu.	Rieuhon.
Didier (Pierre).	Lecornu.	Ribadeau Dumas.	Dupuy.	Louslau.	Rochet (Waldeck).
Mlle Dienesch.	Le Douarac (François).	Ribière (René).	Durafour.	Magne.	Roucaute (Roger).
Drouot-L'Hermine.	Leduc (René).	Richard (Lucien).	Dussarhou.	Manceau.	Ruffe.
Ducap.	Le Gall.	Richards (Arthur).	Escande.	Marlet.	Salagnac.
Duchesne.	Le Gosguen.	Richel.	Fabre (Robert).	Masse (Jean).	Sauzedde.
Duflot.	Le Guen.	Risbourg.	Fajon (Etienne).	Massol.	Schaffner.
Duperier.	Le Lann.	Rivain.	Faure (Gilbert).	Matalon.	Schloesing.
Durbet.	Lemaire.	Rives-Henrys.	Faure (Maurice).	Milhan (Lucien).	Spénaie.
Durlot.	Lemarchand.	Rivière (Joseph).	Felix.	Milherand.	Thorez (Maurice).
Dusseaux.	Lepage.	Rivière (Paul).	Fiévez.	Moch (Jules).	Tourné.
Dularne.	Lépeu.	Rocca Serra (de).	Fl.	Mollet (Guy).	Mme Vaillant-
Duvillard.	Lepidi.	Roche-DeFrance.	Forest.	Monnerville (Pierre)	Couturier.
Ehun.	Lepourry.	Roche-Bernard).	Fouet.	Montal.	Vals (Francis).
Eyrard (Roger).	Le Tac.	Roques.	Fourvel.	Monel (Eugène).	Var
Fagot.	Le Theule.	Rousselot.	Gaillard (Félix).	Morlevat.	Ver (Antonin).
Fanton.	Lipkowski (de).	Roux.	Garcin.	Musmeaux.	Véry (Emmanuel).
Feuillard.	Litoux.	Ruais.	Gaudin.	Nègre.	Vial-Massat.
Flornoy.	Loste.	Saballier.	Gernez.	Nils.	Vignaux.
Fontanet.	Luciani.	Sagolle.	Grenier (Fernand)	Notebart.	Yvon.
Fossé	Macquel.	Saintout.			
Fourmond.	Maillot.	Salaraine.			
Fréville.	Malnguy.	Sallé (Louis).			
Fric.	Malène (de La).	Sallenave.			
Frys	Malleville.	Sangler.			
Gamel.	Marcenet.	Sanguinetti.			
Gasparin.	Marquand-Gairard.	Sanson.			
Georges.	Marlin.	Schiaff.			
Germain (Charles).	Max-Petit.	Schmitteln.			
Germain (Hubert).	Meck.	Schnebeten.			
Girard.	Méhatgnerie.	Schumann (Maurice).			
Godefroy.	Mer.	Schwarz.			
Gocmaere.	Meunier.	Sérafini.			
Gorce-Franklin.	Miossec.	Sesmalsons (de).			
Gorge (Albert).	Mohamed (Ahmed)	Souchal.			
Grailly (de).	Mondon.	Taittinger.			
Grinaud.	Montagne (Rémy).	Terré.			
Grussenmeyer.	Morisse.	Terrenoire.			
Guéna.	Moulin (Arthur).	Thillard.			
Guillermin.	Moulin (Jean).	Thorailier.			
Guillon.	Moussa (Ahmed-	Tinguy (de).			
Halbout (André).	Idriss).	Tirefort.			
Halbout (Emile-Pierre)	Moyne.	Tomasini.			
Halgouët (du).	Nessler.	Tourel.			
Hauret.	Neuwirth.	Toury.			
Mme Hauteclouque	Nolrel.	Trémollières.			
(de).	Nou.	Tricon.			
Hébert (Jacques).	Nungesser.	Valenet.			
Heitz.	Palewski (Jean-Paul).	Vallon (Louis).			
Herman.	Palmero.	Van laecke.			
Hinsberger.	Paquet.	Vanler.			
Hoffer.	Pasquini.	Vauthier.			
Hozuet.	Peretti.	Vendroux.			
Houcke.	Perrin (François).	Viller (Pierre).			
Hunault.	Perrin (Joseph).	Vivien.			
Ibrahim (Sofé).	Perrot.	Voilquin.			
Isart.	Pezet.	Volin.			
Iluel	Pezout.	Voyer.			
Jacquet (Michel).	Pillmln.	Wagner.			
Jacson.	Phillippe.	Weber.			
Jaillon.	Planfa.	Welman.			
Jamol.	Plequot.	Westphal.			
Jarrot.	Pillet.	Ziller.			
Korcher.		Zimmermann.			

Oni voté contre (1) :

MM.	Blanchon.	Cassagne.
Achille-Fould.	Bleuse.	Cozenave.
Ayme	Bolsson.	Cermolacce.
Ballanger (Robert).	Bonnel (Georges).	Césaire.
Balmigère.	Boutay.	Chandernagor.
Barbet (Raymond).	Boutard.	Charpentier.
Barrière.	Bouthière.	Chaze.
Bayou (Raoul).	Brettes.	Cornette.
Bécharé (Paul).	Brugerolle.	Cornut-Gentille.
Berthouin.	Bustlin.	Couillet.
Billères.	Cance.	Couzinet.
Billoux.	Carlier.	Darchicourt.

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.	François-Benard.	Pierrebourg (de).
Alduy.	Gauthier.	Rossi.
Barnaudy.	Grenet.	Sablé.
Chazalon.	Hersant.	Seramy.
Ebrard (Guy).	Lenormand (Maurice).	Teariki.
Fraissinelle (de).	Orvoën.	Zuccarelli

N'ont pas pris part au vote :

MM. Bénard (Jean), Fouchier, Montesquou (de) et Valentin (Jean)

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Chapuis, Michaud (Louis), Riller et Royer.

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et Mme Thoiné-Patenôtre, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Bizel à M. Halbout (Emile-Pierre) (maladie).
 Dulerne à M. Béne (assemblées Internationales).
 Kröpfé à M. Bourgeois (Georges) (maladie).
 Lapeyrosse à M. Bourguin (maladie).
 Le Gosguen à Mme Ploux (maladie).
 Mohamed (Ahmed) à M. Luciani (maladie).
 Moussa (Ahmed-Idriss) à M. Richards (Arthur) (maladie).
 Radius à M. Perrin (Joseph) (assemblées Internationales).
 Saïd Ibrahim à M. Sallé (maladie).
 Sérafini à M. Perelli (maladie).
 Tomasini à M. Neuwirth (assemblées Internationales).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Chapuis (maladie).
 Michaud (Louis) (assemblées Internationales).
 Riller (accident).
 Royer (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.